

Le Monde

idées

DE VARSOVIE A ANKARA

La Turquie des profondeurs

Iskender Gökulp, notant une similitude structurelle entre la Pologne et la Turquie, qui vivent toutes deux sous un régime militaire, se demande pourquoi, en France, on parle tant de l'une et si peu de l'autre. Raymond Jean souhaite que l'on parle de « Solidarité » aussi à propos de la Turquie. Quant à Maurice Le Lannou, il montre, en rendant compte d'un livre d'Altan Gökulp, à quel point la société paysanne anatolienne diffère de nos ruralités occidentales.

ETRANGE et proche Turquie ! La voici aux portes de la Communauté européenne après avoir menacé de la déborder. Elle se défie aujourd'hui de l'Asie, tout en revenant avec diligence vers ses racines asiatiques. Elle redoute que ses chutes ne pacifient avec leurs coreligionnaires d'un Iran agité, alors qu'ils applaudissent naguère au laïcisme militant de Mustafa Kemal. Elle est secouée de violences que des militaires s'efforcent de contenir en conciliant des contraintes. Ataturk aurait eu cette année cent ans, cependant que les Turcs discutent et passent son héritage. Que voilà des raisons de porter intérêt à l'histoire profonde d'un pays à la fois si personnel et si incertain.

L'histoire ne remonte pas aisément aux fondements mêmes de la nation turque. La trop fameuse « question d'Orient », en présentant l'Empire ottoman comme un enjeu, n'a pas peu contribué à faire négliger l'essentiel. Et puis, il n'est d'historiographie commode que de nations assises : quand un peuple reste à l'interpréter, l'historien ne peut que tirer à hue ou à dia, selon son humeur partisan. Or, les groupes turcs de l'origine sont entrés dans un composé si complexe que, dirait un chimiste, l'on ne parvient pas facilement à les isoler : le panslamanisme les a groupés dans un ensemble de conquête ; le panslamanisme leur a rattaché des immensités exotiques par rapport au cœur anatolien ; l'ot-

omanisme, en rêve d'un empire modernisé capable de faire le bonheur de ses propres minorités, est lui-même toujours resté fort conquérant. Où est donc la Turquie véritable ?

« Parties des bords de la Caspienne, fondus au soleil de la Méditerranée », ainsi parle Lamartine des bandes turkémènes qui peuplèrent l'Anatolie à partir du XI^e siècle. L'image, forcée, n'est pas mensonge, retenant les deux processus curieusement imbriqués qui devaient conduire à la formation de l'Empire turc : le mouvement pastoral de grande amplitude, de l'Est vers l'Ouest, et la sédentarisation hâtive à l'intérieur d'un État territorial organisé. Mais de cette histoire mouvementée est résulté un dispositif singulièrement bigarré où interfèrent ethnicité, religion, statut juridique, genre de vie, sans compter les circonstances particulières de l'histoire, ce qui explique que la turcologie considérée comme science évite mal cet émiettement à quoi l'on tente de remédier par la pluridisciplinarité. Quoi qu'il en soit, pour donner un portrait complet du Turc et de la Turquie, c'est bien l'ethnographie qui réunit le plus d'atouts.

De surprenants tableaux

M. Altan Gökulp est ethnographe et turc. Son dernier livre, bellement édité par la Société d'ethnographie, est des plus attrayants (1). Conçu à l'étude d'une confrérie tribale d'Anatolie issue d'une ancienne chefferie turkémène fort antérieure à la monarchie ottomane, il va bien plus loin et embrasse par la force des choses tout « l'ensemble de la mosaïque des sociétés turcophones », pesant ainsi les fondements d'une exacte turcité. Un fait lourd de conséquences fut l'incapacité dialectique du nomadisme et de la sédentarité, du tribalisme pastoral et de l'État administratif. Ailleurs, la lutte du séditre et du paysan a pu se fixer le long d'un limes de protection. Rien de tel en Anatolie, où la conquête fut tôt suivie, quand ce n'est précédée, par l'affirmation d'un pouvoir séditre qui devait composer avec le pastoralisme et les tribus. Après la défaite ottomane à Vienne, l'Empire fait appel aux nomades pour renforcer son armée : peu de succès. Constantinople, vite peuplée de marchands allogènes, cherche alors à fixer le plus grand nombre de ces groupes peu saisissables et en astreint beaucoup à la résidence forcée sur un front menacé par les activités des tribus arabes dans le nord de la Syrie. Mais les nomades résistent à ces tentatives, abandonnant les résidences assignées et se dispersent un peu partout en Anatolie, jusque dans l'arrière-pays égéen.

Il va sans dire que ces conflits et leurs règlements ont profondément altéré l'organisation sociale originelle de tribus que le pouvoir impérial a organisées en communautés de justiciables, à l'intérieur d'un cadre juridique calqué lui-même sur les grandes divisions d'un système foncier original et par là « en contradiction avec les catégories spécifiques du nomadisme pastoral ». Mais la réciproque est vraie : avant d'être réduits en isolats d'éleveurs aux trois quarts sédentarisés, ces Turkmènes ont fortement influencé les destins turcs, du moins hors des villes. « La société rurale sédentaire », écrit encore Altan Gökulp, « est marquée, aux différentes périodes de l'histoire ottomane, par le rôle actif et souvent déterminant des nomades pasteurs d'Anatolie ».

Il lui arrive même de surprendre tableaux, qui montrent combien cette société paysanne anatolienne diffère de nos ruralités occidentales, si fortement bâties par l'histoire. Voici, par exemple, le cas des Tchepni (on écrit Çepni, avec cédille), un groupe d'anciens nomades, issu du nord-est de l'Iran actuel, définitivement sédentarisé en 1927 sur le site d'un campement estival dominant la plaine du Méandre. Ces bergers faisaient jadis paître leur bétail dans la plaine ouverte à leurs déplacements, mais, après 1943, les espaces latents occupés par la propriété latifundiaire, que l'introduction de la culture du coton renforça rapidement. Les anciens pasteurs devinrent des salariés de juin à novembre, occupés au sarclage et à la récolte. Ils n'entrent pas pour autant dans

Là aussi, « Solidarité »

par RAYMOND JEAN

J'ÉTAIS en Turquie il y a quelques semaines. Je répondais à l'invitation d'universitaires d'Ankara et d'Istanbul, de sensibilité progressiste, qui souhaitaient m'entretenir de leurs travaux, de leurs recherches, mais aussi de la situation de leur pays. La façon dont ils me l'ont décrite me fait aujourd'hui irrésistiblement penser à la Pologne, dans une perspective inversée. Tous s'accordaient à reconnaître que, avant le coup d'État de septembre 1980, la Turquie était arrivée à un point d'anarchie où les groupes extrémistes de gauche et de droite s'affrontaient les armes à la main, dans la rue, et que la population, ne pouvant plus supporter cette tension, ces périls, ces blessés, ces morts, cette potentialité de guerre civile, était prête à accepter avec soulagement toute intervention qui ramènerait l'ordre. L'armée se chargea de l'opération et le général Evren prit le pouvoir, à la satisfaction des Américains, comme le général Jaruzelski l'a pris à la satisfaction des Soviétiques.

La comparaison s'arrête là. Car si tout le monde parle de la Pologne — à juste titre, en raison de ce qui s'y joue — tout le monde oublie la Turquie. Je témoignerai donc de ce que j'ai vu et entendu. S'il n'est jamais agréable de débiter sur des pistes d'aérodrome que des soldats gardent fusil-mitrailleur au poing, on peut se faire une raison en se disant qu'il s'agit de mesures destinées à éviter les détournements d'appareil. C'est déjà plus inquiétant quand on rencontre les mêmes soldats armés autour de tous les bâtiments publics, ministères, administrations, résidences officielles. Mais passons, un régime militaire est un régime militaire. L'important est de savoir ce qu'il défend et surtout ce qu'il conserve. Or, après avoir vu les effrayantes étendues de bidonvilles qui couvrent les collines environnant Ankara, après avoir constaté le sous-développement, la pauvreté, l'analphabétisme qui existent dans ce pays qui est une des grandes portes de l'Europe, après avoir imaginé, d'après des récits recueillis, ce que pouvait être dans les parties les plus démunies de l'Anatolie et de la Cappadoce le sort des populations, la misère de certains paysans, la condition arriérée et difficile des femmes, je me suis posé d'assez lénifiantes questions.

Alors ? Comment ne pas comprendre que, dans ce pays où le parti communiste est interdit depuis 1923, se soient multipliés dans la dernière période des groupes d'extrême gauche de toutes nuances (on en compte près de cinquante variétés) agissant spontanément, violemment et anarchiquement, mais exprimant le profond mouvement de révolte et de revendication qui anime le peuple ? Comment ne pas comprendre que les étudiants, les intellectuels, les syndicalistes se soient sentis concernés par cette ébullition,

dans des conditions où les masses prolétariennes n'avaient pas de moyen de prendre en charge leurs propres luttes ? La réponse qui leur est apportée aujourd'hui est accablante. Lors de mon séjour, on essayait encore de se rassurer. Mes amis turcs me disaient parfois que l'armée avait des traditions démocratiques, que les officiers supérieurs étaient des hommes de culture et de dialogue, qu'ils quitteraient le pouvoir dès qu'ils auraient remis les choses en ordre. Mais outre que l'on dit toujours cela, en Pologne comme en Turquie (et au Chili l'armée de Prats avait une réputation de chrisme républicain, l'a-t-on oublié ?), il a bien fallu constater depuis quelques semaines que les choses ont évolué autrement. La répression et la torture se sont généralisées, une loi a interdit, le 16 octobre, les partis politiques. Une autre loi est venue mettre au pas les universités en supprimant leur autonomie et en les plaçant sous le contrôle de l'état-major. La presse a été muselée (certains journalistes courageux y maintiennent heureusement, par l'humour, un ton de liberté), l'administration purgée. L'ancien ministre socialiste Bulent Ecevit a été jugé et emprisonné, même si sa libération anticipée, concession à l'opinion publique, est acquise aujourd'hui. Des procès ont lieu partout. Les cinquante-deux syndicalistes de la DISK (confédération des Syndicats des travailleurs progressistes) et leur dirigeant, Abdullah Besturk, en revanche, qui sont jugés en ce moment à Istanbul, sont passibles de peines allant jusqu'à la peine capitale et privés des droits les plus légitimes de la défense.

Tout cela se passe dans un pays où l'implantation de bases militaires américaines, la livraison accélérée d'armes américaines sont des faits patents. Maiton essentiel de l'OTAN et verrou de sécurité de la Méditerranée orientale. On comprend que l'armée, avec le soutien actif des États-Unis, s'y sente en position de pouvoir et d'arbitrage. Mais le raisonnement des officiers est un peu court, qui consiste à faire retomber la responsabilité de toutes les difficultés et impasses actuelles sur telle ou telle tentative d'établir la dictature du prolétariat en renversant l'ordre constitutionnel par des méthodes révolutionnaires. C'est prendre l'effet pour la cause. On sourirait de cette logomachie, si elle ne servait à couvrir les procès de syndicalistes, d'ouvriers, de travailleurs, maintenant d'intellectuels, qui se multiplient. J'ai eu le sentiment, à Ankara et à Istanbul, que la culture française contribuait à avoir une certaine importance dans ce vieux pays civilisé où l'on n'a plus le droit de citer Nazim Hikmet, ni de murmurer un de ses poèmes (l'a-t-on d'ailleurs jamais lu ?), et que l'on en attendait des signes de liberté et de résistance.

Là aussi, il devrait être question de « Solidarité ».

Une similitude structurelle

par ISKENDER GOKALP (*)

L'UNE des conséquences de l'intervention en Pologne a été d'attirer l'attention de la presse, des partis politiques et de l'opinion publique française sur la Turquie, autre pays de frontière. Depuis le 12 septembre 1980 à l'heure des militaires, l'ampleur des réactions françaises (mais aussi européennes) n'avait atteint à cette époque qu'un pourcentage infime des réactions actuelles face à la situation polonaise.

La faiblesse des protestations dirigées contre les militaires turcs, nous avait incités à faire l'analyse suivante : la Turquie, pays de frontière (géographique mais aussi culturelle, religieuse et stratégique) aux confins de l'Europe, ne constituait pas un enjeu important pour la politique intérieure française. Pour des raisons diverses (historiques, culturelles mais aussi éminemment politiques), le sort de la Turquie n'était

pas un sujet mobilisateur. Le regain d'intérêt pour la Turquie, à travers la Pologne, semble d'ailleurs confirmer l'analyse précédente.

En effet, la situation de la Pologne et son avenir immédiat sont riches d'incidences sur la vie politique française, que ce soit sur les relations entre la majorité et l'opposition ou sur les relations entre les composantes de la majorité elle-même. D'autre part, les reflets de la situation polonaise ne se limitent pas uniquement au domaine de la politique politique, mais touchent aussi le problème théorique du socialisme, amplement débattu en France. Toutes ces préoccupations politiques ou philosophiques font que la Pologne est plus « intéressante » que la Turquie. C'est à notre avis ce qui explique l'utilisation de la situation turque pour infirmer ou confirmer telle ou telle analyse de la situation polonaise.

Au-delà de l'intérêt utilitaire de la situation turque, il existe entre les deux pays une similitude d'ordre structurel. La Turquie vit actuellement une période de mutations institutionnelles intenses destinées à mieux intégrer au marché mondial, en rendant plus perméables et moins ses structures trop rigides (en particulier celles du marché du travail et du capital), héritées de la période antérieure de substitutions aux importations. Cette restructuration se fait sous l'égide de l'armée qui, ayant clôturé tout l'espace politique et démocratique, militarise l'État mais aussi la société civile, des usines aux universités.

En Pologne, l'effacement des événements depuis août 1980 donne aussi l'impression d'une tentative difficile de recherche d'un autre type de régulation que celui, fortement monopoliste, en vigueur dans les pays du bloc soviétique, et qui a largement prouvé son inadaptation aux nouvelles normes de production et de consommation. La Pologne semble être le terrain d'expérimentation de cette recherche accompagnée d'une succession de pas en avant, de reculs, d'hésitations, de tentatives de pondération, et de processus d'essai et d'erreur.

Après le coup de force du 13 décembre, la situation polonaise s'est encore plus rapprochée de la situation turque. Les mesures immédiates prises dans les deux cas sont similaires : militarisation de l'appareil étatique et administratif, militarisation de la production accompagnée d'une augmentation des heures de travail, dévaluation massive et libération des prix, éviction des responsables politiques de la période précédente et, peut-être même, redéfinition de l'espace politique. La Turquie a déjà accompli celle-ci avec la dissolution de tous les partis politiques ; depuis le 13 décembre, on n'entend pas non plus beaucoup parler du POUF.

(*) Maître-assistant à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris 6).

SALON NAUTIQUE INTERNATIONAL

SALON INTERNATIONAL DE LA PISCINE

16-25 JANVIER 82. CNIT. PARIS.

Tous les jours de 10h à 19h. Nocturnes les 19 et 22 jusqu'à 23h.



Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75247 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-DOM-TOM
273 F 442 F 511 F 789 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

483 F 562 F 1 241 F 1 628 F

ÉTRANGER
(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
FAYS-BAS

313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE

386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque
postal (ou par mandat) voudront bien
joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires (deux semaines ou plus) :
nos abonnés sont invités à formuler
leur demande une semaine ou plus
avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérants :
Jacques Favre, directeur de la publication,
Claude Julien.

Imprimerie
de « Le Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 437

A TRAVERS LE MONDE

Canada

Guatemala

Inde

« Réalisme » ouest-allemand ?

De notre envoyée spéciale

Bonn. — « Alors, vous venez nous interroger sur la réunification ? » L'accueil est narquois au siège du parti social-démocrate (S.P.D.), où l'ironie cache mal une vive irritation à l'égard des Français, de leur anti-germanisme, de leur promptitude à voir ressurgir les vieux démons ou à en inventer de nouveaux dès que la République fédérale choisit un autre ton qu'eux. Hier, ils voyaient se réveiller la volonté de puissance, les restes du nazisme. Aujourd'hui, ils dénoncent la faiblesse, la tentation neutraliste ou le nationalisme de gauche d'un pays, hier valet du régime américain, et aujourd'hui maillon défilant de la défense atlantique.

communistes qui, moralement, se fa-
sur la rue des Polonais ».

est du côté de l'U.R.S.S., qui a besoin de devises, pas du nôtre.

une évolution, aussi modeste soit-elle, vers davantage de pluralisme. Par exemple, presque partout, se sont créés des comités de défense des accords d'Helsinki. La politique de détente y est pour quelque chose. De même à Varsovie, en 1981, les choses ne se sont pas passées comme à Prague, en 1968, ou à Budapest en 1956. Une politique de paix suppose une certaine stabilité des partenaires. Depuis trente-cinq ans, nous avons affaire, avec l'U.R.S.S., à la fois à une puissance militaire respectueuse des traités, et à une courtoisie des Etats-Unis, à une dictature. C'est un dilemme, et je ne vois pas personnellement comment en sortir. »

Cette lettre, qui ne mentionne pas les sanctions économiques américaines, exprime à tout le moins des réserves concernant les attitudes allant contre « le vie et le progrès de la Pologne ».

Lors du voyage à Washington, au milieu de décembre, de Mgr Casaroli, secrétaire d'Etat au Saint-Siège, le Vatican avait fait savoir aux Etats-Unis qu'il était opposé à des sanctions économiques contre la Pologne.

Les Allemands de l'Ouest ont, certes, quelque peine à avaler sans grimacer le « Nous sommes consternés » lancé, le 13 décembre, par-delà le rideau de fer, par un chancelier qui associât ainsi une harmonie encore inédite à la « consternation » du chet du parti social-allemand, M. Honecker. A la séance d'ouverture du congrès des ministres à la mer, rangés comme un seul homme derrière la « prudence officielle » à l'égard des évènements polonais. Et ils n'ont pas trouvé, en exagérant surprenant qu'il faille à leur chancelier un voyage à Washington pour convenir que l'R.F.S.R. n'était peut-être pas complètement responsable de la catastrophe de Varsovie.

Oubliés, certes, les S.P.D. qui, désaccordés au sein de la coalition sur la politique étrangère...

indifférence

souvenir de ce petit matin du 13 août 1961 où Berlin s'est réveillée coupée en deux par un mur, « sans que les alliés lèvent le petit doigt car il n'y avait rien à faire d'autre que la guerre. Là est la réalité de l'Europe ».

C'est la politique de détente, souligne-t-on, qui a permis les premières négociations sur le contrôle des armements. C'est la détente aussi qui a permis à la République fédérale de grignoter petit à petit quelques avantages humanitaires pour les Allemands de l'est, et de faire s'entrouvrir cette frontière qui la sépare de la R.D.A., dont personne aujourd'hui n' imagine plus qu'elle pourrait un jour cesser d'être frontière.

En attendant la réunion du Parlement, le 25 janvier, où le général Jaruzelski doit promouvoir un discours, le gouvernement polonais tente d'obtenir des livraisons de céréales des paysans en augmentant de 10 % le prix payé aux agriculteurs sous contrat avec une prime supplémentaire du même montant qui sera versée à ceux qui feront les livraisons à la date prévue par les contrats.

A Antenne 2

« LE TEMPS DE FER »

Enfin, les limitations imposées depuis le 13 décembre, à la libre disposition des comptes bancaires privés établis en devises fortes viennent d'être partiellement levées. Les titulaires pourront dorénavant utiliser leurs avoirs pour acheter des marchandises à l'étranger par l'entremise d'institutions agréées.

Le C.F.D.T. ayant cédé au Comité de coordination de Solidarité en France le quart d'heure dont elle dispose à la télévision dans le cadre de l'émission « Libre expression », les téléspectateurs pourront voir sur Antenne 2 ce jeudi 21 janvier à 19 h 45 un court métrage du metteur en scène polonais Krzysztof Bogulski.

Il a fallu un temps considérable à l'opposition chrétienne-démocratique pour qu'elle mesure, les réactions étrangères aidant, le profit qu'elle pouvait tirer des excès de prudence du gouvernement fédéral. « C'est la première fois, disait M. Helmut Kohl, le président de la C.D.U., se livrant à une véritable revue de la presse française devant le Bundestag, que de telles critiques sont formulées à l'encontre de la R.F.A. Vous avez gaspillé le capital de confiance que nous avions patiemment accumulé. »

Mise au point du Vatican

Le Vatican a réagi avec un certain embarras, laissant à penser à un désaveu implicite, aux déclarations faites mardi par le président Reagan. Celui-ci avait affirmé : « Le pape a approuvé nos initiatives et les a trouvées utiles », en faisant état d'une lettre du pape et en laissant entendre que le souverain pontife avait approuvé les sanctions contre la Pologne décidées par les Etats-Unis.

[illegible]

Mais l'attitude du chancelier, qui s'inscrit dans la logique ouest-allemande, a beaucoup moins choqué que les réactions qu'elle a déclenchées à l'étranger (et en particulier en France), les allusions au pacte germano-soviétique, les simplistes élucubrations sur la réunification.

● **Le président Reagan, enivré,** selon *le New York Times*, une manifestation d'aide à la Pologne dont le caractère singulier suscite « une certaine préoccupation » en Europe. « Si le président Reagan, à l'étranger, a l'air saoul, en effet, d'un gigantesque show télévisé qui sous le titre « Let Poland be Poland » (Laissez la Pologne être la Pologne), juxtaposerait, dans une mise en scène à grand spectacle, reportages, témoignages de personnalités de très haut niveau, des scènes de rue, des interprétations en polonais par Frank Sinatra. Elle serait diffusée par le Public Broadcasting Service le 31 janvier dans la majeure partie des pays occidentaux, y compris les nôtres. Cette émission devrait être, selon M. Charles Z. Wick, ami de longue date du président Reagan et promoteur de la « Let Pologne be Poland » plus grand show de l'histoire ».

A TRAVERS LE

M. Willy Brandt, pour estimer que les Français ont trouvé l'occasion qu'ils attendaient de tapper sur le dos de leurs voisins, et qu'ils sont en train de régler, par Pologne interposée, leurs problèmes de politique internationale.

M. Daniel Cohn-Bendit, s'y est prononcé à « la facilité et l'hypocrisie » de la position de certains intellectuels français, « qui ont viré vers une philistinisme depuis quelques années », et qui ne voient pas comment des sanctions tout en encourageant très bien que cela n'empêche pas l'U.R.S.S. d'enlever la Pologne sans elle le juge nécessaire, et que personne n'est prêt à mourir, ou à se faire tuer, pour empêcher un pays de prendre également à la liçhéte de ceux qui pleurent sur Varsovie, « mais qui n'osent même pas dénoncer un accord de gouvernement avec les

A TRAVERS LE MONDE

Canada

● **FIN DE LA GREVE DES TRANSPORTS A MONTREAL**
— Les six mille sept cents employés des transports en commun de Montréal ont mis fin, mercredi 20 janvier, à leur mouvement de grève qui paralysait la ville depuis six jours (le Monde du 20 janvier). Ils avaient passé outre aux sommations du gouvernement, qui avait convoqué le Parlement québécois en session d'urgence. — (Reuter.)

Guatemala

● LE COMMANDANT DE L'ORGANISATION DU PEUPLE EN ARMES (O.R.P.A.), l'une des quatre organisations qui combattent le régime militaire au Guatemala, a été tué mercredi, au cours de l'assaut donné par les forces de sécurité à une maison de la banlieue de la capitale, selon une source officielle. Il s'agit de M. Francisco Palma Lara, ancien dirigeant de l'association des étudiants de l'université nationale de San Carlos. — (A.P.)

Indo

● **REMISES EN LIBERTÉ.** — La plupart des milliers de personnes arrêtées à titre préventif à l'occasion de la grève générale du 19 janvier (2)

Monde du 31 janvier) ont été remises en liberté. Le mouvement, qui a surtout affecté le secteur industriel, les banques, les compagnies d'assurances et les entreprises de presse, n'a pas rencontré le succès souhaité par les organisateurs, en raison notamment de la vigueur des mesures prises par le gouvernement, soulignent les journaux. — (Corresp.)

Nicaragua

PAS DE PRÊT AMÉRICAIN AUX SIEVEURS ET AGRICULTEURS — Les représentants américains au conseil de direction de la Banque inter-américaine de développement (BID) se sont opposés à l'octroi par le conseil d'un prêt destiné à aider les petits sieveurs et agriculteurs du Nicaragua, a déclaré, mercredi 20 janvier, le président de la Banque, William M. Cesar. Le prêt, d'un montant de 500 000 dollars, a fait l'objet d'un veto américain la semaine dernière après avoir été accepté par le conseil directeur. Le conseil de direction, a précisé M. Cesar. — (A.F.P.)

Suède

PAS D'ACCORD SOVIÉTO-SUÉDOIS SUR LEUR FRONTIÈRE EN MER BALTIQUE. — Les négociations sur la délimitation des eaux territoriales,

qui ont eu lieu à Stockholm du 11 au 15 décembre, n'ont pas plus abouti que celles qui avaient eu lieu en 1968, en 1970 et en 1974. Elles butent sur le fait que la Suède calcule la distance des 12 milles marins au large de l'île de Gotland, dont elle estime qu'elle appartient à son plateau continental, alors que l'U.R.S.S. souhaite que le tracé soit situé à égale distance des côtes des deux pays. — (U.P.I.)

Syrie

LE RÉGIME SYRIEN se trouve confronté à de nouveaux problèmes, confirmés par les journaux de Damas eux-mêmes, sans donner de précisions, fomentant la rumeur d'« *assassins et saboteurs* », dénonçant « les cliques isolationnistes au Liban et les Frères musulmans », soulignant que les ministres, les députés, les militaires, les engagements, n'ont pas rompu leurs liens avec Israël. Le radio phalangiste a fait état, mercredi, d'un attentat à Damas, attribuant à Alep où un syrien militarisé aurait explosé en vol et de deux attentats à la bombe dirigés contre une école dans une station d'autobus. Elle a annoncé qu'un complot avait été éventé et mis en échec. Elle prétend au sein de l'armée avoir arrêté des officiers « catégoriquement démentis par les autorités de Damas. » (Corresp.)

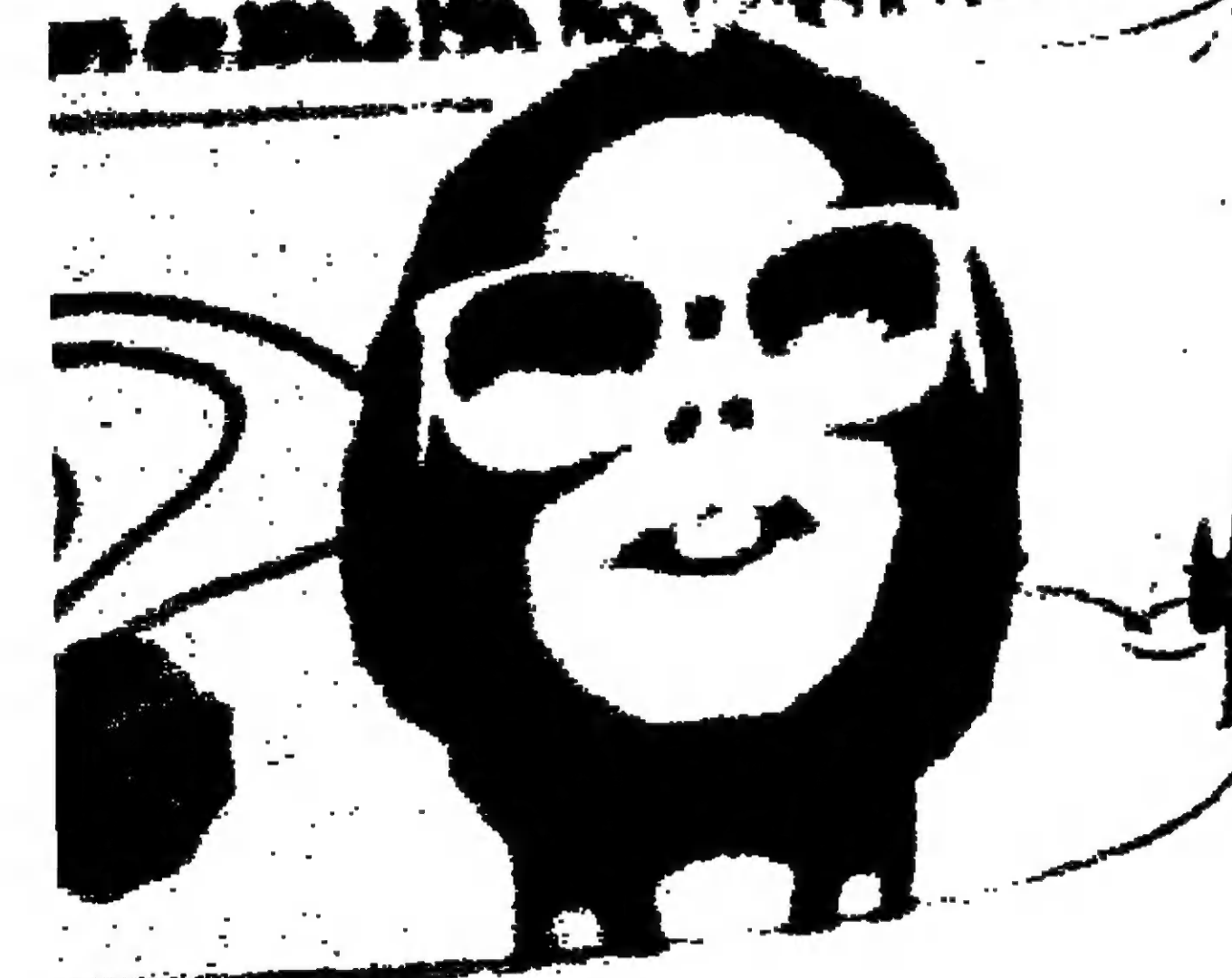
ARNYS SOLDE

Costumes 100 % laine, flanelle, HARRIS TWEED, cashmere et soie, à partir de	2100 F	1.550 F
Vestes cashmere et soie, 100 % laine, etc., à partir de	1.200 F	750 F
Pantalons flanelle, serge, velours, etc., à partir de	430 F	190 F
Manteaux cashmere, droit et raglan, à partir de	3.200 F	2.200 F
Chemises coton, polyester, 100 % coton oxford, fantaisie, à partir de	250 F 295 F	100 F 195 F

Solde de 20 % minimum sur toute la collection féminine

ARNYS 14, rue de sèvres (77) - Tél. 548.76.99

CONCOURS NAUTIQUE INTERNATIONAL DE LA PISCINE JANVIER 82. CNIT. PARIS



Definition

PROCHE-ORIENT

L'ANNEXION DU GOLAN

Les États-Unis opposent leur veto à un projet de résolution au Conseil de sécurité menaçant Israël de sanctions

Nations unies (A.F.P.). — Les États-Unis ont opposé, le mercredi 20 janvier, leur veto à un projet de résolution jordanienne au Conseil de sécurité demandant aux États d'envoyer de prendre des mesures efficaces et concrètes contre Israël pour faire annuler l'annexion du Golan.

La résolution jordanienne, qui comportait une condamnation d'Israël pour son annexion du Golan, qualifiée d'acte d'agression, a recueilli neuf voix en sa faveur, une contre (États-Unis) et cinq abstentions (France, Royaume-Uni, Irlande, Japon et Panama).

La Jordanie, l'U.R.S.S., la Pologne, la Chine, l'Espagne, le Guyana, l'Ouganda, le Togo et le Zaïre ont voté en faveur de la résolution jordanienne.

Une première tentative d'obtenir un tel vote avait échoué, car le projet qui ordonnait des « sanctions internationales obligatoires » en vertu de l'article 7 de la charte des Nations unies, n'aurait pas obtenu la majorité requise des neuf voix. Le Zaïre ayant fait savoir qu'il s'abstenait.

Il a fallu un texte qui, malgré toutes ses équivoques, ne faisait que menacer Israël de sanctions éventuelles, pour que les neuf voix indispensables aient pu être réunies, dont la voix décisive du Zaïre.

Tous les pays qui se sont abstenus

Le représentant de la France, M. Philippe Louet, a rappelé que Paris avait souhaité un texte qui aurait permis de progresser dans la voie d'un règlement négocié. La délégation française était prête à s'associer à des mesures appropriées marquant le caractère nul et non avenue de la loi adoptée par le Parlement israélien et en dégageant les conséquences pour les rapports des États membres avec Israël pour ce qui concerne le Golan syrien occupé, à-t-il notamment déclaré. Le délégué français a rappelé aussi qu'une résolution véritablement constructive aurait rappelé la nécessité du retrait des territoires occupés par Israël en 1967, et aurait inclus des dispositions ouvrant la voie à une paix globale comprenant la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

Le mot de la fin, politiquement significatif, devait appartenir au représentant de la Jordanie, M. Nuseibeh, qui fut pendant tout le débat l'avocat de la Syrie. Il a demandé — et obtenu — que le Conseil de sécurité, au-delà du veto américain, sache aussi de la question de l'annexion du Golan.

AFRIQUE

Maroc

Une importante mission commerciale américaine séjourne à Rabat

De notre correspondant

Rabat. — Le Maroc vit depuis le 17 janvier à l'heure américaine. Le port de Tanger a reçu une importante mission commerciale américaine, notamment, deux porte-avions nucléaires. A cette occasion, l'ambassadeur des États-Unis, M. Joseph Verner Reed a affirmé : « Les forces navales américaines seront toujours prêtes à toute éventualité particulièrement dans le détroit de Gibraltar qui est d'une grande importance stratégique ».

Revenant ensuite à Rabat, le diplomate y a accueilli, lundi 18 janvier, une importante mission commerciale américaine dirigée par M. Malcolm Baldrige et John Brock, respectivement secrétaire au commerce et à l'agriculture. Les deux ministres américains sont accompagnés de vingt-quatre représentants de sociétés américaines spécialisées dans les produits agricoles, les matériaux de construction, l'industrie minière ou les télécommunications.

La visite de la délégation commerciale sera en principe marquée par la signature d'un accord portant sur l'octroi par Washington de garanties publiques pour l'achat, outre-Atlantique, de 200 millions de dollars de grains et d'huile dans le cadre de l'aide d'urgence au Maroc éprouvé par deux années de sécheresse. Des accords commerciaux seront d'autre part signés avec des sociétés agro-industrielles américaines. Les projets de coopération nucléaire seront aussi évoqués.

La venue des deux ministres américains compense en quelque sorte le report à une date ultérieure de la visite du secrétaire d'État américain, M. Haig, prévue en décembre et qui avait dû être ajournée à la suite des événements de Pologne, de même que la visite du roi Hassan II aux États-Unis, que le secrétaire d'État devait précisément préparer. Depuis le début du mois de novembre, le Maroc aura reçu successivement M. Francis West Junior, secrétaire adjoint américain de la défense, le général Vernon Walters, conseiller de M. Reagan pour la sécurité, puis le vice-amiral Bobby Ray Imman, directeur adjoint de la C.I.A., et enfin, à la veille de Noël, M. Charles Percy, président de la commission des affaires étrangères du Sénat américain. La plupart de ces visiteurs ont discuté avec le roi Hassan II non seulement des besoins du Maroc en aide civile mais aussi de l'aide militaire rendue nécessaire par l'intrusion dans le Sahara occidental d'unités blindées venues d'Algérie.

Les États-Unis occupent un rang très modeste parmi les partenaires commerciaux du Maroc, mais, là aussi, les deux parties s'affirment décidées à aller de l'avant, même si la place accordée à ce « festival » de visiteurs américains dans les moyens d'information marocains est destinée aussi à servir d'avertissement à la France, à la veille de la négociation annuelle de la convention financière franco-marocaine. Les progrès de la coopération maroco-américaine contrastent avec la dégradation récente des rapports franco-marocains, et de là à conclure que les États-Unis sont décidés à sauter dans la brèche, il n'y a qu'un pas que beaucoup d'observateurs franchissent, en dépit des dénégations américaines. C'est sans doute aller trop vite en besogne et oublier que les querelles franco-marocaines offrent toutes les apparences de querelles de famille.

ROLAND DELCOUR.

Algérie

Le budget de 1982

LA PART DES RECETTES PÉTROLIÈRES EST RÉDUITE À 62 %.

(De notre correspondant.) Alger. — Le budget algérien pour 1982 s'élève à 64,8 milliards de dinars (110 milliards de francs), soit une augmentation de 18,5 % par rapport à 1981. Il est entièrement couvert par les recettes. Celles-ci s'élèvent à 85 milliards de dinars. Les recettes pétrolières en forment 52,6 %, contre 67,8 % l'année précédente. Mais la participation au budget de l'État des entreprises nationales reste pratiquement nulle. Les dépenses de fonctionnement sont de 42,2 milliards de dinars (54,8 milliards de francs) et les concours à l'équipement atteignent 42,6 milliards de dinars (55,4 milliards de francs). L'éducation nationale et la formation se taillent une nouvelle fois la part du lion (19,4 milliards de dinars de fonctionnement et 7,7 milliards de dinars d'équipement), soit au total plus de 27 milliards de dinars (33,5 milliards de francs). Par rapport au budget de 1981 ces crédits sont cependant, au total, en légère baisse en pourcentage (-1,6 %). La structure du budget de fonctionnement ne diffère guère de celle de l'année précédente. L'innovation la plus marquante vient du volume important des crédits accordés au soutien des prix des produits de large consommation (céréales, huile, semoule, farine, sucre). Ils atteignent 3,85 milliards de dinars (5 milliards de francs) alors qu'ils n'étaient que de 800 millions de dinars en 1981. — D. J.

Tunisie

Une mise au point de M. M'Zali. — Un passage de l'interview accordée par le premier ministre tunisien, M. Mohamed M'Zali au Monde du 15 janvier suscite depuis quatre jours au Maghreb diverses polémiques. Les dirigeants tunisiens se défendent des interprétations qui en sont faites. La question posée par le Monde était de savoir si le problème du Sahara occidental ne constituait pas un frein aux perspectives d'édification du Maghreb que M. M'Zali venait d'évoquer. La réponse du premier ministre demeurait dans ce seul cadre. En exprimant sa conviction que l'Algérie et le Maroc avaient le souci d'harmoniser leurs rapports, il n'entendait pas remettre en cause les décisions prises par l'O.U.A. à Nairobi, préconisant l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (le Monde du 21 janvier). Les autorités tunisiennes ont d'ailleurs rappelé dans une mise au point que la solution de ce problème « réside dans l'application loyale » des décisions de l'organisation africaine. (Corr.).

ASIE

LE PROBLÈME CAMBODGIEN

La politique généreuse de la France n'a guère de chances d'influencer les dirigeants vietnamiens

nous déclare le prince Sihanouk

De notre correspondant

Pékin. — Le prince Norodom Sihanouk ne croit guère, dans les circonstances actuelles, dans la possibilité d'amener le Vietnam à rechercher une solution négociée du problème cambodgien. Sans vouloir critiquer la reprise de l'aide financière de la France à Hanoï annoncée le mois dernier, l'ancien souverain se dit « pessimiste sur les chances de cette politique généreuse ».

La résistance au resurgir de plus belle à propos de la récente proposition faite par Singapour de former une « coalition souple ». Les Khmers rouges rejettent une telle formule dans laquelle ils voient le danger d'une dilution du Kampuchéa démocratique. Les deux autres composantes — le Mouvement nationaliste du M. Son Sann et le prince Sihanouk — y sont, au contraire, favorables car elle leur donne davantage de garanties face aux Khmers rouges. Le prince, qui, il y a six mois, était surtout soucieux de se mettre en retrait, se déclare prêt aujourd'hui à prendre la tête d'une telle coalition.

Comment la Chine voit-elle ces évolutions ? Sa position reste jusqu'à maintenant ambiguë. Lors de ses entretiens qu'il a pu avoir, le prince Sihanouk ne croit guère, dans les circonstances actuelles, dans la possibilité d'amener le Vietnam à rechercher une solution négociée du problème cambodgien. Sans vouloir critiquer la reprise de l'aide financière de la France à Hanoï annoncée le mois dernier, l'ancien souverain se dit « pessimiste sur les chances de cette politique généreuse ».

Au cours d'un récent entretien qu'il nous a accordé, le prince a estimé que la démission du gouvernement français aurait sans doute un « effet bénéfique » sur les relations bilatérales de Paris avec Hanoï. Mais que « ce serait une erreur de lui attribuer une plus grande importance », car « les Vietnamiens ne comprennent pas le langage de la force ». Et d'ajouter, très en verve : « Si on leur tend des carottes, ils les mangent goulument et ils ne disent même pas merci ».

L'analyse du prince, qui séjourne de nouveau à Pékin depuis le 4 janvier, après sept mois passés pour l'essentiel dans sa propriété de Mougins, coïncide avec celle de ses hôtes chinois.

Manifestement, le réchauffement franco-vietnamien n'a pas été du tout du goût de Pékin. A deux reprises, la Chine a déploré vivement le geste de Paris. L'agence Chine nouvelle est allée jusqu'à écrire, le 14 janvier, que « l'image du gouvernement socialiste serait flétrie » si la France essayait, « par des manœuvres cothées », de « trouver un arrangement » avec le Vietnam, alors que ce pays reste sourd aux résolutions des Nations unies lui demandant de se retirer du Cambodge.

Cette convergence de vues entre la Chine et le prince Sihanouk ne signifie pas qu'aucun nuage n'assombrirait d'autre part les rapports entre les deux parties. Indigné par l'attitude de Hanoï, qui ne fait, depuis trois ans, dit-il, que lui infliger des camouflages, Samdech Norodom Sihanouk n'est pas pour autant entièrement satisfait du comportement de la Chine à son égard. Pékin n'a toujours pas livré à ses partisans regroupés à la frontière thaïlandaise les armes légères promises. Un accord prévoyant l'armement de trois mille hommes avait été conclu, affirme le prince, lors de son dernier séjour ici en mai 1981.

Selon l'ancien chef d'État cambodgien, les hésitations de la Chine s'expliqueraient par le fait qu'elle souhaite le voir cesser ses tergiversations. En ce sens, le durcissement du ton employé par le prince Sihanouk envers Hanoï devrait être bien accueilli par Pékin.

En résumé, les choses sont un peu plus compliquées. Dans ses rapports avec le prince, le gouvernement chi-

nois doit tenir compte des sentiments des Khmers rouges, qui restent politiquement ses meilleurs alliés et les seuls capables d'infliger des coups à l'occupant vietnamien. Or, ces derniers mois, les relations entre M. Khieu Samphan et le prince Sihanouk se sont de nouveau dégradées. Les divisions entre les deux camps de la résistance ont resurgi de plus belle à propos de la récente proposition faite par Singapour de former une « coalition souple ». Les Khmers rouges rejettent une telle formule dans laquelle ils voient le danger d'une dilution du Kampuchéa démocratique. Les deux autres composantes — le Mouvement nationaliste du M. Son Sann et le prince Sihanouk — y sont, au contraire, favorables car elle leur donne davantage de garanties face aux Khmers rouges. Le prince, qui, il y a six mois, était surtout soucieux de se mettre en retrait, se déclare prêt aujourd'hui à prendre la tête d'une telle coalition.

Comment la Chine voit-elle ces évolutions ? Sa position reste jusqu'à maintenant ambiguë. Lors de ses entretiens qu'il a pu avoir,

MANUEL LUCBERT.

Un an de cinéma: 20F.

Le Hors-Série annuel de Télérama retraçant toute l'année 81 de cinéma est paru. Vous y trouverez tous les grands films analysés et critiqués, des portraits et des reportages sur les cinéastes et les comédiens ainsi qu'une analyse de ce qui se prépare et des changements possibles dans le monde du cinéma. Alors, offrez-vous un an de cinéma 81 pour 20F.



Télérama Hors-Série Cinéma. 20F. Chez votre marchand de journaux.

Les Arabes devraient renforcer le « camp de la paix israélien »

nous déclare le conseiller de M. Arafat M. Issam Sartouhi

Les Arabes, en particulier les Palestiniens, ont favorisé la mise en œuvre de la politique expansionniste d'Israël : telle est la thèse que nous a exposée le docteur Issam Sartouhi, membre du Conseil national palestinien (Parlement) et l'un des conseillers en politique internationale de M. Yasser Arafat, président de P.O.L.P. « Il va de soi, déclare-t-il, que M. Arafat cherche à entasser des définitivement sa position, mais ce n'est pas sa raison pour que nous lui donnions les pièces et les moyens pour atteindre ses objectifs ».

L'annexion du Golan, selon le dirigeant palestinien, n'aurait pas été possible si le « camp de la paix » israélien avait disposé de 10-15 % de la population de déportés à la Knesset, laquelle, compte tenu de la configuration parlementaire, auraient pu jouer un rôle d'arbitre. « Nous n'avons pas le droit de contribuer à la victoire des démocrates et des progressistes israéliens, qui, contrairement aux apparences, disposent d'un électoral potentiel relativement étendu. Le « camp de la paix », pour M. Sartouhi, ne comprend pas seulement les partis Rakah (communistes) et Shiekh, mais aussi les groupes et les personnalités, socialistes ou non, qui acceptent les principes suivants : le retour d'Israël à ses frontières de 1967, la reconnaissance du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à un État souverain, étant admis que l'O.L.P. est son seul représentant légitime.

Si le Shiekh rassemblement animé notamment par le général Peled et M. Uri Avnery — n'a pas obtenu aux dernières élections les quatre ou cinq sièges auxquels il aurait pu prétendre, soutient M. Sartouhi, c'est qu'il n'était pas crédible aux yeux des Israéliens, en grande partie par la faiblesse des Palestiniens. « Les conversations secrètes que j'ai eues avec les progressistes israéliens dès l'automne 1976, d'abord à la demande de la direction de l'O.L.P. puis avec l'un des membres du Conseil national palestinien (mars 1977), ont été justifiées et défendues tout au long du monde arabe que devant l'opinion israélienne. » Un geste tout autant spectaculaire qu'audacieux paraissant, en effet, indispensable au dirigeant palestinien : « Nous aurions dû inviter nos interlocuteurs israéliens à Beyrouth pour un échange de vues direct avec Yasser Arafat ; mieux encore, il aurait fallu les convier à adresser au Conseil national palestinien, qui tenait ses assises à Damas en avril dernier, deux mois avant les élections en Israël. L'O.L.P. aurait ainsi manifesté concrètement sa volonté d'aboutir à une paix juste, acceptable aux deux parties tout en rendant les pacifistes israéliens crédibles aux yeux de leurs compatriotes. »

M. Sartouhi a été désavoué implicitement par ses pairs. Non seulement le Conseil national palestinien ne l'a pas invité à présenter un rapport sur ses conversations avec les progressistes israéliens, mais il a adopté une résolution interdisant des contacts avec tout juif qui ne serait pas un antisioniste « en théorie et dans la pratique ». La démission, en guise de protestation, de M. Sartouhi au C.N.P. n'a pas été acceptée, mais le conseiller de M. Arafat a aussitôt interrompu le dialogue avec ses interlocuteurs israéliens. « Je suis un militant discipliné, explique-t-il, et je n'ai jamais été en dehors des directives des représentants du peuple palestinien. » Il pense néanmoins que ses pairs ont eu le tort de se laisser gagner

par le découragement. « L'intranséquence de la coalition de M. Begin et l'insensibilité du parti travailliste israélien devraient nous inciter, au contraire, à redoubler d'efforts pour ne pas tomber dans le piège que les ennemis de la paix nous tendent ».

M. Sartouhi a dès lors entrepris des démarches pour que le dialogue israélo-palestinien soit renoué « sur des bases plus solides et plus larges ». Il souhaite obtenir l'aval d'abord de l'O.L.P. puis celui de la Ligue arabe, de préférence à l'occasion d'un prochain sommet.

Abou Nidal

« renégat au service d'Israël »

A-t-il le sentiment de mener un combat solitaire ? Non, répond-il, bien au contraire. Plus d'un million et demi de Palestiniens, pour ne citer que ceux-là, comprennent comme lui l'importance cruciale de l'opinion israélienne et appréhendent hautement le soutien moral et matériel que leur donnent des démocrates juifs face à la répression des forces d'occupation.

L'O.L.P. devrait tenir compte de l'avis et des aspirations de tous les secteurs du peuple palestinien, en particulier de celui des territoires occupés, fût-ce au prix d'un risque de perdre sa représentativité et sa fonction. « Je n'ai pas peur de l'opinion israélienne », affirme avec force M. Sartouhi. Ne craint-il pas d'être la prochaine victime du groupe dissident palestinien d'Abou Nidal, qui a menacé d'abattre les « traités », ceux qui prônent, comme lui, le dialogue et le compromis ? « Contrairement aux apparences, répond notre interlocuteur, Abou Nidal n'est pas un maximaliste du front du refus mais un renégat qui s'est mis au service d'Israël. Les services de sécurité israéliens viennent d'établir sans l'ombre d'un doute que les hommes de main d'Abou Nidal ont non seulement tué le conseiller municipal Heinz Nittel, le 1^{er} mai 1981, et attaqué, en août, la synagogue de Vienne, mais ont également assassiné, le 1^{er} juin, Nidm Khader, le représentant de l'O.L.P. à Bruxelles. Ils ont tenté l'assassinat d'Yasser Arafat lors d'un voyage que celui-ci devait entreprendre à Vienne une semaine plus tard. Qui a intérêt, sinon Israël, à supprimer nos dirigeants ? Qui a intérêt à déstabiliser la résistance palestinienne en commettant des crimes de nature scandalement antisémite ? »

« Nous ne nous posons même plus ces questions, poursuit M. Sartouhi, car nous sommes convaincus que des membres du groupe d'Abou Nidal nous détestent et que ceux-ci nous ont recrutés par le Mossad (services de renseignements israéliens) dans les territoires occupés. Curieusement, Abou Nidal bénéficie également de l'aide de certains pays arabes, l'Égypte et leurs propres fins. »

M. Sartouhi se refuse de désigner les pays arabes auxquels il se réfère, mais il est de notoriété publique que la Syrie et l'Irak ont accordé leur appui et leur soutien aux commandos d'Abou Nidal. « Malgré les avantages qu'ils en tirent, conclut M. Sartouhi, nous espérons que ces pays arabes cessent de nous fournir leur collaboration et qu'ils auront pris connaissance des documents, en notre possession, qui incriminent leur protégé. »

Propos recueillis par ERIC ROULEAU.

LA MAISON D'Auvergne

change d'adresse et prend à Paris UNE NOUVELLE DIMENSION

Véritable ambassade régionale, la Maison d'Auvergne offre, dans ses nouveaux locaux, une gamme de services très complets. Pour votre plaisir, votre curiosité, vos vacances, ou vos besoins professionnels, venez découvrir :

- notre documentation complète et gratuite dans les domaines : tourisme, loisirs, économie, littérature, histoire...
- notre rayon librairie comprenant des ouvrages sur l'Auvergne ou d'auteurs typiquement régionaux.
- notre programme d'animation : expositions, conférences, projections, signatures...
- notre service « agence de voyages » : SNCF et AVION, pour le MONDE ENTIER - Séjours touristiques ou de vacances EN AUVERGNE, individuels ou en groupes, séminaires, week-end.

AU CŒUR DE PARIS L'Auvergne EST PRÉSENTE DÉCOUVREZ-LA

194 bis, rue de Rivoli - 75001 Paris TEL (1) 261.82.38 métro TUILERIES



Je tiens à...

Le Monde

politique

LA RÉVISION DE LA LOI DE

Mise au point, avertissement et pari

La triple réponse du gouvernement à la décision du Conseil constitutionnel, à la colère que celle-ci suscite au sein de la majorité à cause du retard qu'elle impose à la mise en œuvre des nationalisations et aux protestations indignées que les réactions des socialistes et des communistes provoquent, dans l'opposition, constitue tout à la fois une mise au point, un avertissement et un pari.

La demande de M. François Mitterrand, le secrétaire général

de la présidence de la République, M. Pierre Bérégovoy a apporté un soin particulier à exposer, mercredi 20 janvier, le point de vue de l'exécutif, d'abord à l'issue du conseil des ministres, ensuite au cours du journal du soir de TF3.

La mise au point de l'Élysée veut, en quelque sorte, « trier et ordonner » les avis et les réactions. Elle rappelle que les nationalisations « proposées au pays par le président de la République, approuvées par le Parlement, approuvées par le peuple et votées par le Parlement » visent à faire du secteur industriel concerné et de la maîtrise du crédit les « instruments essentiels » de la nouvelle politique économique et sociale. M. Bérégovoy a souligné que l'Assemblée du Palais-Royal avait « approuvé l'essentiel de la démarche du Parlement et du gouvernement » et donc « les principales critiques de l'opposition et des milieux d'affaires ».

À propos des articles controversés, il a rappelé que le gouvernement avait suivi l'avis du Conseil d'État mais qu'il se plie aujourd'hui à la décision des neuf « sages ». La conclusion officielle de l'Élysée est donc claire : le gouvernement respecte le rôle de la Cour suprême et ne saurait donc être taxé par l'opposition, comme l'a fait M. Michel d'Ornano, mercredi au micro de France-Inter, de mettre en cause les institutions ; bien au contraire, ce sont ceux qui usent d'« arguties » pour freiner le changement qu'il faut fonder à soupçonner de vouloir faire obstacle à la volonté populaire.

En développant cette argumentation, l'Élysée prend l'opinion publique à témoin et ménage l'avenir. Et en ajoutant que le débat sur les moyens de financer le surcroît des nationalisations est « prématuré », la présidence de la République cherche à apaiser les contradictions qui pourraient être sensibles aux conclusions de l'opposition sur ce thème. Au passage M. Bérégovoy a donné satisfaction aux députés de gauche : « Si l'on devait choisir entre les contributions, tel n'est pas le cas, il est bien évident que ce sont ceux qui créent le plus fort, et les plus gros, qui devraient être naturellement mis à contribution pour l'effort financier nécessaire supplémen-

taire qui s'effectuerait nécessairement. Voilà pour essayer de calmer le jeu et inciter chacun à « garder la tête froide ».

Son avertissement, le président de la République l'adresse à l'opposition dans son ensemble. Invité à préciser le sens de sa déclaration selon laquelle « équivoque se ferait comme objectif d'empêcher la mise en œuvre des nationalisations », M. Bérégovoy a répondu : « Cela ne peut pas spécialement pour le Sénat, cela peut pour quiconque multiplierait les obstacles ».

« Le moins de risques possible »

Le Sénat n'est pas seul visé, mais il l'est. Car, si le gouvernement est assuré de franchir sans difficulté l'obstacle de la motion de censure déposée à l'Assemblée nationale par l'opposition, il prend le risque, en recourant à la procédure de l'article 49-3 de la Constitution qui ne peut être utilisée au Sénat, de voir la Haute Assemblée engager une discussion interminable. Il a décidé d'assumer ce risque, contre l'avis des députés socialistes qui avaient proposé une procédure plus expéditive.

Les juristes consultés n'ayant pu unanimement assurer l'Élysée et l'Assemblée nationale que les autres formules envisagées — la présentation d'un nouveau texte ne comprenant que les articles modifiés de la loi de nationalisations ou la recours aux ordonnances — pouvaient être retenues sans difficulté, M. Mitterrand a opté pour la solution qui présente, selon l'expression de M. Bérégovoy, « le moins de risques possibles sur la forme ». Entre la menace d'un « enlèvement » du texte au Palais du Luxembourg et l'éventualité que l'opposition saisisse à nouveau le Conseil constitutionnel pour sanctionner un vice de procédure, le chef de l'État a opté pour la voie qui lui paraît la moins périlleuse.

Ne sachant, de toute évidence, à quel point les « sages » de l'État d'esprit des neuf « sages », M. Mitterrand prend désormais toutes les précautions. Si le

Conseil constitutionnel s'opposait une deuxième fois au texte du gouvernement sur l'indemnisation des nationalisables, il ne pourrait désormais le faire que sur une question de « gros sous », dit-on à l'Élysée où l'on ajoute que les arrière-pensées politiques des neuf « sages » seraient alors manifestes.

Le gouvernement s'en remet donc à la compréhension des sénateurs que personne ne pourra empêcher de déposer de nombreux amendements et de faire durer la discussion. M. Bérégovoy mise sur leur « bonne volonté ». Puisque la plupart des articles de la loi ont été agréés par le Conseil constitutionnel, il serait « inconcevable », estime-t-il, que l'Assemblée du palais du Luxembourg ramène en question les grandes orientations du gouvernement.

Bien que les sénateurs de l'opposition, et notamment M. Stienne Dailly (Gauche démocratique), autour du recours des sénateurs, au Conseil constitutionnel, se défendent de préparer de nouvelles batailles de procédure, le choix du gouvernement se traduit donc, à leur égard, par un pari hasardeux. Chacun sait que les sénateurs ne renonceraient guère à leurs prérogatives quand il s'agit de débats fondamentaux.

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, auquel les décisions du conseil des ministres ne donnent pas satisfaction, estime, sur ce point, moins optimiste que la présidence de la République dont l'attitude est essentiellement dictée par une volonté d'apaisement.

ALAIN ROLLAT.

L'ARTICLE 49-3

Dans son troisième alinéa, l'article 49 de la Constitution dispose : « Le premier ministre peut, après délibération du conseil des ministres, engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale sur un vote d'un texte. Dans ce cas, le texte est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée (...) ».



(Dessin de KONT.)

Le recours à l'impôt semble définitivement écarté

Il n'y aura pas d'impôt supplémentaire pour financer le surcroît de la modification de l'indemnisation des actionnaires des nationalisables, a réaffirmé mercredi soir 20 janvier, M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État à l'Extension du secteur public, indiquant que le conseil des ministres « s'était exprimé très nettement » sur ce point.

Le ministre, qui s'exprimait à Antenne 2, n'a reculé ni le chiffre global de 38 à 40 milliards de francs pour le coût total des nationalisations, ni celui de 5 à 6 milliards pour le « surcroît », mais il a indiqué que le gouvernement se « montrera extrêmement scrupuleux » sur une « politique de rigueur financière ».

M. Pierre Bérégovoy avait quant à lui, précisé à l'issue du conseil des ministres qu'il était « prématuré de parler aujourd'hui d'un impôt supplémentaire pour 1983 », contrairement aux propos tenus par M. Laurent Fabius, qui avait déclaré en substance que toute dépense nouvelle devrait être financée par l'impôt.

En fait, la charge de l'indemnisation du capital — sera financée par l'emprunt. Les actionnaires des nationalisables vont devoir verser leurs titres de propriété contre des obligations d'État. Celles-ci seront remboursées — capital et intérêts — en quinze ans. Les intérêts de ces obligations seront payés par des cotisations budgétaires versées par les entreprises nationalisées si celles-ci dégagent des bénéfices. Chaque année, le budget de l'État prévoira, pour le paiement des intérêts, ce qui incombera au budget des entreprises elles-mêmes.

Reste le remboursement du capital. Celui-ci sera assuré soit par le budget de l'État, soit par

des emprunts lancés par les caisses sur le marché financier. En fait, et c'est un point qui a été peu mis en lumière — les caisses emprunteront et probablement beaucoup, pour payer le remboursement du principal. Il est aussi probable que l'État — c'est-à-dire les caisses — devra continuer à emprunter (pour rembourser les emprunts émis précédemment) bien après que les actionnaires des nationalisables auront été remboursés, c'est-à-dire dans quinze ans. Les États modernes, en renonçant à des remboursements « secs » — par effort fiscal exceptionnel — sont amenés à émettre des emprunts et à grossir à l'infini la dette publique. C'est le système d'emprunt « revolving », dont on peut effectivement se demander si n'est pas inflationniste.

Toujours est-il que dans le budget 1983, dont la préparation a commencé, 5 milliards de francs seront affectés au paiement des obligations détenues par les anciens actionnaires des nationalisables dont 3 seulement pourront être effectivement versés à la charge de l'État, le reste étant autofinancé, si l'on peut dire, par les entreprises elles-mêmes sur leurs bénéfices. S'ajoutant à cette somme de 2 milliards de francs au titre de l'amortissement en capital dont il faudra décider s'il sera ouvert à la charge du budget ou par des emprunts des caisses d'amortissement.

Il est bien évident que la situation du marché obligataire sera déterminante dans ce choix. Si la reprise de l'activité économique se confirme, les entreprises industrielles peuvent avoir de gros besoins, que le marché — c'est-à-dire les banques — ne pourra satisfaire. Les taux ne risquent pas alors de subir de fortes tensions ? C'est l'une des interrogations majeures de l'année.

ALAIN VERNHOLLES.

M. DEBRÉ : la modification de l'ordre du jour de la session extraordinaire n'est pas conforme à la Constitution.

M. Michel Debré (R.P.R., la Réunion) a mis en cause, mercredi 20 janvier, à l'Assemblée nationale, la validité de la modification apportée, au cours de session extraordinaire, au décret de convocation du Parlement. L'article 29 de la Constitution, a-t-il expliqué, « exigeait plutôt une nouvelle convocation, faite par un nouveau décret, et l'ouverture d'une nouvelle session. Cet article dispose en effet : « (...) le décret de clôture intervient dès que le Parlement a épuisé l'ordre du jour pour lequel il a été convoqué » (...). Une modification de cet ordre du jour, a-t-il ajouté, n'est donc pas conforme à la lettre de la Constitution. L'ancien premier ministre a précisé qu'il faisait cette « réserve capitale », « pour l'avenir ».

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 20 janvier 1982, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Mitterrand. À l'issue de la séance, le communiqué officiel du conseil des ministres a été publié :

● NATIONALISATION

À la suite de la décision du Conseil constitutionnel du 16 janvier, le conseil des ministres a modifié le texte de la loi de nationalisation adoptée par le Parlement. Le projet de loi approuvé par le conseil des ministres comporte les nouvelles dispositions sur :

1) Les modalités de transfert éventuel du secteur public au secteur privé de certaines participations, dans le cas où les législations ou les pratiques propres à certains pays le rendent nécessaires.

2) L'entrée dans le champ des sociétés nationalisées des trois banques dont la majorité du capital social appartient directement ou indirectement à des sociétés de caractère mutualiste ou coopératif. Ces trois établissements, que le gouvernement et le Parlement ne jugent pas utile de nationaliser, sont : la Banque et des mutuelles, la Banque fédérative du crédit mutuel et la Banque française de crédit coopératif.

3) La formule d'évaluation retenue pour les actions. Cette formule ne peut être identique selon qu'il s'agit de sociétés dont les actions sont inscrites ou non à la cote officielle au 1^{er} octobre 1980 et :

a) S'agissant des sociétés cotées, l'évaluation est fondée sur la moyenne des cours de Bourse pendant le mois où, pour chaque société, elle a été la plus élevée entre le 1^{er} octobre 1980 et le 30 mars 1981. Cette moyenne est majorée de 10 % pour prendre en compte l'évolution des prix durant l'année 1981. En outre, les anciens actionnaires se verront attribuer un complément d'indemnisation correspondant au dividende de l'exercice 1981, évalué à partir de celui versé au titre de l'exercice 1980.

commercial de la Cour de cassation :

Un membre du Conseil économique et social choisi par le président de cette assemblée. Jusqu'à la nationalisation de ces banques, un commissaire du gouvernement a disposé d'un droit de veto sur toute décision susceptible d'affecter l'actif ou le passif des sociétés concernées, a indiqué M. Bérégovoy.

4) L'entrée de l'économie et de l'emploi exige que la loi de nationalisation soit maintenant votée dans les plus brefs délais.

— Sur proposition du premier ministre, le président de la République a signé un décret complétant l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement ouverte le 12 janvier 1982 :

— Le conseil a autorisé le premier ministre à engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote du texte du projet de loi de nationalisation, selon la procédure prévue à l'article 49, troisième alinéa, de la Constitution.

● CONTRATS DE SOLIDARITÉ ETAT-COLLECTIVITÉS

Le conseil des ministres a approuvé l'ordonnance sur les contrats de solidarité entre l'État et les collectivités locales qui s'engagent avec le gouvernement dans la lutte pour l'emploi.

1) REPRISE DE LA DUREE DU TRAVAIL. Permettre aux communes, à leurs groupements et aux établissements publics communaux, dont les dépenses de fonctionnement sont assurées par les budgets communaux, de bénéficier d'une exonération temporaire de charges pour les recrutements effectués en raison d'une forte réduction de la durée du travail et d'une augmentation corrélative des services rendus aux usagers. Les conditions et modalités de l'exonération sont analogues à celles que fixe, pour les entreprises, l'ordonnance n° 22-46 du 16 janvier 1982.

2) CESSATION ANTICIPÉE D'ACTIVITÉ.

— Faire bénéficier d'une cessation anticipée d'activité les agents titulaires et non titulaires de toutes les collectivités locales et de tous les établissements publics administratifs (notamment les hôpitaux) ayant souscrit un contrat de solidarité avec l'État. Permettre leur recrutement prioritaire de jeunes ou de chômeurs en nombre équivalent.

Les agents concernés percevront un revenu de remplacement égal à 70 % du traitement de base et de l'indemnité de résidence sans condition par une contribution des collectivités locales ayant vocation à soutenir des contrats de solidarité.

La collectivité employeur conserve la charge des dépenses de remplacement, le solde étant pris en charge par un fonds de compensation des cessations d'activité, créé par l'ordonnance. Ce fonds est alimenté par les contributions des collectivités locales ayant vocation à soutenir des contrats de solidarité. Afin de neutraliser cette charge supplémentaire pour les collectivités employeurs, le gouvernement a décidé d'abaisser à 12,50 % le taux de contribution des collectivités locales à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

● COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

La récente réunion des ministres des affaires étrangères des dix pays de la Communauté a été consacrée à l'examen des problèmes communs, notamment étudiés par le dernier conseil européen. La volonté de prendre des mesures particulières qui s'ajoutent à la dispositions actuelles en faveur des producteurs de lait a été réaffirmée par la délégation française, qui en fait une condition à son accord sur l'ensemble.

M. Bérégovoy a indiqué, à ce sujet, que M. François Mitterrand avait souligné : « La France refuse tout système technocratique qui mettrait nos producteurs de lait dans une situation très difficile. La garantie du pouvoir d'achat des producteurs de lait est des conditions de la politique agricole commune ».

Le ministre délégué chargé des affaires européennes et le ministre de l'Agriculture ont rendu compte de la session des ministres de l'Agriculture de la C.E.E. qui s'est tenue à Bruxelles le 19 janvier 1982.

Le conseil a fixé pour l'année 1982 les contingents d'importation de viande bovine en provenance de pays extérieurs à la Communauté. La délégation française a obtenu que les modalités selon lesquelles ces importations seront effectuées ne portent pas atteinte à l'équilibre du marché communautaire de la viande bovine.

ATTENTION.

— Le conseil a marqué son émotion à propos de l'attentat qui a coûté la vie au colonel Charles Ray. Il a dénoncé avec la plus grande fermeté cet acte de terrorisme et renouvelé les condamnations du gouvernement français à la famille du disparu et au gouvernement des États-Unis.

● TECHNOLOGIES AVANCÉES

Le ministre d'État, ministre de la recherche et de la technologie, a fait une communication sur la création du Centre d'études des systèmes et technologies avancées (CESTA), dont le conseil des ministres du 4 novembre 1981 a prévu l'implantation dans les locaux de l'ancienne Ecole polytechnique, à côté du ministre de la recherche et de la technologie.

M. Jean de Rosnay, directeur des applications de la recherche à l'Institut Pasteur, a remis le 18 janvier 1982, au ministre, une lettre de mission qui lui avait demandé sur les fonctions et les modalités de mise en œuvre du nouveau centre CESTA.

1) L'objet principal du CESTA sera d'apporter sa contribution au développement et à la diffusion des technologies nouvelles, tout en analysant les besoins de la recherche et les conditions de leur insertion dans les structures sociales, économiques et culturelles de la société française.

2) Pour mener à bien cet objectif, le Centre sera organisé autour de quatre missions principales :

— Études et recherches : dans ce cadre, une structure de coopération scientifique et technologique sera créée ;

— Formation : — Animation et diffusion. Le CESTA assurera en particulier la liaison avec les associations nationales et régionales de la recherche et du colloque national sur la recherche et la technologie pour poursuivre la réflexion et assurer la mise en valeur des projets de recherche et de propositions accumulés au cours des six derniers mois.

3) Les activités du CESTA seront placées sous la tutelle du ministre de la recherche et de la technologie. Le CESTA sera placé sous la tutelle du ministre de la recherche et de la technologie.

● LA JOURNÉE DES FEMMES

Le conseil des ministres ayant décidé, sur la proposition du ministre des droits de la femme, qu'une Journée des femmes sera célébrée le 3 mars prochain, le président de la République et le gouvernement souhaitent qu'elle marque un moment important par lequel les femmes pourront participer pleinement à l'activité économique du pays et voir leurs droits dans le travail reconnus.

Cette Journée sera célébrée de manière officielle. Une exposition photographique sera inaugurée par le premier ministre dans le nouveau immeuble qu'occupent alors le ministre des droits de la femme et les associations de femmes, et des délégués de différentes régions de France seront reçus à l'Élysée par le président de la République, qui prononcera, à cette occasion, un important discours.

Des députés socialistes souhaitent avancer de six mois la date de la nationalisation des banques non cotées

La distinction entre sociétés cotées et non cotées, avec le report, pour ces dernières, de leur nationalisation au 1^{er} janvier 1983, a été critiquée par des députés socialistes, ni par les personnes, ni chez les dirigeants des établissements concernés.

De son côté, M. Jean-Marie Verne, président de la banque Verne et commerciale de Paris, a estimé, jeudi matin au micro de France Inter, que ce report allait « poser de nombreux problèmes ».

M. VEDÉL : on a insulté les juges.

M. Georges Vedel, membre du Conseil constitutionnel, interrogé, mercredi 20 janvier par l'Agence France-press, a déclaré : « Nous avons été critiqués sans que jamais personne ait pu notre décision, nous ait reproché ce qui était déguisé. Un arrêt de justice, on dit pourquoi on le critique, pourquoi c'est faux, pourquoi c'est faux. Or nous n'avons eu aucune critique à ce sujet. On a insulté les juges, c'est tout. Nous avons rendu notre décision en notre âme et conscience ».

C'est la raison pour laquelle nous allons voter une année très difficile dont nous serions bien passés. Nous allons avoir à gérer une situation très délicate et des soucis de rentabilité qui ne seront pas ceux de nos confrères qui auront été nationalisés ».

Ces socialistes enfin, certains, ont demandé ce report n'entraîne, à terme, un abandon de la nationalisation effective de ces banques. Deux arguments ont été avancés pour dissuader les banques cotées des non cotées. D'une part, il fallait un délai supplémentaire pour pouvoir procéder aux évaluations. D'autre part, la rue de Rivoli voyait ainsi un moyen d'alléger la note des nationalisations pour l'exercice budgétaire 1982.

C'est précisément cet argument qui inquiète bon nombre de députés socialistes qui se demandent si, d'ici quelques mois, « on ne va pas invoquer un impératif financier pour renoncer à la nationalisation des vingt et une banques concernées ».

Les représentants socialistes au sein de la commission spéciale de l'Assemblée nationale chargée de l'examen du nouveau projet de loi, s'attachent à souligner la possibilité de proposer au gouvernement un amendement sur le sujet. La commission d'évaluation constituée pour déterminer la valeur d'échanges des titres des vingt et une banques concernées, remettra ses conclusions en quelques mois, la date de nationalisation pourrait être avancée, par exemple, du 1^{er} janvier 1983 au 1^{er} juillet 1982. « On gagnerait ainsi six mois », Reste à savoir si le gouvernement accepterait un tel amendement.

NATIONALISATION

L'épreuve de force ou la

A voir !

Mexique

NEW YORK MEXICO 3.700.000

Retour de FRANCE

REPORTAGES DE CLAUDE BÉGIN

Le passionnant récit d'un Tour de France de la santé. Bilan et compte.

éditions sociales

NATIONALISATION

L'épreuve de force ou la patience

(Suite de la première page.)

Dans le plan qu'elle a établi, la commission Bloch-Lainé note, à propos du régime de la V^e République : « Il s'agit de surmonter son principal handicap : comme il n'est connu, en 1958 ou 1959, que des modifications limitées des contours de la majorité à l'instar de ce qui se passait sous la IV^e République, on l'a fait longtemps être l'objet d'une attention complète du type de celle que consacrait par exemple la Grande-Bretagne ou la République fédérale. Malgré quelques difficultés — mais elles sont peu de chose à côté de ce qui se passe aux États-Unis tous les quatre ans, entre le débat novembrien et la fin janvier — la transmission du pouvoir d'une majorité à l'autre s'est faite naturellement en mai 1981. »

Une cour suprême

Candidat à la présidence de la République en 1981, M. Mitterrand n'envisageait que peu d'aménagements institutionnels : afin d'obtenir « un réajustement des pouvoirs centraux », il proposait de réduire le mandat présidentiel à cinq ans, renouvelable une fois ou de la maintenir à sept ans, mais sans renouvellement possible. Ses autres propositions portaient sur le renforcement des droits du Parlement, le retour à la représentation proportionnelle, l'élargissement des possibilités de recours au référendum, l'abrogation des lois (manifeste du P.S. adopté au congrès de Créteil, le 24 janvier 1981).

Le projet socialiste de 1980 renvoie, en ce qui concerne les institutions, au programme adopté en 1973 (« Changer la vie ») et au programme commun de gouvernement de la gauche signé trois mois plus tard. Ils prévoyaient l'abrogation de l'article 16 (sur le recours aux pleins pouvoirs), la limitation de la capacité de décision sans contreseing du président de la République, la modification de la procédure référendaire, l'instauration d'un contrat de législature entre le gouvernement et le Parlement, et la création d'une cour suprême se substituant au Conseil constitutionnel.

La première se distinguait du second par l'extension du champ des compétences et les conditions de nomination : la cour suprême veillerait à la garantie des libertés publiques, individuelles et collectives, et de l'indépendance de la magistrature, et serait associée au contrôle régulier des fonction-

naires et militaires chargés du maintien de l'ordre. Sa composition était ainsi décrite : « Elle sera composée de neuf membres dont le mandat durera neuf ans et ne sera pas renouvelable : trois seront élus par l'Assemblée nationale à la proportionnelle des groupes (deux pour la majorité, un pour la minorité), trois élus par le Sénat dans des conditions identiques, un désigné par le président de la République, deux désignés par le Conseil supérieur de la magistrature. »

Au moment où l'actuel Conseil constitutionnel est accusé par la nouvelle majorité de procéder de la majorité précédente, puisque ses membres ont été nommés par deux anciens présidents de la République, Georges Pompidou et M. Valéry Giscard d'Estaing, par un ancien président de l'Assemblée nationale, M. Edgar Faure, et par le président du Sénat, M. Alain Fohrer, le mode de désignation des membres d'une éventuelle cour suprême peut séduire par son pluralisme : il fait une place aux minorités, quelles qu'elles soient, et ménage une participation, en principe équilibrée, puis-elle serait pourvue par le Conseil supérieur de la magistrature.

La querelle du régime

En examinant la composition actuelle du Conseil constitutionnel, on voit bien que l'actuelle majorité devra s'accommoder pendant plusieurs années encore d'une institution au sein de laquelle elle n'est pas dominante. Trois mandats seulement arrivent à terme en 1983 : ceux de MM. Roger Frey, président, Gaston Monnerville et René Brionnet ; les autres arrivent à échéance en 1984, pour MM. Louis Joux, Louis Gros, André Ségol et Achille Peretti, en 1988 pour M. Robert Lecourt et, en 1989, pour M. Georges Vedel. Sans oublier un dixième membre à vie, M. Valéry Giscard d'Estaing, comme ancien président de la République.

Si la majorité se persuadait que le Conseil constitutionnel agit comme un frein à l'égard de la volonté politique qu'elle incarne, la tentation serait forte d'en finir au plus tôt et de ressortir un projet de réforme constitutionnelle mis sous la botte parce qu'il y avait d'autres tâches à accomplir et parce qu'il ne répondait pas à une attente pressante de l'opinion.

Après le conseil des ministres du 20 janvier, le porte-parole de l'Élysée, M. Bérégovoy, a lancé

un net avertissement à ceux qui « se fieraient pour but d'empêcher la mise en œuvre des nationalisations » et M. Georges Sarre, membre du comité directeur du P.S., est allé plus loin en préconisant d'instaurer une cour suprême, « comme, dit-il, le parti l'a toujours souhaité ».

Ce n'est, peut-être, qu'une menace mais, si elle devait se préciser, la question se poserait des moyens de la mettre en œuvre. Le remède ne serait-il pas plus grave que le mal ?

La procédure de révision constitutionnelle prévoit deux phases : d'abord l'adoption du projet par les deux Assemblées en termes identiques, ensuite une confirmation soit par référendum, soit par le Parlement, convoqué en congrès, et à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Si séduisante que puisse être la création d'une cour suprême, elle ne s'est pas faite sans la conjonction politique, le double obstacle de la procédure stricte-ment parlementaire. À supposer que son institution soit votée en termes identiques dans les deux Assemblées, ce qui est pour le moins douteux, le recours au référendum relèverait dans l'opinion la querelle — que l'on croyait vidée — sur le régime de la V^e République. Ce serait offrir à l'opposition un affrontement sur le terrain qui l'a le mieux servi : celui de la défense des institutions. La partie n'est pas gagnée d'avance. Reconvenir à une intervention chirurgicale hâtent on prend-rait son mal en patience avec la certitude qu'au terme du septennat il disparaîtra de lui-même. Tel est le choix, si tant est que les relations de la gauche au pouvoir et du Conseil constitutionnel continuent de s'affirmer en termes d'antagonisme.

ANDRÉ LAURENS.

LE BUREAU EXÉCUTIF DU P.S. : la décision du Conseil constitutionnel est politique.

Le bureau exécutif du parti socialiste, réuni mercredi 20 janvier, estime que la décision du Conseil constitutionnel est « politique » et que « certains intérêts fondamentaux semblent avoir été portés sur le sens de l'intérêt national ». Il a exprimé « sa très ferme polémique de voir aboutir au plus vite le processus des nationalisations ».

Le P.S. considère que « le transfert de charges résultant des nouvelles formes d'indemnisation doit être compensé par un effort supplémentaire demandé aux plus favorisés ». Il invite le gouvernement « à veiller à ce que les fonds provenant de l'indemnisation soient versés à la création de l'étranger ni servir à reconstruire des fédérations financières démantelées ». Il demande que les « tristes responsables des entreprises nationalisées soient d'ici à présent nommés commissaires du gouvernement auprès de ces sociétés, afin de « couper court à toute tentative résultant de la prolongation des délais de promulgation de la loi ».

M. SARRE (P.S.) préconise la création d'une cour suprême.

M. Georges Sarre, membre du comité directeur du parti socialiste, a déclaré le 20 janvier : « Quand aujourd'hui le Conseil constitutionnel se comporte comme un tribunal politique face à la représentation nationale, il se condamne lui-même et la nature solennelle de la composition transparaît. Cela n'a pas échappé aux Français. Ils interprètent la décision du Conseil constitutionnel comme une censure à la politique choisie souverainement par le peuple. Il n'y a pas de place pour une autre interprétation, la souveraineté populaire est la base de la démocratie. »

M. Sarre estime que la question de la légitimité du Conseil constitutionnel est posée et rappelle que le parti socialiste propose dans son programme une institution différente, une cour suprême, proposition qui, estime-t-il, est à l'ordre du jour.

Cette cour serait composée de neuf membres dont le mandat durerait neuf ans et ne serait pas renouvelable. Trois seraient élus par l'Assemblée à la proportionnelle des groupes (deux pour la majorité, un pour la minorité), trois par le Sénat dans des conditions identiques, un par le président de la République, deux par le Conseil supérieur de la magistrature.

● M. Michel d'Ornano, député U.D.F. de Calvados, a affirmé, mercredi 20 janvier, à France Inter, que les attaques de la majorité contre le Conseil constitutionnel sont en réalité dirigées contre la Constitution et les institutions.

La révélation de l'année littéraire

Françoise Chandernagor

L'Allée du Roi
JULLIARD

«Françoise d'Aubigné, marquise de Maintenon, épouse du roi de France, a bien fait d'attendre deux cent soixante-deux ans après sa mort pour publier le récit de sa vie.

Il est éblouissant de bout en bout. Elle a gardé une mémoire précise de sa phénoménale ascension qu'il a conduite de la prison de Niort au lit de Louis XIV. Elle a toujours su très bien s'entourer.

Sa dernière conquête : Françoise Chandernagor, major de l'ENA, qui lui a prêté sa plume, la marquise lui prêtant son stylo, son ton, son âme. C'est très habile et, pour tout dire, royal. D'autant qu'un écrivain est né dont on attend maintenant avec impatience la prochaine rencontre.

"LIRE"

Extrait du palmarès des vingt meilleurs livres de l'année.

A voir !

Mexique

Paris NEW YORK-MEXICO 3.780 FAR

Possibilité de séjourner à New York.

Validité : 14j

nouveau monde

8, rue Mabillon 75006 PARIS

(1) 329 40 40

Points de vente :

Lille - Marseille - Reims - Toulouse - Troyes

JACK RALITE
Retour de FRANCE

REPORTAGES DE CLAUDE DUCOL

Toutes les propositions du Ministre de la Santé ; reportages de Claudine Ducol. Le passionnant récit d'un "Tour de France" de la santé. Bilan et espoirs.

60 F.

ÉDITIONS SOCIALES

messidor éditions sociales

JANVIER 1982

POLITIQUE

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

• Adoption du projet sur le statut particulier de la Corse

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 20 janvier, par 329 voix contre 154, le projet de loi portant statut particulier de la Corse. Tout au long de la discussion de ce texte, l'opposition, notamment le groupe R.P.R., a accusé le gouvernement d'avoir élaboré des dispositions favorables aux autonomistes. Mercredi, M. Guichard (R.P.R.), ancien ministre d'Etat, a dénoncé ce qui restait de sous-entendus dans un tel procès. Il a affirmé que le gouvernement avait indirectement négocié le statut de la Corse avec les autonomistes. M. Guichard, d'ordinaire plus prudent dans ses propos, a ajouté : « C'est l'article public d'un traité secret ».

M. Defferre s'est contenté de répondre que cette accusation était « inexacte et infamante ». L'argumentation essentielle des groupes R.P.R. et U.D.F. a consisté à tenter de démontrer l'inconstitutionnalité du projet, qui, accordant à la Corse ce qu'il n'accorde pas à d'autres régions, heurterait le principe de l'égalité devant la loi garanti par la Constitution. Le gouvernement et la majorité ont, de leur côté, oscillé entre deux attitudes qui n'étaient qu'en apparence contradictoires : le souci de tenir compte des particularismes de la Corse et la volonté de se référer — constamment — au droit commun, pour

ne pas risquer de porter atteinte à l'indivisibilité de la République. Le Conseil constitutionnel, qui va être saisi par le groupe R.P.R., tranchera sur ce point. M. Debré (R.P.R.) a reconnu que le principe de dispositions particulières pour telle ou telle région ne peut être sérieusement contesté. Sur le fond, M. Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a apporté une réponse qui, sans valeur en droit, éclaircit politiquement la démarche du gouvernement : si la Corse en est arrivée presque au bord de la guerre civile, a-t-il indiqué, c'est le droit commun qui l'y a menée.

LAURENT ZECCHINI.

Les articles 35 à 37 traitent des attributions et obligations du président de l'Assemblée de Corse. L'article 35, l'Assemblée repousse notamment un amendement présenté par M. Porelli (P.C.-Bouche-du-Rhône) visant à ce que le président de l'Assemblée n'exerce pas seul l'exécutif, mais qu'il soit, dans cette fonction, assisté du bureau de l'Assemblée.

• COMPOSITION DES CONSEILS CONSULTATIFS

L'article 38 définit la composition des conseils consultatifs. Il prévoit notamment que la liste des organismes représentés dans ces conseils sera dressée « en raison de leurs interventions dans les domaines économique, social, professionnel, éducatif, familial, scientifique, universitaire et sportif de la Corse ».

M. Séguin (R.P.R., Vosges), souligne que ces organismes ont

à stipuler que le conseil n'a pas compétence pour remettre en cause les principes, l'organisation et les programmes de l'enseignement tels qu'ils sont établis par le gouvernement et par le Parlement de la République. L'ancien premier ministre souligne : « Rien ne remplace la culture nationale, l'éducation identique de tous les Français. Alors nous avons une détermination de l'histoire nationale ». M. Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, rappelle que les conseils ne donnent que des avis et qu'ils ne peuvent pas décider de changer les programmes d'enseignement. Les députés repoussent l'amendement de M. Debré.

• ATTRIBUTIONS DU COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

Les articles 42 à 44 précisent les attributions du commissaire

nonent favorablement les députés communistes, R.P.R. et U.D.F. — sauf M. de Rocca-Serra (R.P.R., Corse-du-Sud), qui ne prend pas part au vote) est repoussé. Dans les explications de vote, M. Debré reconnaît que le principe de dispositions particulières pour telle ou telle région de France, et ce non seulement pour la Corse, ne peut être sérieusement contesté, et insiste notamment sur le fait que l'affirmation de la souveraineté nationale est nécessaire pour protéger la Corse du retour des influences étrangères.

Qualifiés le projet, M. Guichard (R.P.R., Loire-Atlantique) indique : « Il est humiliant pour le Parlement, indigne pour la Corse, de surcroît indigne de vous ». Il ajoute : « Cette loi n'est pas une loi. C'est la satisfaction d'un engagement secretement négocié par d'autres que vous avec les autonomistes. C'est l'article public d'un traité secret. Vos amis ont d'ailleurs refusé que nous entendions en commission les chefs autonomistes qui nous auraient peut-être livré le secret ».

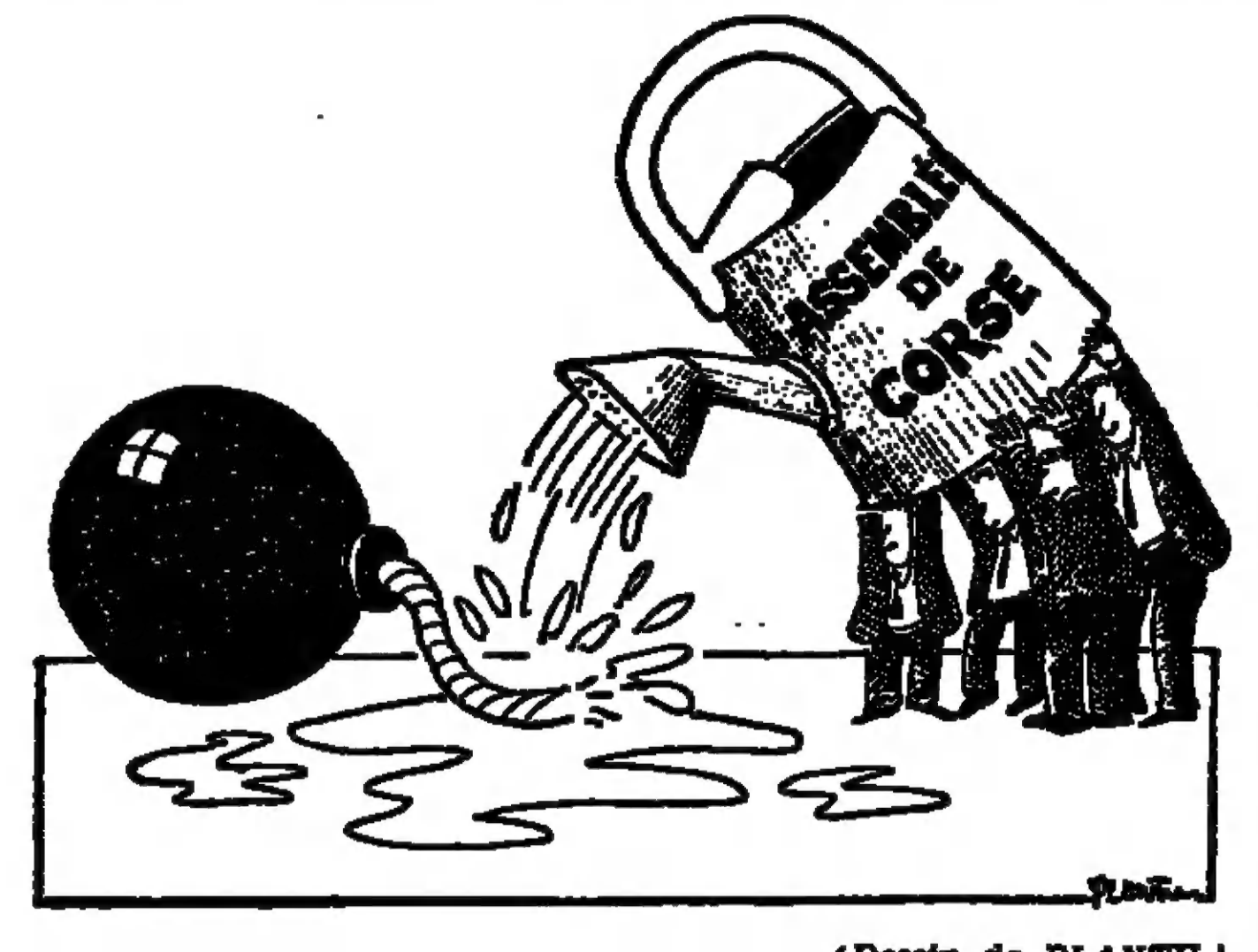
M. Taddéi (P.S., Vaucluse) rappelle : « Si les minoritaires, tentés par la violence, sont amenés par le statut particulier à admettre le consensus démocratique, les délégués, par conséquent, qui ne sont pas, passeront peu en regard ».

M. Léotard déclare notamment : « Nous disons oui à des dispositions particulières, non à un statut particulier en trompe l'œil, en grande partie octroyé, et qui rassemble à un jour-tout. A la longue ce statut risque d'engendrer déception et surcroît : craignez le jour où ces deux sentiments se conjugueront ! »

De son côté, M. Rieubon se félicite d'un texte qui donne à la Corse des institutions régionales « qui lui permettent une grande liberté d'action et qui lui confèrent des droits démocratiques ».

Répondant aux orateurs, M. Defferre souligne les contradictions entre MM. Debré et Guichard, qui « ont porté deux jugements opposés sur la nature du statut que le gouvernement a soumis au Parlement ». Le ministre d'Etat s'insurge contre l'affirmation inexacte et infamante de M. Guichard, ajoutant : « Il est absolument faux qu'il ait eu un engagement secretement négocié et qu'un jour viendrait où, toute la lumière ayant été faite, M. Guichard et tous ceux qui l'ont appuyé auront l'honnêteté de reconnaître qu'ils se sont trompés. Vous avez commis une vilaine action », insiste-t-il.

L'ensemble du projet de loi est ensuite adopté par 329 voix contre 154, soit 485 suffrages exprimés. — L. Z.



(Dessin de PLANTU.)

une appellation et une organisation différentes en Corse, alors qu'ils sont semblables à ceux du continent, et s'étonne qu'un décret particulier fixe la composition du conseil économique et social (C.E.S.) de Corse. M. Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, répond : « Il s'agit de tenir compte des particularismes, comme se refuse à le faire le jacobinisme centralisateur et négateur de toutes différences que l'on nous ressort obstinément ».

M. Taddéi (P.S., Vaucluse) estime qu'il n'y a pas de raison pour que le C.E.S. de Corse regroupe des représentants aussi divers que les C.E.S. des régions, où il y a une seule assemblée consultative.

M. Toubon (R.P.R., Paris) se demande si les conseils n'auront pas pour seule fonction d'être un échafaudage des réunions du conseil économique et social. M. Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, répond : « Il s'agit de tenir compte des particularismes, comme se refuse à le faire le jacobinisme centralisateur et négateur de toutes différences que l'on nous ressort obstinément ».

M. Taddéi (P.S., Vaucluse) estime qu'il n'y a pas de raison pour que le C.E.S. de Corse regroupe des représentants aussi divers que les C.E.S. des régions, où il y a une seule assemblée consultative.

M. Toubon juge que le texte est marqué par la méfiance que le gouvernement de la majorité éprouve à l'égard de l'Assemblée de Corse. Il ajoute : « Vous vous doutez que la majorité de cette assemblée ne vous serait pas favorable ». M. Emmanuelli rétorque : « Si la Corse est arrivée là où elle est arrivée, presque au bord de la guerre civile, c'est le droit commun qui l'y a menée ».

L'Assemblée adopte l'article 39 (attributions du conseil économique et social de Corse), qui prévoit notamment que cet organisme est obligatoirement et préalablement consulté par l'Assemblée lors de la préparation du plan de développement et d'équipement de la Corse ou de toute autre étude régionale d'aménagement et d'urbanisme ainsi que sur la préparation du plan national en Corse et sur les orientations du projet de budget de la région. Les mêmes dispositions sont adoptées à l'article 40, pour le conseil du développement culturel, de l'éducation et du cadre de vie de Corse, qui a comme tâche de saisir le Parlement d'un texte d'amitié pour ces autres cas.

M. Rieubon (P.C., Bouches-du-Rhône) défend un amendement visant à exclure de l'amnistie les « meurtriers et assassins ». Cet amendement, sur lequel se pro-

de la République en Corse, représente les dispositions du projet de loi de décentralisation.

L'article 45 fixe à six mois, à compter de la publication de la loi, le délai pendant lequel aura lieu la première élection au suffrage universel direct, selon le mode de la représentation proportionnelle.

• AMNISTIE

L'article 48 dispose : « Sont amnisties toutes infractions commises antérieurement au 31 décembre 1981 à l'occasion d'événements d'ordre politique ou social en relation avec la détermination du statut de la Corse lorsque leurs auteurs ont été poursuivis en vertu des dispositions de la loi du 4 août 1981 portant amnistie ».

M. Séguin souligne que les « crimes de sang » et déclare que le champ d'application, limité à la Corse, fonde une décision qui peut être « choquante en termes d'équité ». Il se déclare persuadé que le Conseil constitutionnel sanctionnera cette disposition en vertu du principe d'égalité devant la loi. Le député des Vosges indique que son groupe émettra un vote défavorable.

M. Taddéi explique qu'il convient de poursuivre « dans la logique de l'amnistie ». M. Defferre rappelle que, dans le passé, le gouvernement a déjà accordé de semblables amnisties. M. Séguin présente un amendement tendant à préciser que le champ de l'amnistie couvre « les problèmes liés aux statuts des départements et des régions ». Le député R.P.R. invoque les cas du Pays basque et de la Gascogne et souligne que le texte s'applique aux crimes de sang non encore éteints.

M. Bonnemaison (P.S., Seine-Saint-Denis), rapporteur de la commission des lois, rappelle la nécessité d'enlever à un message de paix civile et d'unité au peuple corse, et M. Defferre voit une contradiction dans la position qui consiste à être hostile au « pardon » en Corse, tout en voulant élargir celui-ci à d'autres régions. Il prend, d'autre part, l'engagement de « faire étudier tous les aspects des actes d'une nature analogue » et, le cas échéant, de saisir le Parlement d'un texte d'amitié pour ces autres cas.

M. Rieubon (P.C., Bouches-du-Rhône) défend un amendement visant à exclure de l'amnistie les « meurtriers et assassins ». Cet amendement, sur lequel se pro-

La préparation du vingt-quatrième congrès du parti communiste, qui doit se réunir dans deux semaines, est entrée dans son avant-dernière phase avec la tenue, à la fin de la semaine dernière et à la fin de cette semaine, des conférences de presse de la région. Les représentants de la région ont, pour une part, tenu des conférences de presse, et, pour une autre part, tenu des conférences de presse, et, pour une autre part, tenu des conférences de presse.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

et ceux qui sont adoptés étant de pure forme. Beaucoup de militants, qui auraient pu exprimer des désaccords sur tel ou tel point du projet, semblent s'être abstenus de prendre part aux discussions dans leur cellule ou avoir été dissuadés de le faire. Certains délégués de la région de section n'y ont pas participé, et l'on a, dans plusieurs cas, une assez forte proportion de cellules non représentées, soit qu'elles ne se soient pas réunies, soit que leurs délégués aient renoncé à défendre leur point de vue.

On peut s'attendre, cependant, dans trois départements au moins, l'Isère, l'Ille-et-Vilaine et le Pas-de-Calais, —

à des débats contradictoires lors des conférences fédérales, prévues pour la semaine précédant le congrès. Il est peu probable, cependant, que les opinions critiques franchissent la « barre » de ces conférences, les dirigeants exigeant par ailleurs que les délégués soient composés de façon homogène, de militants approuvant le projet de résolution. Tout avait pas été le cas lors du vingt-troisième congrès de mai 1979, où les délégués des Hauts-de-Seine et de Paris comprenaient des minoritaires.

Les indications fournies, à la demande de délégués, dans plusieurs conférences de section, indiquent une baisse des effectifs. — P. J.

LA PRÉPARATION DU VINGT-QUATRIÈME CONGRÈS DU P.C.F.

Le projet de résolution devrait recevoir une approbation quasi unanime

La préparation du vingt-quatrième congrès du parti communiste, qui doit se réunir dans deux semaines, est entrée dans son avant-dernière phase avec la tenue, à la fin de la semaine dernière et à la fin de cette semaine, des conférences de presse de la région. Les représentants de la région ont, pour une part, tenu des conférences de presse, et, pour une autre part, tenu des conférences de presse, et, pour une autre part, tenu des conférences de presse.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les animateurs de Rencontres communistes demandent que le congrès traite de la position du P.C.F. vis-à-vis du pouvoir

Les trente membres du collectif animateur de Rencontres communistes, centre que préside M. Henri Fassin et dont les animateurs sont élus dans les sections du parti, ont adressé au bureau politique de leur parti, mardi 19 janvier, une lettre dans laquelle ils déclarent que la ligne du parti, telle qu'elle est énoncée dans le programme, est en contradiction avec la réalité.

Les animateurs de Rencontres communistes demandent que le congrès traite de la position du P.C.F. vis-à-vis du pouvoir.

Les animateurs de Rencontres communistes demandent que le congrès traite de la position du P.C.F. vis-à-vis du pouvoir.

Les animateurs de Rencontres communistes demandent que le congrès traite de la position du P.C.F. vis-à-vis du pouvoir.

DÉFENSE

NOMINATIONS ET PROMOTIONS

Sur la proposition de M. Charles Bernu, ministre de la Défense, le conseil des ministres du mercredi 20 janvier a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées.

• **TERRRE** : — En premier lieu, le général de division, le général de brigade Raymond Boncompagni.

• **MARINE** : — Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Jacques Degambray, et contre-amiral, le capitaine de vaisseau Christian Jambou, et Gilbert Le Mouton.

Est nommé directeur du personnel militaire de la marine, le contre-amiral Philippe Lejeune.

• **AIR** : — Sont promus : général de division, le général de brigade aérienne Jean Voltaire, et général de brigade aérienne, le capitaine de vaisseau Jean-René et Jacques Mars.

Est nommé commandant de génie de l'air, le général de brigade aérienne Michel de Touchet.

• **ARMÉE** : — Est promu : général de division, le général de brigade aérienne Jean Voltaire, et général de brigade aérienne, le capitaine de vaisseau Jean-René et Jacques Mars.

Est nommé commandant de génie de l'air, le général de brigade aérienne Michel de Touchet.

PRESSE

A LA RÉDACTION DU « MONDE »

L'assemblée générale de la Société des rédacteurs du Monde, tenue mercredi 20 janvier, a élu pour la première fois un conseil d'administration.

Le conseil d'administration est composé de sept membres : MM. Jacques Fauvet et Hubert Beuve-Méry, fondateurs, qui ont été élus pour cinq ans.

Le conseil d'administration est composé de sept membres : MM. Jacques Fauvet et Hubert Beuve-Méry, fondateurs, qui ont été élus pour cinq ans.

Le conseil d'administration est composé de sept membres : MM. Jacques Fauvet et Hubert Beuve-Méry, fondateurs, qui ont été élus pour cinq ans.

Le conseil d'administration est composé de sept membres : MM. Jacques Fauvet et Hubert Beuve-Méry, fondateurs, qui ont été élus pour cinq ans.

Le conseil d'administration est composé de sept membres : MM. Jacques Fauvet et Hubert Beuve-Méry, fondateurs, qui ont été élus pour cinq ans.

Le conseil d'administration est composé de sept membres : MM. Jacques Fauvet et Hubert Beuve-Méry, fondateurs, qui ont été élus pour cinq ans.

Le conseil d'administration est composé de sept membres : MM. Jacques Fauvet et Hubert Beuve-Méry, fondateurs, qui ont été élus pour cinq ans.

VERS LA LICENCE EN DROIT

La préparation du vingt-quatrième congrès du parti communiste, qui doit se réunir dans deux semaines, est entrée dans son avant-dernière phase avec la tenue, à la fin de la semaine dernière et à la fin de cette semaine, des conférences de presse de la région.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Les débats ont été très animés, et les participants ont exprimé leur attachement à la ligne du parti.

Le rapport de la commission



VERS LA LICENCE EN DROIT

préparation à la

CAPACITÉ EN DROIT

autres préparations :

Concours Administratifs

L'ÉCOLE CHEZ SOI

enseignement privé à distance

75240 PARIS CEDEX 12

Tél. 329.21.99

Le Monde

Société

Le rapport de la commission Belorgey sur les orientations nouvelles de la police

Un « discours sur la police », conçu et rédigé de telle sorte que tous les publics puissent y avoir accès, plutôt qu'un rapport technique destiné aux seuls spécialistes, c'est de la sorte que M. Jean-Michel Belorgey, député de l'Allier (P.S.), qualifie l'étude d'une cinquantaine de pages réalisée sous sa direction (1), qui sera remise, le vendredi 22 janvier, à M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur.

Au mois de septembre 1981, M. Defferre avait chargé le

parlementaire d'une mission portant « sur les orientations nouvelles concernant aussi bien la mission, l'organisation et les moyens de la police que les conditions de travail et les garanties des fonctionnaires qui en ont la charge » (« Le Monde » du 2 septembre 1981).

Au moment où vient d'être créée une direction de la formation des personnels de la police au ministère de l'Intérieur, confiée à M. Jean-Marc Erbes (« Le Monde » des 6 et 8 janvier), et où le

principe de la publication, avant la fin de cette année, d'une véritable « charte de la police », ce qu'il est convenu d'appeler le « rapport Belorgey » peut être d'ores et déjà considéré comme d'une importance capitale. Car nul doute que cette étude approfondie, riche de propositions, de réflexions, de suggestions en tous domaines devrait être la base même sur quoi se bâtera la nouvelle police nationale.

Service public, confiance, revalorisation

La police française souffre depuis des années d'une mauvaise image aux yeux d'une large part de l'opinion. Accusée tour à tour d'être « inefficace » en jouant un rôle ingrat, non seulement d'assurer la sécurité à tous les niveaux, ou de se montrer « envahissante », lorsqu'elle s'immisce dans la vie privée des citoyens, elle suscite plus volontiers des réactions de méfiance que de confiance.

Comment renouer le dialogue entre citoyens et policiers ? En informant mieux les premiers des activités d'une administration trop mal connue du public et en faisant en sorte que les policiers soient à même d'assumer leurs responsabilités. Trois « chapitres » principaux, respectivement intitulés « Replacer l'action de la police sous le signe du service public », « Revaloriser le métier de policier » et « Renforcer la confiance dans les rapports entre police et citoyens », constituent l'ossature de l'étude.

Dans sa première partie, le rapport, après avoir souligné qu'il existe une « discordance entre les activités auxquelles la police doit se consacrer et celles aus-

quelles elle se consacre », ce qui peut être considéré comme « un détournement des moyens de la police à des fins étrangères aux intérêts des citoyens », propose d'instaurer un « meilleur équilibre entre les missions ». Moins de maintien de l'ordre, de rassemblement politique et de servitudes (ce dernier terme recouvrait un grand nombre de « charges indus » couramment dévolues à la police), autant d'orientations indispensables qui devraient permettre au policier de mieux se consacrer à son vrai métier.

Le rapport aborde alors le chapitre de la délinquance, rappelant qu'il convient de « prévenir avant de réprimer et de réprimer avec discernement ». Pour mener à bien cette action, on préconise l'établissement d'une « nouvelle carte des services de police », tendant à un déploiement des personnels sur l'ensemble du territoire, par la création, partout où cela est nécessaire, de petites unités de quartiers (bureaux de police, ou commissariats selon la nature du secteur et son peuplement). On suggère en outre de donner aux policiers les moyens nécessaires pour établir des contacts fructueux non seulement avec les gardiens et toutes personnes chargées de la surveillance, mais aussi avec les enseignants, les habitants et toutes personnes « ayant une vocation de médiateurs sociaux ».

Le rapport souhaite encore que, sous le prétexte d'une formation appropriée, certains personnels en tenue soient habilités à mener de petites enquêtes, c'est-à-dire à résoudre les petites affaires tout en contribuant à la déstabilisation des milieux délinquants.

Dans l'optique de la lutte contre la délinquance, l'étude préconise la restructuration d'un

certain nombre d'unités spéciales (brigades de surveillance nocturne (B.S.N.), de surveillance de la voie publique (B.S.V.P.), brigades anti-criminalité de la petite couronne (B.A.C.) et brigades des mineurs), estimant que les formations spécialisées ne répondent pas aux vrais besoins et entraînent une polyvalence nécessaire.

Le statut spécial

Dans sa seconde partie, consacrée à la revalorisation du métier de policier, le texte insiste sur la nécessité de « transformer profondément les modes de recrutement et de formation », plus spécialement pour les gardiens de la paix. Éveiller des vocations, si possible précoces, les concrétiser par la mise en place, par exemple, d'un brevet professionnel donnant directement accès à ses titulaires aux écoles de gardiens ou d'inspecteurs, ou encore en offrant aux jeunes gens appelés au service national « la possibilité d'effectuer celui-ci sous forme de service civil dans la police », sont deux moyens — parmi d'autres — qui pourraient aboutir à « la mise du métier de policier au même niveau que les autres ». Une formation totalement renouée, restaurée — tâche qui incombe désormais à la direction de la formation des personnels de police, récemment créée — s'avère également indispensable, et devra se compléter d'une formation continue.

Le chapitre, particulièrement débattu, du statut spécial national est soigneusement assujétié la police (loi du 28 septembre 1948) fait l'objet de soins particuliers. Pour les auteurs du rapport, les obligations ou sujétions portant sur la mutation d'office sans consultation des commissions administratives, la possibilité de radiation des cadres sans consultation du conseil de discipline, la

possibilité de sanctions disciplinaires sans consultation du conseil de discipline en cas de participation à un acte collectif d'indiscipline ou cessation concertée du travail, et, enfin, l'inapplicabilité aux personnels de police des articles 6 à 13 du décret du 19 février 1959 permettant aux fonctionnaires sanctionnés de saisir le conseil supérieur de la fonction publique, dispositions « dont il n'est pas sûr qu'elles aient jamais été justifiées n'ont plus leur raison d'être », et « doivent être abrogées ». Aussi convient-il de restituer au statut technique paritaire de la police nationale « une compétence identique à celle des autres C.T.F. ».

Sur l'opportunité de restituer le droit de grève aux policiers, le rapport se montre infiniment plus « réticent », la question lui paraissant « incontestablement délicate ». Aussi ne lui semble-t-il pas « opportun d'abroger dans l'immédiat » cette disposition, dont l'abandon « pourrait apparaître à certaines couches de l'opinion comme le signe d'un démantèlement de l'État ».

Fusions

Mettre en œuvre une nouvelle architecture et une nouvelle gestion des corps de police active, pour « combler la faille qui n'a cessé de s'agrandir entre personnels en civil et personnels en tenue », passe, aux yeux des auteurs, « par la fusion trop longtemps différée des corps d'inspecteurs et d'officiers de paix, d'une part, d'enquêteurs et gardiens de la paix, d'autre part ». De même, on souhaite étendre progressivement la qualité d'officier de police judiciaire (O.P.J.) et d'agent de police judiciaire (A.P.J.) à des personnels plus nombreux, moyen efficace de

multiplier le nombre d'interlocuteurs compétents, tant auprès des magistrats que du public, tout en revalorisant la fonction. Il va de soi qu'une telle extension serait progressive et ne devrait s'opérer que sous certaines conditions (formation, examens, etc.).

Les « ordres illégaux »

Le dernier volet du rapport traite les rapports entre policiers et citoyens. Pour « renouer le dialogue », il faut commencer obligatoirement par instituer « une véritable déontologie », non seulement une déontologie du policier mais « une déontologie de l'exercice du pouvoir de police ». Mieux préciser les règles, développer à tous les niveaux de la hiérarchie le sens des responsabilités, et mettre en œuvre la reconnaissance d'un « droit de réclamation des ordres illégaux » par les policiers, voire des ordres jugés « de nature à compromettre gravement un intérêt public », avant de mesures estimées indispensables, à la fois « comme contrepois à une autorité hiérarchique fonctionnant en règle générale sur un mode extrêmement contraignant » et comme « un instrument de responsabilisation des exécutants ».

Renforcer l'efficacité des contrôles internes à l'administration devrait aboutir à de profondes réorganisations. Si l'inspection générale de l'administration (I.G.A.) semble bénéficier d'un respect certain, en revanche l'inspection générale de la police nationale (I.G.P.N.) et l'inspection générale des services (I.G.S.) ont toujours fait l'objet de critiques de la part des organisations professionnelles de policiers. Conserver l'I.G.A., supprimer l'I.G.S., restructurer l'I.G.P.N., trois mesures qui paraissent in-

dispensables aux auteurs du rapport.

Fichiers et écoutes téléphoniques font également l'objet d'observations nombreuses dans la dernière partie de l'étude. Si, dans certains cas « graves », il doit être possible, avec la signature préalable du ministre de l'Intérieur et de celle du premier ministre, d'y recourir, et d'en donner communication à l'autorité judiciaire directement concernée, il faut les limiter à ces seuls cas très particuliers. Quant aux fichiers, indispensables à certaines missions de police, ils devraient devenir livres d'adresses, chaque citoyen pouvant prétendre consulter sa propre fiche.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

■ M. Mitterrand assista à la rentrée de la Conférence du stage des avocats, le samedi 30 janvier, au palais de justice de Paris, en compagnie du garde des sceaux, M. Robert Badinter, accompagné, mercredi 20 janvier, l'ordre des avocats de Paris.

■ Sept toiles de Le Corbusier ont été volées pendant la nuit du lundi 18 au mardi 19 janvier à la fondation Le Corbusier, square du Docteur-Blanche, à Paris (16^e).

Les voleurs, qui ont fracturé serrures et verrous d'une porte de service, ont décroché onze tableaux installés pour une exposition, le 6 janvier dernier. Ils ont laissé dans le hall d'entrée quatre toiles, les plus grandes, et emporté les peintures de plus petit format. Quatre d'entre elles, les plus anciennes, sont signées Jean-

Ce sont des œuvres de l'époque puriste, les plus rares et les plus recherchées. Les trois autres sont signées Le Corbusier.

LADRY

33' EXTRA DRY. UN PLAISIR PLUS FORT.

J. P. V. 1982

LES ROMANS DE SARTRE DANS LA PLÉIADE

Robbe-Grillet : les héritiers de « la Nausée », c'est nous le feuilleton

J'ai pas lu la Nausée lors de sa parution (j'aurais pu, j'avais seize ans), mais quelques années plus tard, juste après la fin de la guerre. Et il est probable que ce livre a constitué, avec peut-être deux ou trois autres comme le Procès ou Nausea, une force motrice qui me poussait à entreprendre moi-même l'écriture d'un roman.

Mes parents étaient « de droite », c'est-à-dire partisans des régimes d'ordre, de stabilité, de valeurs traditionnelles. La fin de la guerre représentait pour cette famille d'esprits la découverte des immenses désordres, du délire sanglant, de l'immense horreur qui peuvent se cacher (qui peut-être se cachent toujours) derrière cette façade rassurante. La Nausée dégageait encore la faillie ainsi ouverte : il suffit, où que l'on soit, de gratter un peu le vernis de rationalisme et de confortables vérités (l'ordre du monde, qui tout à la fois nous protège et nous emprisonne) pour que le bel édifice de significations et de lois appa- raisse soudain comme un faux-semblant, un piège mensonge peint en trompe-l'œil sur la peur, sur l'angoisse, sur le désespoir, sur la folie.

Pour reprendre ici deux mots (l'étrange et le familier) qui s'opposent chez Freud comme chez Heidegger, je comprends en somme peu à peu qu'il existe deux sortes de romans : ceux, d'une part, qui se contentent de reproduire la familiarité du monde, et dont Balzac est évidemment le meilleur modèle ; ceux-ci sont du côté de l'ordre établi, de la conscience humaniste, de la vérité reconnue, du bon sens. Et ceux, d'autre part, qui ne s'intéressent qu'à l'étran- geté du monde, aux désordres, aux fantômes, aux sens pervers, à l'inconscient, à la liberté ; et c'étaient pour moi Lewis Carroll ou Raymond Roussel.

La Nausée représente ce moment irremplaçable où quelqu'un (Antoine Roquentin) est en train de basculer du premier univers ainsi défini vers le second. Roquentin, qui se sent bien enraciné dans l'environnement familier de sa vie quoti- dienne, prend conscience au quelques journées décisives de l'existence d'une autre réalité, qui se cachait jusque-là derrière

le tissu des habitudes et des prescriptions. Des trous, des fissures, des pertes de sens appa- raissent un peu partout dans la continuité du monde, qui aussitôt, irrésistiblement, gagnent en étendue, détruisant progres- sivement la raison d'être des objets, des gestes et des mots.

Entre les pavés disjointes de la petite ville provinciale surgis- sent bientôt des bêtes immenses, comme dans les cauchemars. Sur

le point de perdre lui-même la raison, Roquentin tente de se raccrocher à quelque chose de solide ; et, ce qu'il choisit comme remède, c'est de... relire Eugène Grandet, bien entendu, roman du genre réaliste parti- culièrement bête.

Mais, sitôt Balzac refermé, la nausée le reprend. Toutes les vieilles notions de vérité qui habitaient son cerveau ont, en fait, disparu : il est en passe de

devenir une conscience libre. Éprouver jusqu'à l'angoisse la totale étrangeté du monde, dit Heidegger, c'est le prix à payer pour accéder à la liberté existentielle.

Autour de Roquentin, pour- tant, les gens semblent restés de l'autre côté de la barrière : ce sont des « salauds ». Il est important de souligner que, pour le Sartre de cette époque, une telle injure désigne aussi bien les grands bourgeois de Bouville que les modestes militants socialis- tes ; car ils ont en commun de fermer les yeux sur le gouffre. La liberté ne peut survenir que lorsque tout a perdu son sens, parce que le sens, quel qu'il soit, ne peut être qu'une croûte idéo- logique.

Puis la guerre est arrivée. Et quand Sartre reprend son grand cycle romanesque, les Che- mins de la liberté, on dirait qu'il n'est plus le même homme : il s'est rangé avec une ardeur de philosophe dans le camp des « sa- lauds ». Le gilet sur la plage, la main de l'autodidacte, la racine du marronnier, ont cessé de lui poser des questions sans réponse. De nouvelles vérités humanistes habitent sa conscience : la lutte des classes, le danger fasciste, la famine dans le tiers-monde, l'en- gagement de la littérature au service du prolétariat. Il a atteint l'âge de raison !

Dès les premières pages, nous tombons de haut ; de tous les états du réalisme, aucun ne man- que : personnages emblématiques, situations typées, dialogues lourds de sens, et jusqu'à cet emploi du passé historique (ô Eugène Grandet !) dont Sar- tre avait pourtant souligné lui-même le rôle idéaliste.

Quelques années plus tard, en 1933, j'ai retrouvé Sartre à Le- ningrad en même temps que Nathalie Sarraute. Face aux idéologues restés juanoviens, Sar- tre prenait alors officiellement la défense du Nouveau Roman, as- surant que nous étions ses héritiers directs (ceux de la Nausée) et que lui-même avait interrompu sa tétralogie romanesque après s'être aperçu qu'il faisait fausse route. L'écriture existentielle et la liberté, c'était nous.

ALAIN ROBBE-GRIELLET.



Léonore Clézio

* Dessin de Béatrice GLEVE.

Le Clézio : cette irrésistible jeunesse

SARTRE, ou la beauté de la lucidité. La publication, dans la « Bibliothèque de la Pléiade », des Œuvres roma- nesques de Jean-Paul Sartre, plus de quarante ans après la Nausée, nous fait comprendre la force de cette œuvre, son impor- tance. Le rapprochement, la confrontation de textes aussi différents que les nouvelles du Mur et le dernier livre des Chemins de la liberté, Drôle d'ennemi, publié aux Temps modernes en 1949 et repris pour la première fois en volume, nous font sentir ce qui donne toute sa force à l'œuvre de Sartre : cette irrésistible jeunesse qui anime sa pensée, qui donne vie à sa création.

La contradiction entre le désir et le réel, entre les appétits de l'individu, son aspiration au bonheur, et l'exigence de la vé- rité et de la société. La passion de Sartre, c'est la vérité, c'est un élan d'une jeunesse que rien n'arrête, que rien ne trouble. Le temps, surtout, n'altère pas cette recherche.

Il y a aussi cette cohérence, unique peut-être dans toute la littérature contemporaine. Il n'y a pas de solution de continuité entre le romancier, le drama- turge et le philosophe. Cette œuvre est cohérente, elle est totale, réfléchie, elle est l'expression d'une vie et non le résultat d'un hasard. C'est cette cohérence sans doute qui a valu à Sartre, depuis les premiers instants, au- tant de fidèles, autant d'ennemis.

Comme Mathieu, comme Bru- net, comme Roquentin aussi, Sartre cherche, à travers les in- cidents de sa vie, à se connaître soi-même, à se percevoir de la façon la plus vraie, la plus pré-

cise. Pour cela, pas de meilleur moyen que la littérature, puisque le roman est un regard scrutant l'apparence pour faire apparaître l'existence réelle. Roquentin écrit son journal ; l'enfance de Lucien, le mariage de Lulu, la vie même de Mathieu, sont vécus comme des monologues intérieurs. Le temps s'écoule, lorsqu'on perçoit le sens tragique des événements, tels ces hommes enfermés dans le wagon de chemin de fer, qui roulent vers un destin inconnu tandis que l'histoire se fige et les marque du signe de la mort : « Il n'est pas un destin, comme les rois, comme les morts. »

Cette vérité que Sartre recher- che par les mots devient peu à peu une vérité réelle, faite de chair et de sang. Ce qui nous touche tant, dans cette œuvre, c'est qu'elle se confond nécessai- rement avec toute aventure hu- maine, qui ouvre l'homme au monde. Cette quête est une révé- lation, un dépassement. C'est l'évolution d'une lucidité paraly- sante, l'orgueilleuse conscience qui ne sait que se dévorer elle-même, vers la beauté de l'action. Mais on trouve chez Roquentin les mêmes inquiétudes que chez Mathieu ou Brunet. La lucidité est la même, une attention pres- que douloureuse à chaque ins- tant de la vie, qui conduit par- fois jusqu'au vertige.

L'on voit bien aujourd'hui tout ce qui sépare Sartre du roman réaliste et philosophique, et particulièrement de Malraux ou de Camus. L'engagement sar- trien, lui, est total, absolu ; c'est l'engagement que prend l'individu à vivre dans le monde, à tout comprendre, à tout ques- tionner. C'est aussi l'obstination

à être celui qu'on est, parfois jusqu'à la folie, jusqu'à la mort. Mathieu, Brunet, ne sont pas fondamentalement différents de Roquentin, puisqu'ils vont au- devant de la mort pour refuser de renoncer à leur quête, pour ne pas se trahir. Ils sont des héros de l'individualisme, des solitaires.

Il y a, dans l'œuvre de Sartre, et particulièrement dans ces constructions bâties sur l'espé- rance et le quotidien que sont les romans, un extraordinaire pouvoir de réel. Mais ce réel n'est pas l'expression d'une con- naissance, ni d'une foi dans la fraternité des hommes ; il est plutôt un accomplissement, par- fois même une ivresse. Les héros sartriens, comme Sartre lui-même, n'ouvrent les yeux sur la réalité que pour mieux créer le monde, comme si, au terme de toute connaissance, se révélait l'union définitive du monde et du langage. Sartre est moins l'héritier de Zola ou de Frank Norris que celui de Rabelais, de Dostoïevski et de Dos Passos, de Céline aussi, dont on recon- naît le goût du colloque, la vicé- lence juvénile, l'épaisseur d'un langage construit sur lui-même.

Il y a l'humour aussi, l'humour froid, dévastateur, rageur, les sarcasmes incessants dirigés contre cette classe bourgeoise qu'il connaît bien, tous ces petits défauts, petites lâchetés, petites ridicules, dans le Surin, par exemple, qui sont la marque de l'auteur de Souvère, et qui, chez Sartre, font parfois penser à une confession, à une autocritique. C'est là ce qui trouble surtout chez Sartre, ce regard signi- ficatif sur soi-même, comme l'éter-

nité qui traverse le regard de Daniel et le fait songer à Dieu, mais c'est pour corriger aussitôt : « Je fais de la littérature. »

Le pouvoir du réel gonfle l'œuvre de Sartre, lui donne sa vie. Lisant cette réédition des romans et celle qui ont le plus marqué l'après-guerre, on est frappé par tout ce que Sartre fait naître avec ses mots, comme si chaque pensée, chaque parole, chaque sensation apportait avec elle le poids de l'histoire. Laissez-entendre un écho profond : pa- roles politiques, légendes, halu- cinations collectives, illusions, désillusions, espoirs fous, tout cela qu'on appelle une époque est là, imprégné dans ces pages. Et quelle époque ! La guerre, qui fascine et horrifie Sartre, qui bouleverse l'ordre établi, qui ré- vèle aux hommes ce qu'ils sont vraiment, sous leur déguisement.

La vérité est bien ce qui donne le bonheur et le malheur. L'œuvre de Sartre, cet ensemble dont on perçoit tout à fait aujourd'hui la cohérence, est un symbole, car elle est une révolution inté- rieure. Les héros sartriens, comme nous, ont perdu leur innocence. Ils vivent leur quête dans des temps terribles. Ce que dit Bru- net à Vicario, dans Drôle d'ennemi, ne laisse guère d'espoir :

« Avec un milliard d'esclaves et le feu aux quatre coins du globe ? Tu veux de l'amour ? Tu veux de l'amour ? Tu veux être un homme tout de suite ? »

N'en doutons pas : la voix de Sartre nous parle encore d'au- jourd'hui, de notre temps pré- sent.

J.-M.-G. LE CLÉZIO.

Des notes indispensables des inédits capitaux

« A LORS voilà, c'était donc ça ! » Ces mots ébahis par lesquels Sartre saluait volontiers les évidences, on croit les entendre en caressant la reliure brune striée d'or qu'il aimait et pratiquait tant. C'était donc ça, entrer dans la Pléiade ? Devant cette considération qu'il redoutait d'abord comme un tombeau, à laquelle il s'est finalement prêté avec son honnêteté exem- plaire et qui l'eût réjoui, comment ne pas marquer un temps de recueillement !

A quoi bon, en tout cas, chipoter ! Les romans que voici rassemblés ne vaudraient pas les œuvres philosophiques, le théâtre ou l'autobiographie ? La Nausée et l'Enfance d'un chef tiendraient mieux le coup que les Chemins de la liberté ? Trop de subjectivité et d'idées reçues grèvent ces exercices d'après- diner. Laissons le temps faire son tri, lui-même fragile. Et croyez-en quelqu'un qui vient de relire ces deux mille trois cents pages sur papier bible : quel carnaval de sensations et de pensées ! Quelle émeute de mots ! Quel document sur les années 40, cette charnière terrible de notre siècle !

Allons plutôt à l'essentiel : ce que révèle ce recueil. En plus des textes célèbres, établis et annotés avec une érudition prodigieuse, Michel Contat et Michel Rybalka ont réuni des inédits capitaux. Par respect pour les volontés de l'auteur,

par Bertrand Poirot-Delpech

ces textes sont rejetés pour la plupart en appendices, mais il faut savoir qu'ils éclairent les moments-clés où l'œuvre a échappé et rebondi. Voici donc comment les dénicher et en quoi ils consistent.

OUTRE de nombreuses variantes, dont le passage expurgé de la Nausée qu'on lira plus loin, il s'agit d'abord d'une nouvelle, intitulée Dépassement (Appendice I, pp. 1537 à 1557). Une partie seulement de ce texte a paru dans la revue Verve, en 1938. Sartre l'a retiré in extremis du Mur, publié en février 1939, parce qu'il le trouvait « manqué ». Écrit au début de 1937, peu après sa crise dépressive due à l'absorption de mescaline, Dépassement relate un voyage en Italie, effectué pendant l'été 1936 avec Simone de Beauvoir (Cl. Force de l'âge, pp. 274 à 280).

Un nommé Audry (du nom de leur amie Colette Audry ?), qui rappelle beaucoup le Roquentin de la Nausée (à paraître la même année, compte sur un séjour à Naples pour sortir de son isolement anxieux. Rien n'y fait : ni l'incantation — il se répète : « Je suis à Naples », — ni l'oisiveté à la ter- rasse des cafés, ni la visite des vieux quartiers et des ruines de Paestum. Les tableaux vivants qu'un passant l'emmène voir dans un bordel ne réussissent pas davantage à le tirer de son introversion malade.

Ni la promenade stendhaliennne ni le tourisme appliqué selon Beauvoir ne permettent à Audry de faire corps avec le « dépôt de sens » qu'est une ville. Les splendeurs antiques gardent leur mystère incongru, et les ruines leur mystère moite. Au mieux, le voyageur reste voyeur, inépuisable : « si libre que c'en est pénible ». Au lieu de Naples, ce pourrait être le Havre de la Nausée ou le Montparnasse des Chemins de la liberté. Ce qui est encore et déjà en question, c'est comment jeter un pont entre l'idée, cette bulle sèche à l'intérieur du sol, et la vie des autres, dans ce qu'elle a d'épais, de sale, de poisseux. On voit que le fantasme central de l'œuvre à venir est en place, comme, dans l'ouverture, les thèmes d'un opéra.

L'É second inédit, dans l'ordre chronologique, présente un intérêt plus anecdotique. Il s'agit du journal que Sartre a tenu après coup sur sa capture, en juin 1940, et sa captivité jusqu'en mars 1941, à Baccarat, puis au stalag XII D de Trèves (Appendice II, pp. 1558 à 1584). Des extraits ont paru dans la revue Messages, en décembre 1942, sous le titre la Mort dans l'âme, qui sera donné ensuite au troisième tome des Chemins de la liberté.

Ces fragments de journal sont à lire en même temps que la fiction qu'ils ont nourrie. La comparaison permet de vérifier que, si Sartre « n'a pas l'imagination romanesque » (ce sont ses propres termes, en 1940), « il ne craint personne pour l'anecdote », et que, depuis la Nausée, dont le malaise restait métaphysique, ou du moins intemporel, et Dépassement, où le fascisme italien est à peine mentionné, les événements ont obligé le mobilisé de 1939 et le prisonnier de 1940 à raisonner sur des malheurs plus concrets et communs. Pour tenter une formule sartrienne, l'histoire l'a rattrapé au tournant.

(Lire la suite page 14.)

UN FALLET DE CŒUR l'angevine

Sans métier et avec trois enfants, une femme n'a pas le droit de vivre une histoire d'amour... c'est tout ce qu'il y a à retenir de cela...

roman/denoël

Je l'ai lu.

« L'Impossible monsieur Bierce »

ALAIN BOSQUET.
★ L'IMPOSSIBLE MONSIEUR
BIERCE, de Christiane Lesparre.
Grasset. 367 pages. 79 F.

poésie ————— société

PIERRE DRACHLINE.
★ Je vis, j'écris, je chante, de
Jean Vasca. Editions Ipoquée, 03000
Moulin. 96 pages 48 F.

CHRISTIAN DESCAMPS.
★ *Le Corps prostitué, de Max Chateil. Gallée. 544 pages. 88 F.*

HOLAND JACCAUD.
★ *Syphilis* : essai sur la littérature française du dix-neuvième siècle, de Patrick Wald Lasowski. Gallimard, 185 pages. 72 F.

ERRO ROUSSEL.
 * *La Ligne rouge des hauts jour-*
naux, de Serge Bannet et Roger
Humbert. Coproduction Denoël-
Serpense. Nombreuses illustrations
inédites. 383 pages. 120 F.

Vive Guinness des records « 1982 », de Morris McWhirter (Edition n° 1, 485 pages, 95 francs), qui en est à sa vingt-troisième édition, a été édité en vingt-trois langues et a dépassé quarante-sept millions d'exemplaires vendus dans le monde. Remis à jour chaque année, il compte, pour la présente édition, près de huit cents nouveaux records, français et étrangers, et plus de trois cents photos inédites.

Il constitue une somme du bêtard, de l'attardé, de l'« Incroyable mais vrai » et une mine inépuisable pour tout esprit curieux des mille et une étrangetés qui émaillent le tissu de la vie quotidienne. En donner une sélection, même très limitée, serait à la fois très long et très injuste à l'égard des cubistes, des dadaïstes, des surréalistes, des tenants de la littérature à rappeler que le roman le plus long du monde est *Les Fleuves de Chine*.

1902-1931. — Biographie des plus grands boxeurs de tous les temps, champion du monde poids coq et symbole de la lutte. Préface de Marcel Lemaître. (J.-C. Lethé, Paris, 1931, 32 p., 10 fr.)

Bibliothèque nationale, jusqu'au 25 février, tous les jours, de 10 h. à 18 h. Ces collages sont tous de l'imagerie pieuse et des chroniques du siècle passé comme les chefs-d'œuvre du Louvre et des personnages, figures de légende ou

**Copies
Couleurs**
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL
75012 PARIS. 34.27.21.32

musique littéraire
ARDOU : Le Théâtre des
 — L'auteur
 de la Prise de Con-
 stantin et des Problèmes de
 l'homme; propose un maître
 et de théorie afin de
 et une « nouvelle éduca-
 tion ». (Seuil, 300 p.,
 1954, 150 F.)

Jeux
TR. DUMAMARTY. ET

MORANDI 82. — Le récit
chaussonnier du monde
entre les deux siècles,
comment le diable et l'éco-
nomisme ont joué de la
peur à Jacques Savignac.
86 p., 55 F.)

WILHELM REICH
*Leviathan : la genèse
du pouvoir et la thérapie
sexuelle*. — Ici s'agit de la pre-
mière française de l'œuvre
en 1937, puis le nouveau
de l'ouvrage que Reich
1927 sous le titre :
« Die Orgasmus-Funktion ».

SANDOR FERENCZI
lys. 4 . — C'est
 tout de *Glaucus*
 Ferenczi, le plus
 plus inventif des disci-
 (l'adieu par l'equi-
 tion du Coq Héron
 334 p. 95 F.)

**Copies
Couleurs**
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL
75012 PARIS - 347.21.32

romans

Sartre dans la Pléiade

Des inédits capitaux

(Suite de la page 11.)

Après quoi, elle prendra de vitesse le romanier. C'est même ce qui expliquera l'achèvement des *Chemins de la liberté*. Comment appliquer son imagination et sa pensée à des héros anonymes jetés dans la guerre, puisque tels sont les thèmes et l'époque du tome III, alors qu'au moment de rédiger, soit vers 1950, se posent bien davantage à Sartre les questions de la guerre froide et du « bout de chemin » d'un écrivain célèbre avec les communistes ? Outre l'accueil mitigé du dernier volume, qui a pu le décourager comme son fameux article de 1939 déçouragea Mauriac, Sartre a ressenti comme une impasse esthétique ce qui était un embarras existentiel et idéologique. La suite de sa trilogie, au fond, c'est Simone de Beauvoir qui l'a écrite, en 1954, avec les *Mendicants*.

Sur les raisons de cet abandon, on lira les pénétrantes réflexions de Michel Contat (Notices, pp. 1879 à 1882), qui complètent celles de la *Forêt de l'âge* (p. 212). C'est l'autobiographie romancée à l'abri de Mathieu n'ait pas été délaissée d'un coup, mais par étapes, et suppléée par d'autres urgences, une dernière série d'inédits, les plus considérables du volume, en porte témoignage. De fragments épars en esquisses et en plans inconnus à ce jour, on a l'impression de lire un livre complet, ce fameux tome IV des *Chemins*, annoncé et jamais sorti.

Le seul passage assumé par Sartre avant son silence définitif de romancier a paru en bonnes feuilles dans les *Temps modernes* de novembre et décembre 1949, sous le titre *Drôle d'amitié*. La Pléiade le reprend, bien sûr, in extenso (pp. 1481 à 1534).

Nous sommes en juillet 1941 au stalag. Le communiste Brunet a reconstitué une cellule et improvisé une « ligne » avec les moyens du bord : l'U.R.S.S. n'a signé avec Hitler que pour gagner du temps ; elle ne tardera pas à entrer dans la lutte contre le fascisme, aux côtés des alliés et de la France libre. Erreur, rectifie un ancien député du parti, Chalais, survenu au camp : pas question de s'entendre avec la « politique radicale et maçonne » rassemblée par de Gaulle ni avec les démocraties bourgeoises ; en accord avec le pacifisme des masses, la Russie ne se battra pas contre les prolétaires allemands, pour le compte des « deux cents familles » et de la City.

Brunet s'incline et répercute à la base : ne cherchez pas trop à comprendre, les gars ; le parti n'ayant d'autre volonté que de libérer les travailleurs, il ne saurait se tromper ni vous tromper, etc. Hélas ! Cette autocritique ne suffit pas. Dans l'esprit des militants, Brunet restera un dévotionniste, comme la nommé Schneider, alias Vicarios, que Chalais présente à tous comme un indicateur, sous prétexte qu'il a dénoncé naguère le pacte germano-soviétique. Il n'en faut pas plus pour que se referme sur les deux indésirables le piège des éliminations sans trace. On les poussera à s'évader, tout en prévenant les sentinelles allemandes, qui reprendront Brunet et tueront Vicarios !

Sous une forme très dialoguée et ponctuée de mots d'auteur, comme les pièces dont ils sont contemporains, les deux chapitres de cette *Drôle d'amitié* constituent une justification et une élégie à la gloire posthume de l'ami Nizan, transparent derrière Vicarios.

Par-delà l'absolu de souffrance et le désespoir final qui pourrissent, à rebours, toute la « vie » de Vicarios, Sartre pose le dilemme abominable entre fidélité au parti et fidélité aux amis. « Le parti, je m'en fous, tu es mon seul ami », dit Brunet à Vicarios expirant. Il ne veut pas attendre les temps hypothétiques où l'humanité enfin transformée n'imposera plus ces « drôles d'amitiés » guettées par la trahison. Contre l'objectivisme stalinien, Sartre fait défendre par Brunet sa propre thèse, développée ailleurs, sur le rôle de la subjectivité dans l'histoire. Mais c'est avec les doutes d'un pari pascalien et les accents du tragique. « On ne pense pas contre le parti », conclut Brunet. Si le parti a raison, je suis seul comme un fou ; et si à tort, tous les hommes sont seuls et le monde est fou. »

Ce texte, rappelons-le, paraît en 1949, soit un an après les *Mains sales* ! L'expérience du stalag et l'interrogation sur le militantisme vont s'exprimer désormais dans les pièces et dans *Critique de la raison dialectique*. Il n'empêche que, jusqu'en 1952, Sartre va encore travailler par intermittence à un éventuel tome IV prolongant *Drôle d'amitié*. Témoins les fragments et plans réunis en Appendice III, pp. 1585 à 1654.

Mathieu, qu'on croyait mort, arrive au camp où s'achève *Drôle d'amitié*. Par un certain retour au romanesque, Sartre peint la vie quotidienne des prisonniers, à la fois « libres » et impuissants. Il parle d'écriture ses *Mystères du stalag* ! Sa pente du moment l'incline pourtant à revenir bientôt au dialogue de scène.

La rencontre de Mathieu et de Brunet y porte naturellement. Les deux amis ne se sont pas vus depuis juin 1938. Entre-temps, Mathieu a tué ; au combat, sans voir sur qui il tirait, mais enfin il a donné la mort. Dorénavant, il dévisage les hommes en se demandant comment il les supprimerait, à la façon instinctive dont naguère il déshabillait les filles dans la rue. Bref, il s'est enclercé. Dans le même temps, Brunet, lui, a mesuré le prix de la vie et de l'individu, en voyant Vicarios liquidé par ses frères. La rancune lui a redonné un « moi » et des fragilités humanistes, tel le Hugo des *Mains sales*. Tout est donc en place pour un de ces retournements de situation et d'argument dont le théâtre de Sartre a le secret.

Brunet veut quitter le parti pour crime contre l'amitié, et Mathieu, qui avait refusé d'y entrer au début de l'âge de raison (p. 520), l'incite à y rester. Vouloir justifier sa vie relative de l'individualisme petit-bourgeois, lui dit-il en substance : si tu quittes le parti, tu es fou, tu lui as donné ta vie, ça ne se reprend pas ; il se servait de toi pour changer le monde, mais toi, tu te servais de lui pour inscrire ton œuvre sur terre ; la liberté ne sert qu'à donner des remords... Pour faire bonne mesure, le même Mathieu, qui se montrait non violent et plutôt docteur dans les premiers tomes, fait étrangler le mouchard qui a vendu Vicarios et organise l'évasion de Brunet !

Non sans revenir aussitôt sur les actes qu'il pose. Car tel est le battant de toute l'œuvre de Sartre et, selon lui, de toute existence : mesurer le peu que passent nos états d'âme et nos pensées, rien, zéro — une « hémorragie interne », écrit-il dans *Drôle d'amitié*, trente ans avant d'y succomber ! — accueillir le réel qui assure — « alors voilà, c'était donc ça ! », se lebor dans l'action qui « justifie » — maître mot partout présent, autant que « roux » ou « poisseux » — et puis revenir quand même dans la bulle douce de l'idée, bien au chaud, bien au sec.

Cette irremplaçable Pléiade nous fait balancer, jusqu'au tournant, au cœur de la vaste hésitation sartrienne, que résumait déjà la *Dernière Chance* : « Être totalement dans le coup et hors du coup, c'est ça un homme ! »

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ ŒUVRES ROMANESQUES, de Jean-Paul Sartre, comprenant *LA NAUSÉE*, *LE MUR* et *LES CHEMINS DE LA LIBERTÉ*. Édition établie et annotée par Michel Contat et Michel Rybicki, avec la collaboration de Geneviève Lés et Georges H. Bauer. Gallimard — Bibliothèque de la Pléiade n. 2 385 pages, 225 F.

Un travail de dix ans en accord avec l'auteur

Peu après le Nobel refusé (1964), Robert Gallimard a émis l'idée d'une Pléiade-Sartre. Comme pour le prix Nobel, Sartre était farouchement contre bien qu'il utilisait et appréciait beaucoup la collection. Il ne voulait pas être statué et figé de son vivant. L'entourage, dont Simone de Beauvoir, a eu raison de ses réticences vers 1971. A la fin, il trouvait même que les choses tardaient. Pourquoi l'appel à Michel Contat et Michel Rybicki pour réaliser ce premier tome des œuvres romanesques, et comment ont-ils fourni, en dix ans, ce travail de titan, au total six cents pages d'appareil critique sur les dix mille trois cents du volume ? Michel Contat répond :

« Nous avions publié, en 1970, les *Œuvres de Sartre*, justement faute de Pléiade récapitulant une bibliographie très diverse et des manuscrits dispersés. Gallimard nous a donc chargé du travail. Sartre a approuvé ce choix. Je le connaissais personnellement depuis un mémoire de maîtrise sur les *Séquestrés d'Albano*, en 1965.

— Quelle a été sa contribution ?

— Son principe était de nous fournir toutes les informations désirées, sans jamais intervenir de façon directive sur le travail lui-même. Il se comportait en utilisateur de la Pléiade, seulement soucieux de voir réalisée sa biographie à la compréhension du développement historique. De 1973 à 1978, nous l'avons vu régulièrement, plus d'une fois par mois. Nous échangeons souvent ensemble, ou nous passons quelques jours de vacances avec lui. Nous apportons nos questions. Tous ses amis, aussi, nous ont aidés. Sartre a pu relire les « notices » de la *Nausée*, du *Mur* et des *Chemins de la liberté*, mais pas celles des romans inédits.

— Quels textes ont présenté le plus de difficultés ?

— Le tome IV des *Chemins*. Les fragments et plans acquis par George H. Bauer étaient dans un grand désordre. Notre montage conserve la progression dramatique du récit. Sartre l'a approuvé, mais il a tenu à ce qu'il figure en « appendice ». En général, l'établissement des textes a été très difficile du fait que Sartre ne tenait aucune archive de lui-même. Les manuscrits de l'âge de raison et du *Sursis* ont disparu. Simone de Beauvoir ne possède que quelques brouillons du *Sursis*. Longtemps, l'acheteur du texte de la *Nausée* a refusé l'accès à son « bien ».

— Sartre soupçonnait certains collaborateurs d'avoir joué avec profit sa corbeille à papiers.

— Beaucoup de brouillons ont en effet été subtilisés et négociés. Certains scénarios ont complètement disparu après dépôt à la Société des auteurs... Il serait souhaitable que les détenteurs de ces documents s'adressent en priorité à la Bibliothèque nationale, où un fonds Sartre est en voie de constitution.

— A quel rythme les œuvres de Sartre, autres que les romans, doivent-elles entrer à leur tour dans la Pléiade ?

— Gallimard envisage d'abord un volume hors collection réunissant les « écrits de jeunesse » : *L'âge du moribond*, *Jésus la Chouette*, *La Semence* et le *Scaphandre*, *Une délicate*, etc. Sartre souhaitait que les dixième Pléiade rassemble les *Situations*. Restent les essais — Flaubert, Genet, Beaudelaire — le théâtre, la philosophie, pour lesquels il faudra plus de trois volumes et de nombreuses années.

— Combien croyez-vous que Sartre écrivait de feuilles, en moyenne, par jour ?

— Sûrement au moins vingt ! »

TOUS JOURNAUX ET REVUES

anciens et récents sur microfilm Catalogue

de plus de 3.000 titres disponibles Réalisation de nouveaux titres à la demande par association sans but lucratif.

A.C.R.P.P. 4, rue Louvois 75003 PARIS

« La Nausée » non expurgée

L'édition de la Pléiade donne en variantes pour « La Nausée » une cinquantaine de feuilles qui se trouvent dans le manuscrit aujourd'hui déposé à la Bibliothèque nationale et qui furent composées par Sartre, d'après manuscrits, à la demande de Brice Parain, alors responsable chez Gallimard. Ces coupures portaient principalement sur les aspects érotiques et populistes du roman.

On découvre ainsi que l'un des passages les plus célèbres de ce classique étudié dans les écoles, celui où Rosamonde fantasme sur le viol d'une fille, a été considérablement édulcoré. M^{re} Maurice Garçon, conseiller juridique de Gallimard, avait estimé qu'il était passible de poursuites. Les lecteurs de 1938 ? A partir des variantes figurant dans la Pléiade, voici le texte tel qu'il est sorti de la plume de Sartre. On pourra le comparer à celui de la version publiée (pages 145 à 146 de l'édition Folio), au sujet de laquelle Sartre écrivait à Brice Parain, en juin 1937, coupures faites : « Il n'y a plus un mot cru dans le texte et l'espèce que tout le monde sera content. En tout cas, moi, je ne peux pas faire davantage. »

J'achète un journal en passant. Sensationnel. Le corps de la petite Lucienne a été retrouvé ! Odeur d'encre, le papier se froisse entre mes doigts. L'ignoble individu a pris la fuite. L'enfant a été violée. On a retrouvé son corps, ses doigts crispés dans la boue. Je roule le journal en boule mes doigts crispés sur le journal, odeur d'encre, mon Dieu comme les choses existent fort aujourd'hui. La petite Lucienne a été violée. Elle n'existe plus. Son corps existe encore [sa vulve meurtrie]. Elle n'existe plus. Ses seins. Elle n'existe plus. Les maisons. Je marche entre les maisons, je suis entre les maisons, tout droit sur le pavé ; le pavé sous mes pieds existe, les maisons se referment sur moi, comme l'eau se referme sur moi sur le papier en montagne de cygne, je suis. Je suis l'existe je pense donc je suis ; je suis parce que je pense, pourquoi est-ce que je pense ? Je ne veux plus penser je suis parce que je pense que je ne veux pas être, je pense que je... parce que... pouah ! Je suis, l'ignoble individu a pris la fuite, son corps violé. Elle a senti cette autre chair qui se glissait dans la sienne. Je... voilà que je... [Je bande.] Violée.

[Je sens mon sexe qui tire qui froisse contre mon pantalon une grande verge rouille dans le ventre de Lucienne la verge existe elle rampe ma verge s'est levée je suis planté dans la rue comme une verge l'existe pourquoi une verge toute droite toute seule qui tire qui parce verge rouille qui s'élève vers le ciel à moi et froisse et qui parce le ventre

du sang dans la verge une queue gonflée de mon sang vers le ciel je désire je suis un désir sanglant pointé vers le ciel entre les maisons dans ma queue] un doux désir sanglant de viol [qui] me prend [sous le] queue et la lèvre tout doux d'un doigt et derrière les ongles, les ongles filant derrière moi, les cheveux roux, ils sont roux sur ma tête, une herbe mouillée, une herbe rouille, est-ce encore moi ? et le journal est-ce encore moi ? tenir le journal existence contre existence, les choses existent les unes contre les autres, je lèche ce journal la maison jaillit elle existe devant moi le long du mur je passe, le long du long mur l'existe, devant le mur, un pas, le mur existe devant moi une douleur, derrière moi, le mur est derrière moi [verge comme] un doigt qui gratte dans ma culotte gratte gratte et tire le doigt de la petite masculée de boue, la boue sur [ma queue] qui sortait du ruisseau boueux et retombe doucement, doucement mollissait gratte moins fort les doigts de la petite qu'on étranglait ignoble individu gratte la boue, la terre mouille fort [la queue glisse] doucement tombe la tête la première et carcasse rouille chaude contre ma cuisse l'existence est molle et roule et balotte, je balotte contre les maisons je suis l'existe je pense donc je balotte, je suis, l'existence est une chute tombée [une queue tombée] tombera tombera pas [la queue] gratte gratte à la lucienne, l'existence est une impatience. Le monsieur. Le beau monsieur existe. Le monsieur sent qu'il existe. Non, le beau monsieur qui passe, fier et doux comme un volubilis, ne sent pas qu'il existe. S'épauler ; j'ai mal à ma main coupée existe existe. Le beau monsieur existe Légion d'honneur, existe moustache, c'est tout ; comme un doigt être heureux de notre qu'une Légion d'honneur et qu'une moustache et le reste personne ne le voit, il voit les deux bouts pointus de sa moustache des deux côtés du nez je ne pense pas donc je suis une moustache. Ni son corps maigre ni ses grands pieds il ne les voit, en fouillant au fond du pantalon on découvrirait bien une paire de petites [cuisses] grises. Il a la Légion d'honneur, les Salauds ont le droit d'exister : « J'existe parce que c'est mon droit. »

■ Le manuscrit autographe (514 feuilles de papier quadrillé avec perforations) de *La Nausée*, premier titre de la Pléiade, a été acquis en 1979 par la Bibliothèque nationale. Reçu par Maurice Mathieu en pleine veste noire avec inscriptions, ce manuscrit a été présenté au Grand Palais à l'occasion d'une exposition d'ouvrages du Patrimoine national, de novembre 1980 à mars 1981. Il est à présent conservé à la Bibliothèque nationale, sous la cote Ms. n. 75. 17000.

Le Discours Psychanalytique n°2 est en librairie

LES EDITIONS KEMPF PUBLIENT & DIFFUSENT VOS ROMANS, ESSAIS, POÈMES, ETC...

adresses vos manuscrits à : éditions kempf / 56 bis, rue du Louvre / 75002 Paris

LE PRIX INTERNATIONAL DU LIVRE a été décerné à

ETIEMBLE

pour sa contribution à la théorie de la littérature universelle,

pour ses traductions de T. E. Lawrence et Cavaty,

pour son activité de directeur de la Collection *Connaissance de l'Orient*, (œuvres éditoriales de l'UNESCO).

GALLIMARD *grf*

la technique PICARD évolue

1 CLE + 1 CODE PROTECTION RENFORCÉE

ORGANISME PROMOTIONNEL ÉDITION recherche ASSISTANTE, la bonne orthographe, bon niveau culturel, sans pratique développée, esprit initiative, rapidité exécution, présence, bonne présentation. 25 à 35 km environ. Env. C.V., photo, lettre manuscrite à G.P.F., 117, Bd Saint-Germain, PARIS 6^e

les nouvelles

éditions RUPTURE

sont distribuées en exclusivité par

DISTIQUE

1, rue des Fossés-St-Jacques 75005 PARIS

Tél. : 354-3946

ANDRÉ CALLES & DOMINIQUE EIDES



comment vivre au-dessus de ses moyens GUIDE DE L'ENDETTÉ denoël

Un grand succès de librairie !

PAUL MURRAY KENDALL

Mon frère Chilpéric

Le récit passionnant des guerres fratricides qui ravagèrent le royaume des Francs. Un roman historique plein de vigueur.

BUCHET / CHASTEL

Je l'ai lu 150

étude

Figures de l'Islam

Abd el-Kader, le guerrier fou de Dieu

● A travers son « Livre des haïtes ».

LES écrits spirituels extraits des trois volumes du *Kitab al-Mawqif* (1) ou *Livre des haïtes*, seront pour beaucoup une révélation car ils y découvrent que l'émir Abd el-Kader ne fut pas seulement un « sursourdeur magistral » et « un homme de génie que l'histoire doit placer à côté de Jésus-Christ », selon l'expression du maréchal Bugeaud, mais aussi un « mad-jub », un extatique, un « fou de Dieu ». Le maréchal, qui n'eut guère un comportement exemplaire à son égard et ne se soucia pas d'empêcher ses soldats de brûler de précieux manuscrits lors de la prise de la Smala, capitale khérédienne de son illustre prisonnier, l'a-t-il présenté ? Il écrit, en tout cas : « Il ressemble assez au portrait qu'on a souvent donné de Jésus-Christ. (...) C'est une espèce de prophète, c'est l'espérance de tous les musulmans fervents. » La substantielle introduction de Michel Chodkiewicz qui présente ces textes après les avoir traduits de l'arabe pour la première fois, confirme, comme

nous l'avons déjà vu (*Le Monde* des 5 et 27 novembre 1981), que le soufisme (mystique musulmane) tient une place exceptionnelle dans l'Islam, tout en éclairant l'itinéraire spirituel d'Abd el-Kader à travers son œuvre et deux périodes méconnues de sa vie. Jusqu'ici les Français s'étaient surtout intéressés au guerrier qui, proclamé sultan des Arabes en 1834, poursuivit jusqu'à sa défaite en 1847, la lutte acharnée par son père Mokaddine — le vivificateur de la religion — contre la colonisation de l'Algérie. Or Abd el-Kader vécut tout de même soixante-seize ans (1807-1883).

Des chercheurs, il est vrai, ont prêté quelque intérêt à deux ouvrages didactiques — mais somme toute mineurs — écrits par l'émir alors que la France, en violation de la parole donnée, le maintenait en captivité à Pau, puis à Toulouse et enfin à Amboise. Privé de ses livres, mais fidèle à la solide tradition du prosélytisme maghrébin, il avait apporté la preuve de sa mémoire en citant d'illustres penseurs musulmans afin de défendre l'Islam contre les critiques d'un prêtre catholique, et réfuter les idées erronées répandues en Europe sur ses coreligionnaires (2).

Libéré en 1852 par Napoléon III, lequel était partisan d'un « roman » qu'il consacra les trente dernières années de sa vie — généralement expédiées en quelques lignes par ses biographes européens — à prior, à enseigner et à écrire. Après un bref séjour à Istanbul puis à Brusse, il s'installa définitivement en 1856 à Damas. Il s'installa dans la maison où Ibn Arabi, *al-ahdith al-akbar*, « le plus grand des maîtres spirituels », était mort six siècles plus tôt, en 1240.

Le père d'Abd el-Kader l'avait d'ailleurs nommé, alors qu'il était âgé d'une vingtaine d'années, en pèlerinage à La Mecque, puis à Damas où il était devenu le disciple du très grand maître Khadîr al-Naghabandi. En outre, conformément à une tradition familiale remontant au moins à l'arrière-grand-père, il avait reçu l'investiture de la *khirka al-kharriga*, la chaîne des disciples d'Ibn Arabi, auteur d'*al-Futuhat al-Makkiyya*, les *Révélationes mactées* (3), son œuvre majeure. Malgré les controverses auxquelles il a donné lieu, ce gnostique est considéré comme « le sceau de la sainteté muhammadienne ».

Léon Roche (4) qui feignit de se convertir à l'Islam pendant la conquête de l'Algérie pour espionner Abd el-Kader, et servir les intérêts français, nous a laissé de précieux témoignages sur le mysticisme de l'émir. « Admis quelquefois à l'honneur de coucher sous (sa) tente, je l'avais vu en prières, et j'avais été frappé de ses dans mystiques, mais cette nuit, il me présentait l'image la plus saisissante de la foi. C'est ainsi que de-

voient prier les grands saints du christianisme. »

Le *Livre des Haïtes* constitue, à bien des égards, l'autobiographie spirituelle de l'émir. Son maître Ibn Arabi expliquait qu'entre chaque *manzil* ou demeure spirituelle et la suivante, il existe un *mauwaqif*, une halte au cours de laquelle Allah prépare le voyageur à jouer pleinement des sciences attachées à la demeure dans laquelle il va se rendre. Il pourrait, évidemment, l'éviter pour passer directement au « ravissement extatique », mais Abd el-Kader explique que lui-même a choisi

« comment » ; je suis la présence et l'absence. Je suis l'essence et l'attribut ; je suis la proximité et l'éloignement. Tout être est mon être ; je suis [Soud, je suis l'Unique. Alors que les « intégrités » commencent à démentir le caractère trop « occidental » de la *nahda* (renaissance) qui a marqué le monde arabe à la fin du dix-neuvième siècle, Jacques Barque, notant la « splendeur littéraire » de maints passages des *Mawqif*, se demande si elle ne risque pas « de renverser bien des hiérarchies reçues ». Et



* Dessin de GAGNAT.

« la voie de la progression méthodique (qui) est la plus haute et la plus parfaite ». Ainsi avancé-t-il, étape par étape, sous la direction du maître qu'il commente, sur le chemin, dont il connaît pourtant le terme, comme l'exprime ce poème :

Je suis Dieu, je suis créature ;
Je suis Seigneur, je suis serviteur.

Je suis le trône et la natte qu'on

l'élève ; je suis l'enfer et je

suis l'éternité bienheureuse

Je suis l'eau, je suis le feu ; je

suis l'air et la terre

Je suis le « combien » et le

Chodkiewicz de souligner à son tour : « Dans le *mauwaqif* de la *nahda*, dont elle est contemporaine, cette autre renaissance risque de passer inaperçue parce qu'elle relève d'un Islam du silence, parce que c'est un Islam indicible ». Entre l'Islam mystique et les diverses facettes de l'Islam politique, du modernisme au fondamentalisme, nous n'avons pas fini d'explorer les multiples voies du réveil islamique.

PAUL BALTA.

* ÉCRITS SPIRITUELS, de Abd el-Kader, Le Seuil, 226 pages, 50 F.

Le licite et l'illicite

● L'enseignement d'El-Ghazali.

ABOU HAMID MOHAMED EL-GHAZALI — l'Algérien de Chazali — l'Algérien de Chazali — est un célèbre théologien musulman né en Fenne au onzième siècle, et qui, de nos jours encore, reste l'un des auteurs les plus influents de la pensée islamique. Fils d'un marchand, il fut éduqué par des mystiques soufis et s'initia plus tard à la pensée grecque antique. Type même du philosophe islamique complet, connaissant aussi bien la loi coranique que les idées de l'Occident chrétien, il a notamment laissé quarante volumes sur la « Revivification des sciences religieuses », dont le tome XIV, *Le Livre du licite et de l'illicite*, est le plus connu.

Asses peut-on s'étonner qu'il ait fallu attendre jusqu'à maintenant pour disposer d'une traduction française de cet ouvrage toujours très utilisé dans le monde musulman tant par les juristes que par de simples croyants. On la doit à un jeune dominicain ayant vécu en Afrique du Nord, le Père Régis Morelon, qui a parfaitement su rendre l'humour discret de ce sévère traité des actions permises, tolérées ou interdites au bon musulman.

« La recherche du licite est un devoir de stricte obligation pour tout croyant », disait Mahomet, selon la Tradition.

Asses El-Ghazali a-t-il voulu aider ses coreligionnaires en recensant le licite et l'illicite et en les appuyant sur des citations du Prophète ou de commentateurs reconnus du Coran. Bien, en effet, n'a échappé à leur vigilance, depuis la mouche tombée dans le potage jusqu'à la saute-

relle comestible, en passant par la peste du mors. Durant celle-ci, le calife omeyyade Omar Ben Abdelaziz, resté fameux pour sa droiture, se bouchait la nez afin de ne pas « voler » l'odeur d'un produit ne lui appartenant pas. De même la lampe de celui qui vient de mourir doit, si possible, être éteinte, « car les hérétiques ont droit à l'huile ». Et attention aux « choses tolérées » (qui) la plupart du temps portent sur des choses prohibées : chez le *châlebi*, l'abondance de nourriture et l'indulgence du parfum excitent la sensualité. « Heureusement qu'El-Ghazali met en garde contre le « scrupule maladif », ainsi de cet homme qui refusait de manger du poisson d'une viigne irriguée par un canal d'égout creusé des « gens injustes » ! Le Coran lui-même critique « ceux dont le zèle s'est égaré dans la vie immédiate ».

J.P. PRONCELO-HUGOZ.

* LE LIVRE DU LICITE ET DE L'ILICITE, d'El-Ghazali, Introduction, traduction et notes de R. Morelon. Librairie philosophique J. Vrin, 246 pages, 125 F.

LIVRES POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

LIBELLA

12, rue St-Louis-en-l'Île, Paris-4
Tél. 326-51-09

Un monument en voie d'achèvement

● Des centaines d'orientalistes ont collaboré à l'Encyclopédie de l'Islam.

LA parution de l'*Encyclopédie de l'Islam* survient en temps opportun. La révolution khéméniste, l'assassinat de Sadat par des activistes musulmans, l'essor des mouvements islamiques, ont suscité la perplexité ou l'inquiétude, en tout cas la curiosité, de l'opinion occidentale face à des phénomènes à la fois nouveaux et anciens. L'ignorance, les préjugés, les passions parlois, ont contribué à projeter une image déformée de l'Islam et de ses adeptes, surtout quand ces derniers sont confondus avec des minorités agissantes.

La somme impressionnante de connaissances que fournit l'*Encyclopédie* permet justement de dissiper le flou. Des centaines d'orientalistes, dont d'illustres savants français, britanniques, américains, turcs, allemands, égyptiens ou irakiens, ont été mis à contribution pour édifier ce monument, sans parler en langue française, et qui devrait être achevé au cours des prochaines années.

Dans les quatre volumes déjà parus (A à KHA), les personnalités qui ont marqué peu ou prou l'histoire islamique défilent : théologiens, guerriers, mathématiciens, hommes d'Etat, philosophes, écrivains. Des villes, de l'Antiquité au monde contemporain, sont situées dans leur contexte géographique, économique, social, mais aussi dans l'histoire, la littérature, la légende. Des cartes, des planches photographiques, des croquis illustrent les articles.

La préférence a été donnée, dans la mesure du possible, à la terminologie arabe, dans un souci de cohésion et aussi de précision. Ainsi, c'est sous le vocable de « *abd* » (et non celui d'esclave) que l'on prendra connaissance de l'histoire de l'esclavage à travers les âges et de la jurisprudence islamique, dans telle ou telle autre contrée, à son égard. Si ce parti pris comble d'aise les érudits, les autres ont la faculté, heureusement, de percevoir l'écueil de la langue en consultant l'index qui accompagne les quatre volumes publiés. Les termes français renvoient à leur équivalent en arabe.

Les thèmes sont traités sous un angle strictement islamique. *Ibrahim* et *Isahak* (Abraham et Isaac de la Bible), par exemple, ne sont perçus qu'à travers le prisme du Coran et de ses exégètes, encore que des réfé-

rences soient faites à l'Ancien Testament pour y relever les différences d'appréciation.

Le judaïsme, qui ne figure pas en tant que tel (il faudrait attendre le dernier volume pour s'informer sur les *Yahud* juifs), n'est examiné que dans ses rapports avec le monde arabo-musulman : d'amples études sont ainsi consacrées aux dialectes judéo-arabe, judéo-berbère, judéo-persan. On cherchera en vain le mot d'*Israël*, mais les articles figurant sous *Bene Israél* (les fils d'Israël) et *Yisra'el* (Palestine) retracent l'histoire des Hébreux depuis l'Antiquité jusqu'à la création de leur Etat en 1948, telle qu'elle a été appréhendée par les musulmans. Apportant un complément aux conceptions occidentales et sionistes, la vision islamique loin d'être gênante, contribue ainsi à une meilleure compréhension de l'histoire juive.

On pourrait déplorer, en revanche, une certaine incohérence idéologique. Volontairement ou non, les animateurs de l'*Encyclopédie* ont fait appel à la collaboration de spécialistes venant d'horizons philosophiques très différents. Si la variété d'opinions est enrichissante, elle comporte aussi des écarts évidents. L'article sur l'Iran, par exemple, risque de surprendre ceux qui ne nourrissent pas une admiration sans bornes pour le défunt Mohamed Reza Pahlavi. Il faut dire, à la décharge de l'auteur du texte, que celui-ci a été écrit au début des années 70, à une époque où le régime des Pahlavi, malgré ses surpentes, se situait encore sur une courbe ascendante.

D'autres articles, antérieurs dans l'ordre alphabétique, comme l'Algérie, datent aussi d'époque, puisqu'ils ont été rédigés dans les années 60. Les suppléments d'actualisation, dont les fascicules sont actuellement en cours de parution, combleront sans doute nombre de ces lacunes. Mais il est évident que, compte tenu des longs délais nécessaires à la réalisation d'une telle entreprise, l'*Encyclopédie* n'a pas vocation à fournir des études exhaustives sur l'histoire contemporaine. Elle constitue surtout — et c'est là son mérite essentiel — une œuvre de référence, unique pour tout ce qui concerne la théologie, le droit, l'ethnographie, la littérature, les arts, la civilisation islamique, des origines jusqu'au début du vingtième siècle.

ERIC ROULEAU.

* ENCYCLOPÉDIE DE L'ISLAM, Editions Mouton-Rieu et Larose, 15, rue Victor-Consul, 75005 Paris. Les 4 volumes 5 000 F.

Le premier traité du soufisme

ALORS que la mystique musulmane émerge en France avec une curiosité croissante, il peut paraître surprenant qu'aucun traité de soufisme des grands maîtres du passé n'ait jamais été traduit dans notre langue. La publication du *Livre de l'information sur la doctrine des hommes du soufisme* (1) de Kalâbâdî (mort en 955), le plus ancien des traités écrits en arabe avec celui de Nasr Sarraf (mort en 989), et qui est considéré par les spécialistes comme un ouvrage fondamental, comble donc une lacune.

L'auteur y définit d'abord ce que sont les soufis avant d'énumérer les plus illustres d'entre eux. Il montre que le soufisme, « prolongement normal de la vie religieuse », ne se situe pas en dehors d'elle, pas plus qu'il n'est en contradiction avec la loi, comme le souligne le traducteur, Roger Delacourte dans sa présentation. Kalâbâdî étudie ensuite les « stations » ascétiques et mystiques avec les termes qui les désignent et les « charismes » qui les accompagnent.

Ce petit livre, dont les passages qui traitent de l'« amour » et du « désir passionné » sont d'une grande beauté, constitue par sa clarté, ses notices biographiques, son glossaire, un excellent guide pour le néophyte.

Sujet à la mode, surtout depuis la révolution iranienne, l'Islam est l'objet de multiples études. Tous les courants de pensée s'y intéressent, des catholiques aux communistes en passant par les égyptologues. Les chrétiens, pour leur part, ont entamé depuis

longtemps le dialogue avec les musulmans, et le Père Bornmann, du Secrétariat pour les non-chrétiens, en témoigne (2). Disciple de saint Thomas et de Jacques Maritain, l'islamologue Louis Gardet et l'indianiste Olivier Lacombe se livrent, eux, à une étude de mystique comparée de haute tenue (3).

En revanche, c'est dans une optique marxiste que Blacmaria Soarica s'efforce, avec bonheur, de clarifier les notions de nationalisme, de panislamisme et de socialisme arabe et islamique (4). Ancien dirigeant communiste, Roger Garucy poursuit, lui, avec les qualités qui sont les siennes, une réflexion sur la spiritualité en passant en revue l'apport des valeurs culturelles du monde islamique (5).

Citons encore, sans que cette liste soit limitative, la réédition d'un classique : le Coran, traduit par Kaziminski au dix-neuvième siècle. Cette publication, pratique et maniable, comprend des notices de Maxime Rodinson, qui, lui, est athée, la traduction de la *Vie de Mahomet*, d'Abou Fida, et une chronologie (6).

P. B.

(1) Traduit sous le titre *Traité de soufisme*, Le maître et le disciple, Ed. Sindbad, 222 pages, 80 F.

(2) Maurice Bornmann, *Orientisme*, pour un dialogue entre chrétiens et musulmans, Ed. du Cerf, 1981, 192 pages.

(3) L. Gardet et O. Lacombe, *Expérience du soi*, Desclée de Brouwer, 1981, 362 pages.

(4) E. Soarica, *Comprendre le monde de l'Islam*, Ed. sociales, 210 pages, 50 F.

(5) R. Garucy, *L'Islam habite notre cœur*, Desclée de Brouwer, Paris, 1981, Le Seuil, 260 pages.

(6) Le Coran, *Classiques*, Garnier, 1981, 646 pages.

Un éditeur pas comme les autres

DEPUIS que Michel Chodkiewicz a pris la tête des éditions du Seuil en 1977, on le savait converti à l'Islam... et buveur d'eau. Mais qu'il soit maître de la langue et de la culture arabe au point de traduire l'œuvre d'un mystique du dix-neuvième siècle qui s'adresse aux sources médiévales, cela on le découvre, non sans surprise ni admiration. Il y a là de quel retour l'image trop souvent donnée de l'édition parisienne autour de Saint-Germain-des-Près.

Michel Chodkiewicz ne désire pas s'étendre sur une conversation qui remonte à sa jeunesse et tranche sur le catholicisme d'une famille d'origine polonaise émigrée en France au début du siècle dernier. « On ne parle pas davantage de sa nuit de noces », dit-il en souriant. C'est pourtant à cette conversation qu'on doit l'anthologie d'aujourd'hui qui nous révèle deux visages secrets : celui d'Abd el-Kader et celui de son traducteur exégète. Tout s'enchaine autour d'elle. « J'ai appris l'arabe parce que j'étais devenu musulman. Les prières islamiques ne peuvent être dites que dans la langue de Dieu. Quant à la connaissance des maîtres spirituels, comment ne pas l'acquiescer à raison d'une heure de lecture pieuse par jour ? » Il trouve la paille, oui, outre ses activités dévorantes, ses curiosités multiples : la science, l'histoire, la littérature... « Je ne vais pas en ville, je ne vois jamais un cinéma, ni au théâtre... »

Mais pourquoi Abd el-Kader ? A cause de l'image d'Épinal que France nous en gardons ? Eh bien, non. C'est Ibn Arabi, ce penseur arabe du treizième siècle, qui est la cause de tout. C'est lui qui a amené Chodkiewicz à l'Islam, lui aussi qui l'a conduit vers Abd el-Kader. « Je ne savais pas que l'émir était son disciple. Je l'ai découvert il y a vingt-cinq ans à Damas où leurs deux tombes étaient voisines. Du maître arabe qui m'était déjà familier, je suis passé en fils spirituel plus ou moins tombé dans l'oubli. Même en arabe il m'a été de bon conseil. Je l'ai donc traduit de l'arabe en français. C'est un grand honneur. Je n'en donne ici qu'un avant-goût avec l'espérance que peut-être... Je l'ai rendu en tout cas à Ibn Arabi avec lequel le continue de m'entretenir. »

JACQUELINE PIATIER.

POETES !

Auto-édition et diffusion
Recueil poésies et nouvelles
« Ephémères » tire à 1000 ex.
vendu par l'auteur
S. GARCIA-15, route de Nozay
10700 ARCIS - (25) 37-98-47

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.Adressez manuscrits et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.

Notre contrat habituel est défini par l'article 49

de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle



LES ÉDITIONS DE MINUIT

Littérature

Francis Augéas	20
Le vieillard et l'enfant	
Georges Bataille	39
L'abbé C	
L'impossible	33
Samuel Beckett	40
Murphy	
Watt	49
Premier amour	15
Mercier et Camier	40
Molloy	60
Malone meurt	46
L'innommable	46
Nouvelles et textes pour rien	46
Comment c'est	35
Têtes-mortes	15
Le dépeupleur	15
Pour finir encore et autres foirades	15
Poèmes	15
Compagnie	25
Mal vu mal dit	25
théâtre :	
En attendant Godot	19
Fin de partie	19
Tous ceux qui tombent	14
La dernière bande	14
Oh les beaux jours	17
Comédie et actes divers	23
Pas	23
Michel Butor	46
Passage de Milan	58
L'emploi du temps	48
La modification	22
en collection « Double »	
Jean-Pierre Coton	35
Raugue la ville	
Marguerite Duras	28
Moderato cantabile	
en collection « Double »	
Détruire, dit-elle	13
Le camion	28
L'homme assis dans le couloir	15
L'été 80	24
Agatha	24
* L'homme atlantique	17
et Xavier Gauthier	
Les parieuses	46
et Michelle Porte	
Les lieux de Marguerite Duras	30
Tony Duvert	30
Récidive	25
Portrait d'homme couteau	25
Interdit de séjour	60
Le voyageur	60
Paysage de fantaisie	49
Journal d'un innocent	45
Quand mourut Jonathan	50
L'île atlantique	50
essais :	
Le bon sexe illustré	33
L'enfant au masculin	30
Hervé Guibert	35
L'image fantôme	
Jeanne Hyvrard	30
Les prunes de Cythère	
Pierre Klossowski	27
Robert ce soir	
La révocation de l'édit de Nantes	35
Hélène Merlin	25
Rachel	
Robert Pinget	33
Le renard et la boussole	
L'inguisitoire	45
Quelque un	45
Le Libéra	40
Passacaille	30
Cette voix	40
L'apocryphe	37
théâtre :	
Lettre morte	30
Identité	24
Paralchimie	30
Alain Robbe-Grillet	45
Un régime	
Les gommages	48
Le voyeur	45
La jalousie	45
Dans le labyrinthe	20
Instantanés	45
La maison de rendez-vous	18
en collection « Double »	
Projet pour une révolution à New York	45
Topologie d'une cité fantôme	45
Souvenirs du triangle d'or Djinn	30
Châtiments :	
L'année dernière à Marienbad	48
L'immortelle	45
Glissements progressifs du plaisir	48
Nathalie Sarraute	30
Tropismes	
Eugène Savitzkaya	21
Mentir	30
Un jeune homme trop gros	30
La traversée de l'Afrique	40
* La disparition de maman	50
Claude Simon	50
Le vent	50
L'herbe	50
La route des Flandres	50
Le palais	60
Histoire	50
La bataille de Pharsale	50
Les corps conducteurs	45
Triptyque	40
Leçon de choses	40
* Les Géorgiques	65

Jean-Pierre Thibaudat	33
* L'homme-nuage	
Boris Vian	22
L'automne à Pékin (en coll. « Double »)	
Monique Wittig	22
L'opoponax	40
Les guérillères	40
Le corps lesbien	40
Poésie, théâtre, divers	
Anna Akhmatova	12
Requiem	
Carmelo Bene, Gilles Deleuze	25
Superpositions	
Paul Eluard	15
Au rendez-vous allemand	
Marceline Flessner	28
* Avant-garde. Souvenirs sur Brecht	
Nâzım Hikmet	15
Pourquoi Benardji s'est-il suicidé ?	
Helmut Müller	15
Hamlet-machine	
Alice Toklas	55
* Le livre de cuisine	
Un roman photo :	
E. Lachman, E. Levine, A. Robbe-Grillet	98
* Chasse-trappes	
« Arguments » (1960)	
Collection dirigée par K. Axelos	
Jean-Marie Apostolides	48
* Le roi-machine. Spectacle et politique au temps de Louis XIV	
Kostas Axelos	50
Héraclite et la philosophie	
Contribution à la logique	35
Problèmes de l'enjeu	40
Georges Bataille	55
L'érotisme	
Jean Beaufret	35
Dialogue avec Heidegger	
I. Philosophie grecque	35
II. Philosophie moderne	50
III. Approche de Heidegger	50
Ludwig Binswanger	50
Introduction à l'analyse existentielle	
Maurice Blanchot	44
L'autrui et le Sade	
Pierre Broué	110
Le parti bolchevique	
Révolution en Allemagne (1917-1923)	210
et Emile Témime	
La révolution et la guerre d'Espagne	85
Edward H. Carr	60
La révolution bolchevique	
I. la formation de l'URSS	60
II. L'ordre économique	75
III. La Russie soviétique et le monde	
Carl von Clausewitz	120
De la guerre	
Gilles Deleuze	50
Présentation de	
Sacher-Masoch	50
Spinoza et le problème de l'expression	52
Eugen Fink	50
La philosophie de Nietzsche	
Le jeu comme symbole du monde	50
De la phénoménologie	50
Didier Franck	40
* Chair et corps. Sur la phénoménologie de Husserl	
Joseph Gabel	52
La fausse conscience	
Wladimir Granoff	80
Filiations. L'avenir du complexe d'Œdipe	
La pensée et le féminin	80
Jacques Gutwirth	100
Vie juive traditionnelle	
Rudolf Hilferding	100
Le capital financier	
Louis Hjelmslev	40
Le langage	
Prologomènes à une théorie du langage	45
Essais linguistiques	52
Roman Jakobson	52
Essais de linguistique générale	
I. Les fondations du langage	50
en collection « Double »	
II. Rapports internes et externes du langage	58
Langage enfantin et aphasie	40
Six leçons sur le son et le sens	28
et Linda Waugh	
La charpente phonique du langage	78
Otto Jespersen	80
La philosophie de la grammaire	
La syntaxe analytique	40
Flavius Josephus	40
La guerre des Juifs. Préface de « Du bon usage de la trahison », par P. Vidal-Naquet	120

Karl Korsch	42
Marxisme et philosophie	
Reinhold Koselleck	40
Le règne de la critique. La république des Lettres au XVIII ^e siècle	
Georges Lapassade	52
L'entrée dans la vie	
Henri Lefebvre	65
Introduction à la modernité	
Moshé Lewin	35
Le dernier combat de Lénine	
René Lourau	55
L'analyse institutionnelle	
L'Etat-Inconscient	45
Georg Lukács	75
Histoire et conscience de classe	
Herbert Marcuse	49
Eros et civilisation	
L'homme unidimensionnel	49
Vers la libération	28
L'ontologie de Hegel	68

Ernst Cassirer	72
La philosophie des formes symboliques	
I. Le langage	72
II. La pensée mythique	72
III. La phénoménologie de la connaissance	135
Langage et mythe	28
Substance et fonction	90
Robert Castel	63
L'ordre psychiatrique	
* La gestion des risques. De l'anti-psychiatrie à l'après-psychanalyse	49
Oswald Ducrot (et al.)	49
Les mots du discours	
Emile Durkheim	105
Textes	
3 tomes. Chaque tome	
Moses I. Finley	50
L'économie antique	
Esclavage antique et idéologie moderne	48

« Critique » (1967)	
Collection dirigée par Jean Piel	
Georges Bataille	45
La part maudite	
Jacques Bouveresse	90
La parole malheureuse	
Wittgenstein : La rime et la raison	30
Michel Butor	60
Répertoire I	
Répertoire II	60
Répertoire III	70
Répertoire IV	75
Pierre Clastres	44
La société contre l'Etat	
Hubert Damisch	35
Ruptures/cultures	
Gilles Deleuze	45
Logique du sens	
et Félix Guattari	79
L'anti-Œdipe	35
Kafka	98
Mille plateaux	

« Propositions » (1980)	
Alain Berrendonner	68
* Elements de pragmatique linguistique	
Bernard Cerquiglini	65
* La parole médiévale	
Oswald Ducrot	28
Les échelles argumentatives	
Pierre Jacob	65
L'empirisme logique	
Saul Kripke	68
* La logique des noms propres	
Francis Recanati	69
* Les énoncés performatifs	
« Documents » (1949)	
Henri Alleg	17
La question	
Prisonniers de guerre	40
Samir Amin	45
Le Maghreb moderne	
Le développement inégal	65
La nation arabe	35
La loi de la valeur et le matérialisme historique	30
L'économie arabe	25
contemporaine	
L'avenir du marxisme	42
* Syrie-Irak à paraître	
Pierre Bourdieu	27
Algerie 60	
Questions de sociologie	35
et A. Sayad	
Le détachement	39
Charlotte Delbo	48
Le convoi du 24 janvier	
Aucun de nous ne reviendra	28
Ilhan Halevi	59
* Question juive	
Paul F. Lazarsfeld et al.	35
* Les chômeurs de Marienthal	
Robert Linhart	13
L'établi (coll. « Double »)	
Le sucre et la faim	16
David Rousset	30
L'univers concentrationnaire	
Jacques Vergès	35
De la stratégie judiciaire	
Pierre Vidal-Naquet	25
La torture dans la république	
Isabelle Vital-Thiery	37
* La vie sauve	
Elie Wiesel	20
La nuit	
« Catalogue des travaux de Jean Dubuffet »	
Trente et un volumes parus, dont :	
XXVIII Roman burlesque, Sites tricolores	150
XXIX Crayonnages, Récits, Conjectures	150
XXX Parachiffres, Mondanités, Lieux abrégés	150
* XXXI Habits, Closerie Falbala, Salon d'été	100

Ceci n'est qu'une liste indicative*.
On peut se procurer un catalogue plus complet
chez les libraires ou auprès de l'éditeur

La loi du 10 août 1981
unifiant le prix des livres sur l'ensemble du territoire
met fin à un régime de sous-information et d'inégalité
qui bénéficiait à quelques privilégiés
et pénalisait le plus grand nombre.

Tous les Français peuvent constater aujourd'hui
que leurs livres sont parmi les moins chers du monde.
Surtout quand — tel est en tout cas notre objectif —
ce sont des livres que l'on garde et que l'on relit.

* Les titres précédés d'un astérisque viennent de paraître.

Richard Marienstras	60
* Le proche et le lointain. Sur Shakespeare et le drame étiologique	
Edgar Morin	50
Le cinéma ou l'homme imaginaire	
Bruce Morrisette	60
Les romans de Robbe-Grillet	
Karl Reinhardt	48
Sophocle	
Eschyle-Euripide	48
Robert Sasso	47
Georges Bataille	
Boris de Schloesser et Marina Scriabine	44
Problèmes de la musique moderne	
Stuart Sykes	44
Les romans de Claude Simon	
Léon Trotsky	37
La révolution trahie	
La révolution permanente	37
1905	80
Le mouvement communiste en France	110
La révolution espagnole	180
Karl A. Wittfogel	120
Le despotisme oriental	

Revue	
Actes de la recherche en sciences sociales	
Critique	
Minuit	
Revue d'études palestiniennes	
Traverses	

« Le sens commun » (1965)	
Collection dirigée par Pierre Bourdieu	
Theodor W. Adorno	52
Mahler	
Mikhail Bakhtine	50
Le marxisme et la philosophie du langage	
Gregory Bateson	65
La cérémonie du Naven	
Emile Benveniste	68
Le vocabulaire des institutions indo-européennes	
I. Economie, parenté, société	68
II. Pouvoir, droit, religion	68
Basil Bernstein	60
Langage et classes sociales	
John Blacking	39
Le sens musical	
Jean Bollack	120
Empédocle	
tome I	120
tome II	100
tome III (2 vol.)	180
La pensée du plaisir	98
Pierre Bourdieu	85
La distinction	
Le sens pratique	70
et al.	
Un art moyen	62
et Alain Darbel	
L'amour de l'art	50
et Jean-Claude Passeron	40
Les héritiers	
La reproduction	48

François Furet et Jacques Ozouf	69
Lire et écrire	
tome I	69
tome II	80
Erving Goffman	75
Asiles	
La mise en scène de la vie quotidienne	
I. La présentation de soi	50
II. Les relations en public	62
Les rites d'interaction	48
Stigmata. Les usages sociaux des handicaps	40
Jack Goody	60
La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage	
Claude Grignon	65
L'ordre des choses. Les fonctions sociales de l'enseignement technique	
Maurice Halbwachs	80
Classes sociales et morphologie	
Richard Hoggart	70
La culture du pauvre	
William Labov	92
Sociolinguistique	
Le parler ordinaire :	
tome I	80
tome II	50
Herbert Marcuse	79
Raison et révolution	
Culture et société	70
Louis Marin	79
La critique du discours	
* Le portrait du roi	60
Alexandre Matheron	60
Individu et communauté chez Spinoza	
Marcel Mauss	140
Œuvres	
tomes I et II, chacun	180
tome III	180
Raymond Moulin	92
Le marché de la peinture en France	
Georges Mounin	50
Introduction à la sémiologie	
Siegfried F. Nadel	45
La théorie de la structure sociale	
Erwin Panofsky	49
Architecture gothique et pensée scolastique	
La perspective comme forme symbolique	60
Luis J. Prieto	39
Pertinence et pratique	
A.L. Radcliffe-Brown	55
Structure et fonction dans la société primitive	
Edward Sapir	45
Anthropologie	
I. Culture et personnalité	45
II. Culture	50
Linguistique	
Joseph Schumpeter	50
Impérialisme et classes sociales	
Peter Szondi	75
Poésie et poétique de l'idéalisme allemand	
Jeanine Verdès-Leroux	49
Le travail social	

Jacques Derrida	83
De la grammatologie	
Marges de la philosophie	85
Positions	
Vincent Descombes	44
L'inconscient malgré lui	
Le même et l'autre. Quarante-cinq ans de philosophie française (1933-1978)	45
Jacques Donzelot	45</

INFORMATIONS « SERVICES »

P.T.T.

La réglementation de la C.B.

Le dernier numéro du bulletin d'information du ministère des P.T.T. apporte les précisions suivantes sur la réglementation applicable aux utilisateurs d'appareils de C.B.

La réglementation actuelle concernant les appareils de C.B. découle de l'arrêté interministériel publié au J.O. du 20 novembre 1980 et a donné lieu à l'instruction du 21 avril 1981 publiée au bulletin officiel des P.T.T.

Cette législation autorise l'utilisation d'appareils disposant d'une puissance de 2 watts, équipés de 2 canaux et fonctionnant en modulation de fréquence dans la bande des 27 MHz.

Ces appareils sont reliés à des antennes omnidirectionnelles qui doivent être aussi éloignées que possible de toutes les antennes de réception, y compris celles de la radiodiffusion sonore et télévisuelle.

Les appareils homologués peuvent être utilisés moyennant la prise d'une licence valable 5 ans, auprès des agences commerciales des télécommunications (coût 100 F).

En cas de brouillage

Ils peuvent communiquer librement entre eux et être utilisés pour tout usage et par toute personne dans les limites définies par les textes législatifs et réglementaires, sur toute l'étendue du territoire français, dans les eaux territoriales françaises et en haute mer.

Lorsqu'une personne est victime d'un brouillage qu'elle impute à un ou des utilisateurs de

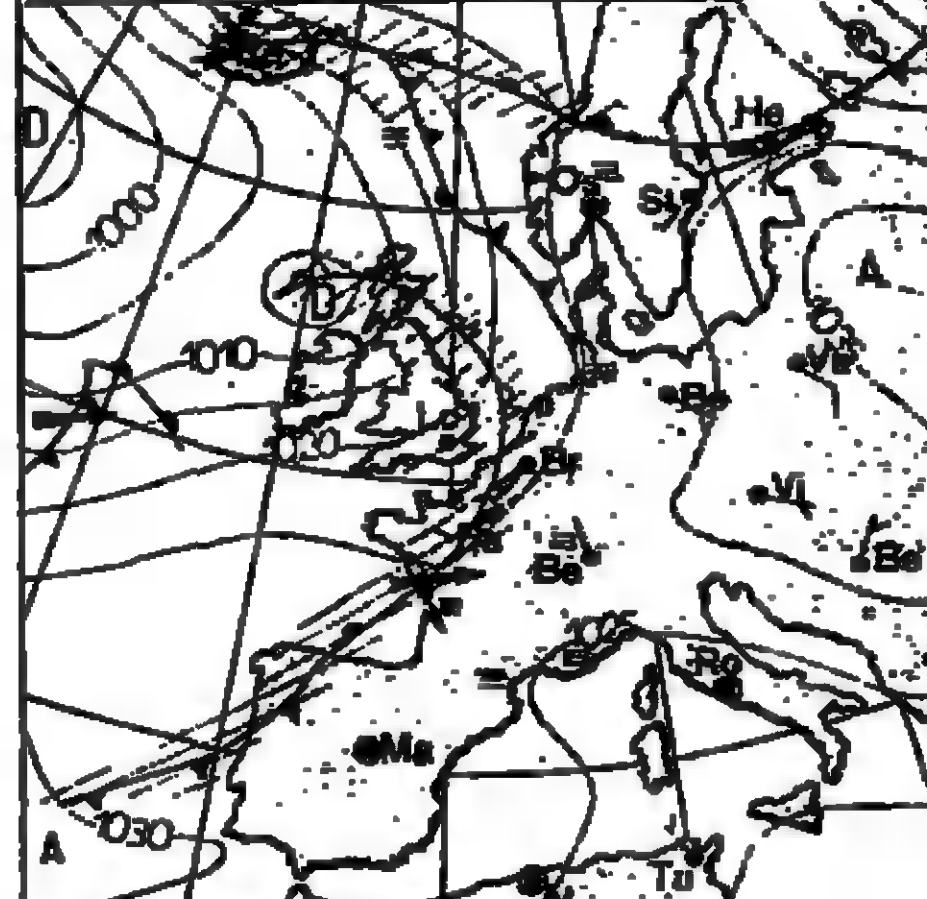
postes de C.B., elle peut déposer une plainte auprès des autorités habilitées en s'adressant aux services de la protection des radiocommunications de l'établissement public Télédiffusion de France, dont l'adresse est communiquée par les agences commerciales des télécommunications.

Si l'enquête de T.D.F. confirme qu'il s'agit de brouillage dû à l'utilisation d'un appareil de C.B., le procureur de la République est saisi par les services des télécommunications afin de traduire les contrevenants devant les tribunaux (défaut de licence ou utilisation d'appareil non homologué). Dans le cas où il apparaît que le perturbateur est en règle, il convient de trouver un règlement amiable, faute de quoi le retrait de la licence peut intervenir.

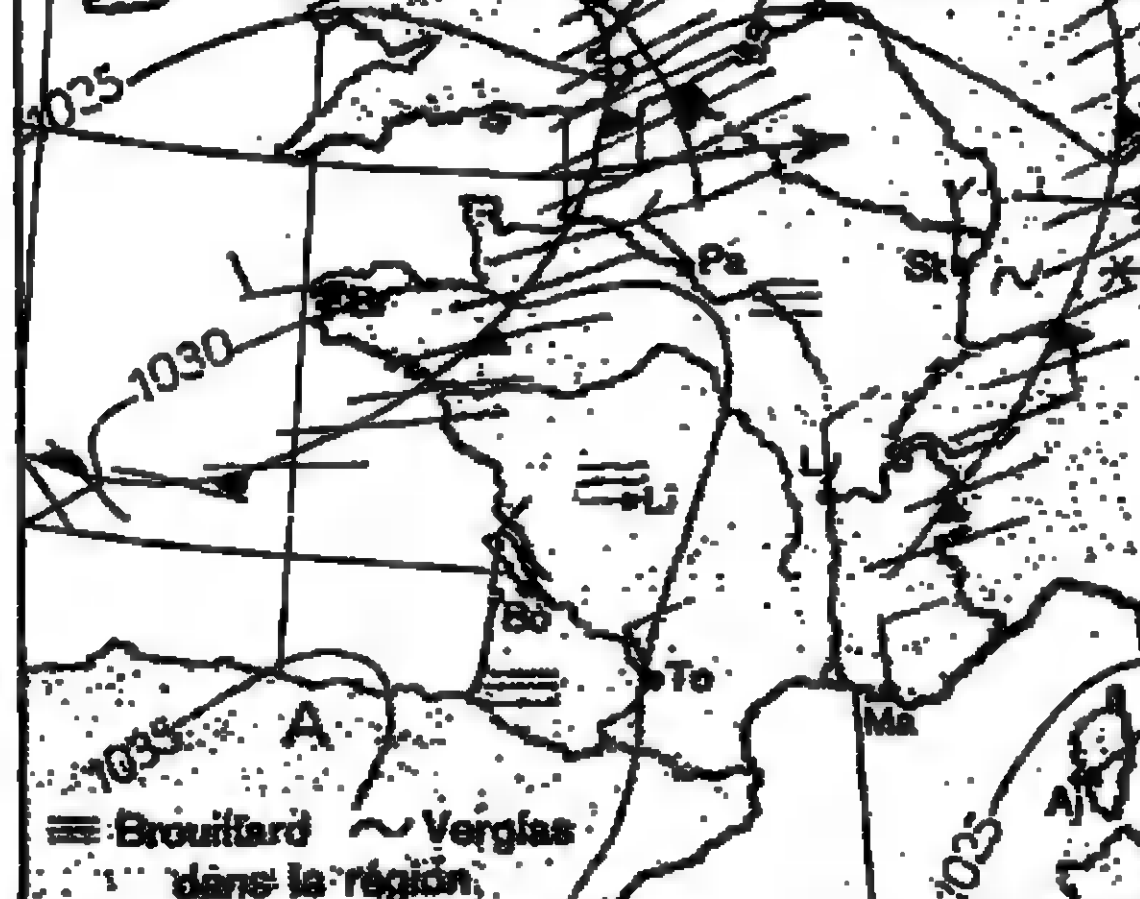
Cependant, il faut être conscient du fait que les cibistes ne sont pas les seuls responsables de ces perturbations : en effet, bon nombre d'utilisateurs professionnels (dépannage, ambulances, radiotaxis, livreurs, etc.) utilisent une partie de la même bande de fréquence que celle des cibistes (27 MHz). Il convient de s'assurer également qu'une perturbation ne résulte pas d'une insuffisance du niveau des signaux T.V., due en particulier au mauvais état de l'antenne et du câble du récepteur (Norme française CSO-120).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21.01.82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 22.01.82 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France

entre le jeudi 21 janvier à 0 heure et le vendredi 22 janvier à 24 heures : Les hautes pressions d'Europe centrale continueront à s'affaiblir, et les faibles perturbations atlantiques, qui pénétreront sur la France, pourront progresser vers l'est. Elles évolueront dans un champ de pressions qui restera élevé et seront peu actives sur la moitié sud.

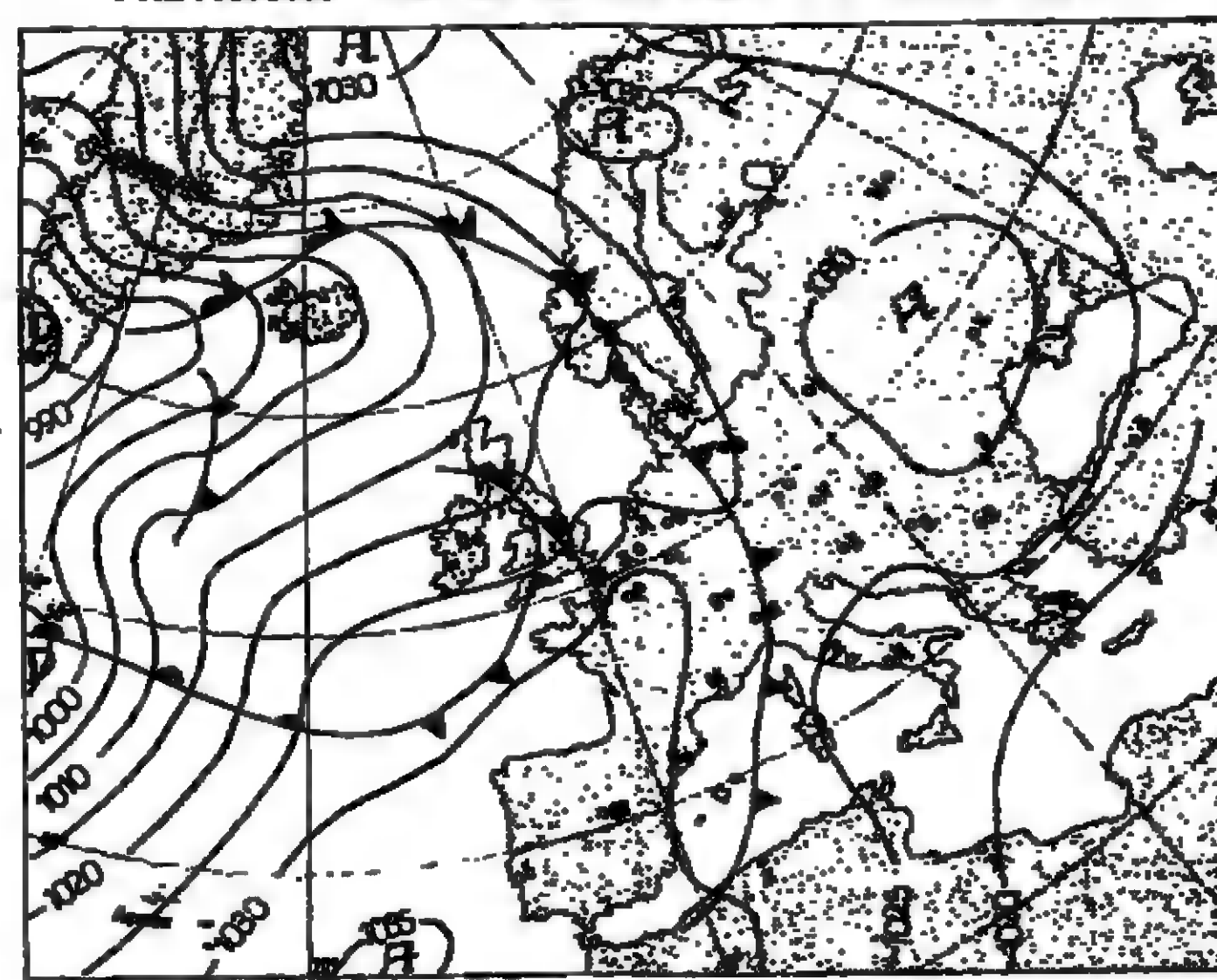
Vendredi, l'adoucissement achèvera de se développer sur l'extrême est de la France où de faibles et quelques faibles précipitations sous un ciel assez brumeux pourront encore persister. Dans la journée, ces précipitations cesseront. Sur le reste de la France, le temps sera souvent très brumeux le matin, sauf sur le pourtour méditerranéen qui bénéficiera de belles éclaircies.

Dans la journée, les brouillards et les nuages bas feront place à des éclaircies sur la moitié sud, tandis que les nuages resteront plus abondants sur la moitié nord. De nouvelles mais faibles pluies débiteront le matin sur l'extrême ouest. Elles s'atténueront le soir sur l'Alsace, le Bas-Rhin et le Jura.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 21 janvier 1982 à 7 heures, de 1025,4 millibars, soit 769,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21 janvier) : Alsace, 14 et 3 degrés ; Biarritz, 13 et 8 ; Bordeaux, 14 et 7 ; Bourges, 12 et 7 ; Brest, 10 et 4 ; Caen, 11 et 4 ; Cherbourg, 9 et 3 ; Clermont-Ferrand, 13 et 5 ; Dijon, 6 et 2 ; Grenoble, 10 et -3 ; Lille, 5 et 1 ; Lyon, 11 et 4 ; Marseille, 14 et 7 ; Nancy, -4 et -6 ; Nantes, 12 et 6 ; Nice, 15 et 6 ; Paris-Le Bourget, 10 et 6 ; Pau, 15 et 7 ; Perpignan, 15 et 4 ; Rennes, 11 et 4 ; Strasbourg, -3 et -6 ; Tours, 12 et 9 ; Toulouse, 12 et 5 ; Pointe-à-Pître, 29 et 20.

PRÉVISIONS POUR LE 22 JANVIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 10 degrés ; Amsterdam, 7 et 3 ; Athènes, 12 et 7 ; Berlin, 0 et -9 ; Bonn, 4 et -4 ; Bruxelles, 8 et 3 ; Le Caire, 20 et 9 ; Les Canaries, 21 et 17 ; Coppenhague, -2 et -6 ; Dakar, 24 et 18 ; Genève, 0 et -1 ; Jérusalem, 14 et 3 ; Lisbonne, 14 et 11 ; Londres, 9 et 2 ; Madrid, 10 et 3 ; Moscou, -5 et -5 ; Nairobi, 28 et 18 ; New-York, 3 et -3 ; Palma-de-Majorque, 17 et 2 ; Rome, 13 et 2 ; Stockholm, -2 et -6.

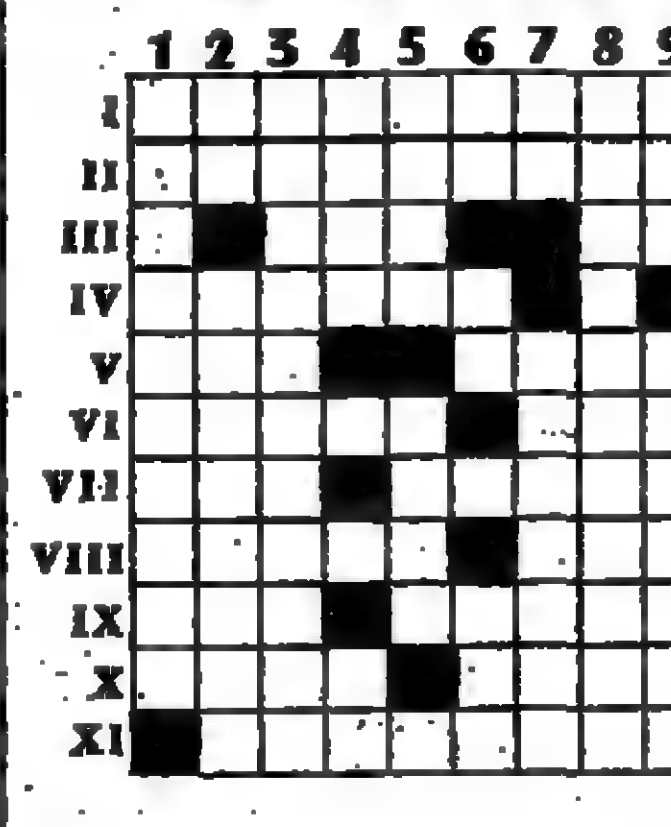
L'état de la neige en France

L'enneigement reste abondant dans les Vosges au Jura et aux Alpes. Par contre, sur le Massif Central, les Pyrénées et la Corse, on ne trouve de la neige qu'à haute altitude et en assez faible quantité. Partout les couches profondes sont solides, la neige étant bien tassée. En surface la neige est très froide le matin avec des plaques de glace et des croûtes de regel qui se ramolissent sur les faces sud l'après-midi, au-dessous de 1.500-2.000 mètres.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3109



HORIZONTALEMENT

I. L'invité de la soirée qui reste parfois longtemps devant le buffet. - II. Façon de boucler un enfant de turlin. - III. Annonce la venue d'un bien au corps. Note. - IV. Qui devra se débrouiller. - V. Pronom. Prix garanti. - VI. Plus d'un homme le chasse en allant à la pêche. Refuse tout bagage. - VII. A des crêtes en Crête. S'applique à un certain âge. - VIII. Parfumé la truffe. Sa force est dans sa tête. - IX. Dame assez lourde. Il se rase souvent d'un seul côté. - X. Rescapé de Troie. Méchants rapports. - XI. Enfant de Condé qui fut militaire.

VERTICALEMENT

I. Est tendre pour une jolie veuve (trois mots). - 2. Note. Elle adore le gratin. - 3. Les bois et les prés conviennent à leurs amoureux. - 4. Personne attachée. Lien. - 5. Fait prendre des bûches. Les grèves n'y sont jamais longues. - 6. Commence infirmier et finit médecin. Profession dans le milieu. Plante herbacée. - 7. Symbole. On y observe l'étréque. - 8. Sallonge ou se raccourcit selon les modes. - 9. Temps. Ancienne pièce du Châtelet.

Solution du problème n° 3108

Horizontalement : I. Testament. - II. Oter. Epie. - III. Colotte. - IV. Alize. Eau. - V. Rêne. Us. - VI. Trot. - VII. Raison. - VIII. Tue. Nés. - IX. Rapatriés. - X. Adage. Ail. - XI. Mère. Anne.

Verticalement

1. Tocard. Tram. - 2. Étale. Russe. - 3. Séléné. Epar. - 4. Trône. Age. - 5. Te. Tante. - 6. Met. Tric. - 7. Epée. Ossian. - 8. Ni. Auto. Ein. - 9. Têtu. Nesle.

GUY BROUTY.

BREF

CONCOURS

P.M.I. - Un concours sur titres est ouvert pour le recrutement d'un médecin à temps complet pour le service de protection maternelle et infantile à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Les candidatures sont à adresser à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, cité administrative, rue Mac Donal, 53041 Laval Cedex. (Pour tous renseignements s'adresser au 56.30.96, à Laval) (43).

EXPOSITIONS

VITRY-SUR-RAIL. - Jusqu'au 24 janvier à Vitry-sur-Seine est organisée, sous le titre « Vitry-sur-rail », une exposition et des manifestations sur le thème de la vie des cheminots. A noter, le samedi 23 janvier, une veillée avec des cheminots et la projection de films de fiction qui racontent l'histoire des hommes et du train (la Roue le 21 janvier, à 21 heures ; la Bataille du rail le 22, à 21 heures ; le Mécano de la Générale le 24, à 17 heures).

* Théâtre Jean-Vilar, parc de la Mairie, 94400 Vitry-sur-Seine. Tél. : 680-35-20 (poste 28).

FORMATION PERMANENTE

ARTISANAT DANS LE VAL-DE-MARNE. - Le Centre des métiers d'art de Périgny-sur-Yerres (Val-de-Marne) organise trois stages de formation en ferronnerie, serrurerie et agencement d'intérieurs en métal.

Les stages de 1200 heures sont réservés aux personnes âgées de vingt ans et plus, titulaires d'une formation de base soit technique, soit générale.

* C.F.A.P.A., 38, rue Gabrielle-Jessand, 93500 Pantin. Tél. : 945-01-50.

LES STAGES DE L'UNION FÉMININE

- L'union féminine civique et sociale organise des stages de formation pré-professionnelle. Ces stages de dix semaines auront lieu du 16 avril au 26 juin, à Paris (6, rue Bérenger, 75003) et Pontaise (95300).

* U.F.C.S. formation continue 75003 Paris. Tél. : 272-19-18.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 21 janvier :

UN DÉCRET

● Relatif à l'application de la loi du 9 novembre 1981 portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion.

UNE LISTE

● Des élèves de l'Ecole spéciale d'architecture ayant obtenu le diplôme d'architecture D.E.S.A.

UNE CIRCULAIRE

● Relative au prix du livre.

LOISIRS

L'HISTOIRE POUR LES JEUNES.

- L'Association « Jeune Histoire » organise des stages de loisirs historiques pour les jeunes de dix à quatorze ans durant les vacances de février 1982, du samedi 6 février au dimanche 14 février, tous les jours, de 15 heures à 17 h 30, au 14 bis, rue Mouton-Duvernay, 75014 Paris.

Initiation à la recherche historique, reconstitutions, réalisations pratiques, projections, audiovisuelles, visites, tables rondes avec un invité. Participation aux frais : neuf après-midi : 200 F ; trois après-midi : 70 F ; six après-midi : 135 F.

* Mme Nathalie Balaun. Tél. : 545-47-12.

TROISIÈME AGE

BOURSES SOCIALES DU CONSEIL DE L'EUROPE. - Les candidatures de personnes âgées pour les bourses sociales du Conseil de l'Europe permettant des séjours d'étude dans les vingt pays membres du Conseil de l'Europe peuvent être adressées, avant le 12 février, au secrétariat d'Etat chargé des personnes âgées, à l'attention de M. Rémy, 61-65, rue Dutot, 75015 Paris.

Les formulaires de demande sont à retirer au bureau Formation des Français à l'étranger, ministère des relations extérieures, 34, rue La Pérouse, 75110 Paris (902-14-23) ou au Conseil de l'Europe, division des affaires sociales, B.P. 431 R, 67006 Strasbourg Cedex (tél. 8861-49-61).

VIVRE A PARIS

UN CENTRE D'INFORMATION POUR LES ASSURÉS SOCIAUX.

- La Caisse primaire d'assurance maladie de la région parisienne (C.P.A.M.R.P.) rappelle aux assurés sociaux qu'ils peuvent obtenir des informations sur les assurances maladie, maternité, décès et accidents du travail, au centre de renseignements situé au 69 bis, rue de Dunkerque, à Paris (9e arrondissement).

Une permanence est aussi assurée dans le même centre sur les questions d'assurance vieillesse, de retraites complémentaires, d'allocation familiale et d'assurance maladie pour les non-salariés.

(Publicité)

LA SOCIÉTÉ GUERLAIN COMMUNIQUE :

L'adhésion au plan d'urgence économique et social (P.E.S.) est ouverte à la Société GUERLAIN comme d'habitude par son mode d'adhésion, une adhésion adhésive à son dévouement.

La Société GUERLAIN, soucieuse de la protection des consommateurs, met à leur disposition un service de conseil et de conseil de la santé, qui leur offre une assistance et des conseils de santé et de bien-être.

Le P.E.S. est une initiative de la Société GUERLAIN de bien-être à la fois économique et sociale.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 23 JANVIER

- Exposition de poupées présentée aux jeunes, 14 h 30, 10, avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie, M^o Duhesme.

- Musée Carnavalet, 15 h, 23, rue de Sévigné, M^o Bouquet-des-Cloux.

- Fêtes du Gothique, 11 heures, Grand Palais (Visages de Paris).

- Hôtel de Sully, 15 h, 62, rue Saint-Antoine, M^o Zujovic.

- Rôle et recouvrement des architectes, 16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, M^o Leprieux.

- Art de la Tapiserie, 16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, M^o Zujovic.

- Fête du Gothique, 16 h 30, Grand Palais, M^o Léopold (Caisse Nationale des Monuments Historiques).

- Fêtes du Gothique, 17 h 30, Grand Palais, (M^o Angot).

- Saint-Sulpice, 15 heures, Porche (Approche de l'Art).

- Fêtes du Gothique, 12 heures, Grand Palais (Arènes).

- Crypte de Notre-Dame, 15 heures, Métro Cité (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

- Arsenal de Sully, 14 h 30, porte (M^o Fernand).

- Gérard Philou, 15 heures, 47, rue Raynouard (M^o Hager).

- Hôtel des Miramandes restauré, 15 heures, 47, rue de la Tourneille (Histoire et Archéologie).

- Notre-Dame de Paris, 15 heures, portail central.

- Quartier Saint-Sulpice, 15 h, Métro Saint-Sulpice (Résurrection du Passé).

CONFÉRENCES

14 h 45, Théâtre Tristan Bernard, 64, rue du Rocher, M. J. Raphaël-Leygues : « Les marins de la Mer Noire ». M. P. Berger : « Où allons-nous selon les Écritures ? ». M. J.-L. Galbraun : « La Pologne crucifiée » (Club du Faubourg).

15 heures, Palais de la Découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, M. D. Cribier : « Orphée une source de neurones pour la recherche ».

15 heures et 17 heures, 5, rue Lavigière, M. F. Schwarz : « Alchimistes et forgerons » (Nouvelle Acropole).

17 heures, 17, rue de la Harpe, M. D. Cribier : « La Presse 1631-1944 » (M. Czarny).

9 bis, avenue d'Iéna, M. R. Orange, 15 heures : « Bornaio, Sumatra ». 17 heures : « Java, Salawati, Bali » (Projection).

15 heures : Musée des Monuments français, Palais de Chaillot, M. A. Le Bonheur : « Arts du Sud-Est Asiatique ». (Entrée gratuite).

17 h 30, 28, avenue George-V : « San Francisco, New-York, Los Angeles ». (Projection).

loterie nationale

TRANCHE DES MIMOSAS

TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	71 131 271 08 941 289 371	200 300 700 1 000 1 000 200	6	56 056 166 366 666 1 066 46 254 66 254	300 300 600 600 2 100 10 200 10 100
2	092 232	200 500	7	137 9 257	300 2 000
3	223 263 9 133	200 200 2 000	8	075 078 0 028 39 948	200 200 2 000 10 000
4	6 6 814 7 828 02 190 17 678 20 878	100 300 2 100 10 100 10 100 10 100	9	079 189 629 309 0 489 30 779 008 779	300 500 500 300 2 000 10 000 4 000 000
5	35 659 3 363 16 539 87 295	-200 700 2 000 10 000 10 000	0	90 830	200 200
6	6 6 100	100 100			

PROCHAIN TIRAGE LE 27 JANVIER 1982 A MALAKOFF (Seine-St-Denis)

LOTTO TIRAGE N° 2

NUMÉRO COMPLEMENTAIRE 45

PROCHAIN TIRAGE LE 27 JANVIER 1982 VALIDATION JUSQU'AU 26 JANVIER APRÈS-MIDI

LOTÉRIE NATIONALE - TRANCHE DES MIMOSAS 1982 - N° 4

ARLEQUIN

RÉSULTATS OFFICIELS DU TIRAGE N° 5 DU 20 JANVIER 1982

Finale et numéros	Les sommes à payer sont indiquées dans le tableau ci-dessous pour un billet entier	Finale et numéros	Les sommes à payer sont indiquées dans le tableau ci-dessous pour un billet entier
8	Tous les billets terminés par 8 gagnent 70 F dans toutes les séries	36	Tous les billets terminés par 36 gagnent 200 F dans toutes les séries
36	Tous les billets terminés par 36 gagnent 200 F dans toutes les séries	275	Tous les billets terminés par 275 gagnent 400 F dans toutes les séries
275	Tous les billets terminés par 275 gagnent 400 F dans toutes les séries	584	Tous les billets terminés par 584 gagnent 400 F dans toutes les séries
584	Tous les billets terminés par 584 gagnent 400 F dans toutes les séries		

Finale et numéros	Les sommes à payer sont indiquées dans le tableau ci-dessous pour un billet entier	Finale et numéros	Les sommes à payer sont indiquées dans le tableau ci-dessous pour un billet entier
6248	10 000 F	9024	10 000 F
0294	10 000 F	2040	10 000 F
0420	10 000 F	2040	10 000 F
0420	10 000 F	2040	10 000 F
0420	10 000 F	2040	10 000 F
0420	10 000 F	2040	10 000 F
0420	10 000 F	2040	10 000 F
0420	10 000 F	2040	10 000 F
0420	10 000 F	2040	10 000 F
0420	10 000 F	2040	10 000 F

PROCHAIN ARLEQUIN : LE 2 FÉVRIER 1982 - TIRAGE TÉLÉVISÉ À 19 h 10

1982 - LOTÉRIE NATIONALE - TIRAGE DU 20 JANVIER 1982

Chaque semaine

dans le Monde Dimanche

UNE PAGE

L'ACTUALITÉ DU DISQUE

Classique - Jazz - Rock - Variétés

AUTONOME

INSTITUT S

Les valeurs et la persévérance d'un réel enseignement supérieur

l'expérience de la réussite professionnelle

la véritable force de l'institut d'EFFICACITÉ ET DE...

2^e cycle classique

Centre d'Orientation et d'Information de l'élève

25.26.27.28.29.30.31.1982

2^e cycle classique

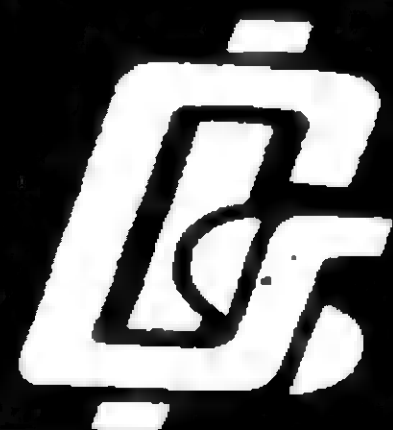
Centre d'Orientation et d'Information de l'élève

25.26.27.28.29.30.31.1982

UNE SI...
LE C...

AUTONOME + EFFICACE

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION



8 rue de Lota, 75116 PARIS

(1) 553.87.46

Les valeurs
et la pérennité
d'un *réel*
enseignement supérieur

L'expérience de la
réussite
professionnelle

L'enseignement supérieur
intégré à la
vie associative

- **LE PLEIN EMPLOI DES « ISG »** : salaire annuel moyen des diplômés ISG, 1982 : F 100.000.
(au 31 mars 1981 - source AAEISG - salaire annuel de 1^{er} emploi : ISG 3^e cycle F 125.000 - 2^e cycle F 84.000).
- **L'ACTION INDÉPENDANTE** des professionnels et experts du corps professoral de l'ISG : garante de la qualité pédagogique au plus haut niveau.
- **LE DÉVELOPPEMENT DU CAMPUS URBAIN** de l'ISG :
2 nouvelles implantations dans Paris.
- Au 21 janvier
PLUS DE 4.000 DEMANDES DE DOSSIERS
pour les concours « ISG » 1982 : une sélection réelle, diversifiée et utile.
- La réalité des relations internationales :
- Janvier 1982 : l'ISG représente la France au sein de
« **EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA** »
- Octobre 1982 :
SÉMINAIRE INTERNATIONAL A NEW YORK
pour les promotions admises en 1982 et les responsables de la vie associative « ISG »
= 600 « ISG » aux USA.
- 1981/83 : 2.000 « ISG » en missions et voyages d'études en **Asie, Europe, Amérique.**
- L'organisation de manifestations d'intérêt général :
23, 24, 25 mars 1982 au PLM Saint-Jacques,
1^{re} JOURNÉES NATIONALES POUR L'EMPLOI :
confirmation du lien privilégié de l'ISG avec les secteurs professionnels.
- Des actions pour **PLUS DE CONVIVIALITÉ** avec tous les étudiants :
- le **6^e Gala des grandes écoles** : l'ISG organise le « Gala des étudiants artistes d'un soir »
- **Amplitude 8**, 106,8 mhz : la radio des étudiants.
- **Forum Gestion** : le magazine de l'économie et de la gestion :
les articles = des journalistes + des étudiants ISG.
- **UNE ÉQUIPE** au service de l'enseignement supérieur et de la vie associative,
avec Guy des Closières, Président; Pierre A. Dumas, Délégué général;
Jack Forget, Président du conseil permanent; Alfred Mahdavy, Directeur de l'ISG;
Philippe de Clerville, Michel Duthilleul, Alain Eclache, le doyen Jean Mader
et tous les « ISG » :

la véritable force de l'Institut Supérieur de Gestion : une collectivité qui sait faire preuve
d'**EFFICACITÉ ET DE SOLIDARITÉ** dans le respect de son **AUTONOMIE**.

LES CONCOURS 1982

(cf règlement pédagogique)

2^e cycle classique

Elèves des classes préparatoires
au haut enseignement commercial
Clôture des inscriptions : 29 janvier 1982

2^e cycles alternance

Elèves des classes préparatoires
littéraires et scientifiques,
(par dérogation, préparatoire h.e.c.) DUT,
BTS, 1^{er} cycle universitaire, licence

3^e cycle

Ingénieurs, maîtrises, IEP,
diplômés de l'enseignement supérieur

Centre d'Orientation et d'Information de l'Institut Supérieur de Gestion, 45 rue Spontini, 75116 PARIS - Tél. : 16 (1) 553.60.27

2^e cycle classique

25, 26, 27 Mai 1982 : épreuves écrites
100 places (1981 : 100)

2^e cycles alternance

5 au 10 Juillet - 13 au 18 Septembre
300 places (1981 : 280)

3^e cycle

5 au 10 Juillet - 13 au 18 Septembre
120 places (1981 : 100)

L'I.S.G. est une association d'éducation, organisme d'intérêt général à caractère éducatif. Etablissement libre d'enseignement supérieur :
reconnu par l'Etat, diplôme visé par le Ministère de l'Éducation nationale.

**UNE SIGNATURE POUR L'AVENIR
LE DIPLÔME I.S.G.**

Signature

CINÉMA

SEPT JOURS DE FILMS AVEC LA REVUE « POSITIF »

LE PARCOURS DU COMBATTANT

Le numéro 250 de *Positif* sort au moment où la revue organise sa désormais fameuse semaine de films encore inédits dans les circuits d'exploitation. C'est, évidemment, un numéro spécial où il est beaucoup question des œuvres choisies et de leurs réalisateurs.

On se penchera, d'abord, avec intérêt sur l'éditorial. La rédaction se demande si elle pourra « conjurer cette image de marque tenace - contredite pourtant par trop d'exemples - que *Positif* est « la revue du cinéma américain ». Et raille la réputation qu'on lui fait « d'une américanophilie galopante, voire d'un atlantisme suspect ». Ce qui ne l'empêchera pas de présenter, parallèlement à sa semaine d'inédits des autres mondes à l'Action Chrétienne, sept films américains des années 70, « trop peu connus », à l'Action La Fayette.

Cette position sans équivoque a son importance en un temps où l'impérialisme industriel et culturel du cinéma américain est vivement contesté par des voix diverses. S'il se situe idéologiquement « à gauche », *Positif* ne renonce pas, pour autant, à son attitude cinéphilique et à ses amours. En somme, la revue ne s'aligne pas.

Ce qu'on peut lui reprocher, d'ailleurs, n'est pas tellement d'avoir privilégié le cinéma américain que d'avoir institutionnalisé certains de ses réalisateurs (tels Boorman ou Losey), au point d'en faire des démons réservés et farouchement défendus contre les critiques extérieures.

Le début du même éditorial signale que, pendant l'année 1980, ne sont sortis, à Paris (et à Paris seulement) qu'un film yougoslave et un film brésilien, deux films grecs et hongrois, trois films polonais et portugais. C'est contre cette situation aberrante que *Positif* réagit avec *Sept jours de films* en proposant un film indien, *Un jour comme les autres* de Minnal Sen, un film japonais, *La vengeance* d'appartient de Shôhei Imamura, deux films brésiliens d'Arnold Jca, *Je t'aime* et *Tudo Bem*, deux films philippins de Lino Brocka, *Jaguar* et *Bona*, un film grec, *Alexandre le Grand*, de Théo Angelopoulos, un film hongrois, *Peut-être demain* de Judit Elek, un film polonais, *Kung Fu*, de Janus Kijowski, un film américain (documentaire social et politique), *Rosie la rivale* de Connie Field, et deux films français, *La Dame d'Embaras* de Jean Rouch, et *Les Jeux de la comtesse Dolingen de Gratz*, de Catherine Binet.

Curieusement, dans ce numéro spécial où ne manquent ni des témoignages sur le tournage des films, ni des renseignements fondamentaux, ni des filmographies, c'est le film de Catherine Binet qui fait l'objet de l'étude la plus approfondie, avec une analyse singulièrement éclairante de Françoise Audé et un grand entretien (qui est aussi un portrait de la cinéaste par elle-même) qu'a recueilli Isabelle Jordan.

Il y a là plus qu'une façon d'illustrer la tradition de défense des « premiers films français » (*Positif* patronne également, au Studio 43, sept films de débutants soutenus lors de leur sortie, de Franju à Jean-François Stevenin) : il y a le choix d'une sensibilité. Sensibilité que l'on retrouve dans un entretien avec la Hongroise Judit Elek. Cela ne veut pas dire que les autres textes soient négligeables, loin de là. Mais, dans ce parcours du combattant en faveur de films négligés par les distributeurs français (malgré, pour certains, une présentation dans des festivals), l'apport de la revue prend, du côté des femmes - et tant mieux si Catherine Binet et Judit Elek en profitent - une résonance dépassant celle de l'information méticuleuse.

Les plans-séquences d'Angelopoulos

Nous n'avons pas vu, d'avance, tous les films sélectionnés. Il faut donc s'en tenir à des constatations partielles. Si l'on en juge par le seul *Je t'aime, Positif* a eu tendance à surestimer Arnold Jabor, qui use,

dans l'univers clos d'un appartement, du sexe, de l'humour et des fantasmes tarabiscotés pour une comédie de mœurs bourgeoises.

En revanche, *Un jour comme un autre*, de Minnal Sen, cinéaste bengali, est une œuvre admirable par sa mise en scène. Il explore progressivement le chaos et les contradictions cachées sous l'harmonie factice d'une famille de petits-bourgeois pauvres de Calcutta, qui tient sous sa dépendance la fille aînée, et vit de son travail.

Avec *Bona*, le Philippin Lino Brocka (découvert en 1978, à Cannes, grâce à Pierre Rissient, et la *Quinzaine des réalisateurs*), poursuit, approfondit sa peinture du sous-prolétariat des bidonvilles de Manille et du tragique de la condition féminine. Épurant le mélodrame, qui est, pour lui, un code de référence populaire, Lino Brocka trace, au sein de la misère sociale, d'un grouillement d'humanité maintenue à l'écart, l'itinéraire douloureux d'une jeune fille allant de la soumission amoureuse à la révolte, après trop d'humiliations. Ce film, beau sans esthétisme, émouvant sans pathétisme, est d'un grand cinéaste.

L'événement de la semaine de *Positif* est cependant *Alexandre le Grand*, de Théo Angelopoulos, qui, depuis sa présentation au Festival de Venise 1980, reste scandalusement ignoré en France, où le réalisateur grec n'est pourtant pas un inconnu. Le film dure près de trois heures ; il est touffu, symbolique parfois. Il se réfère à la légende d'un bandit considéré comme une réincarnation d'Alexandre le Grand.

Il commence le 1^{er} janvier 1900, pour une traversée hors du temps des divers aspects du socialisme et de la contamination du pouvoir. C'est une épopée politique qui ne concerne pas uniquement (comme les films précédents d'Angelopoulos) la société grecque. Le cinéaste est parvenu à une maîtrise confondante de l'utilisation de l'espace par les plans-séquences.

On ne peut pas parler de « cinéma moderne » sans reconnaître Angelopoulos, l'égal de ce que furent, en leur temps, Griffith et Orson Welles.

JACQUES SICLIER.

* Jusqu'au 26 janvier (Action Chrétienne, Action La Fayette, Studio 43).

THÉÂTRE

« SUSN », D'ACHTERNBUSCH, A AUBERVILLIERS

L'insoumise

D'abord, il y a *Dos Giovanni*. Mozart comme une immense transparence où se noient cinq femmes en attente sur fond bleu de Bavière. Un bleu de glacier immaculé, dont le soir révèle les ombres douteuses. Le décor (de Jean Haas) est une chambre ouverte sur la montagne, couronnée d'images qui se répètent sur huit écrans de télévision : spots publicitaires, feuilletons, culture standard.

Images laminées de tous les jours, que leur multiplication déforme en dessins abstraits, grinçants. A Mozart succède le cliquetis obsessionnel de la machine à écrire, excoarçante naturelle d'un homme qui écrit. Autour de lui, cinq comédiennes jouent la vie d'une femme nommée Susn, se partageant le monologue de sa solitude.

Créé au festival d'Avignon (le Monde du 10 juillet 1980), la pièce d'Herbert Achternbusch, mise en scène par Hans Peter Cloos, a été coproduite par le Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, où elle est présentée actuellement. On retrouve intactes la splendeur violence du spectacle, son intensité, la vérité terrible des mots qui transpercent, ces mots dont l'homme nourrit sa machine, noie ses feuilles blanches et dont il vit. Il n'est pas sadique, il est écrivain. Il fait ce qu'il sait faire, ce pour quoi il est né, poète goguenard,

avide, enfant émerveillé qui, saugrenu, détruit pour connaître transparent, où se noient cinq femmes en attente sur fond bleu de Bavière. Un bleu de glacier immaculé, dont le soir révèle les ombres douteuses. Le décor (de Jean Haas) est une chambre ouverte sur la montagne, couronnée d'images qui se répètent sur huit écrans de télévision : spots publicitaires, feuilletons, culture standard.

Susn est une partenaire à sa hauteur, elle n'a rien d'une agnelle craintive, rien d'une victime désarmée. A quinze ans (Anna Baldacci), elle trébuche, elle est gauche et se bat - c'est encore une rigolade - pour se débarrasser des contraintes morales, familiales, pour éviter la domination des autres, des adultes.

A vingt-cinq ans (Daisy Amias), seule dans la ville, elle se demande ce qu'elle fait « avec les autres ». Elle est tout entière une masse de questions nettes, concrètes, mais sans réponses parce qu'elle ne se satisfait pas d'a-peu-près. Vingt ans après (« Qu'est-ce que j'ai fait, j'ai pas quoi faire »), le désarroi est devenu colère.

A Avignon, Caroline Chaniolleau était une boule d'impatience prête à brûler. Daisy Amias a quelques chose de végétal, une inquiétude de désarçonné, trahit une peur au tranchant du meurtre et du suicide. Il y a en elle un peu de la Susn de trente-cinq ans (Matié Nahyr), glorieuse, éponouie, sensuelle, et qui n'accepte pas d'échec. Elle n'accepte pas l'impossibilité d'exister en même temps que l'homme - « l'autre ».

superbe, dévorée vaincue, déjà hantée par la Susn de quarante-cinq ans (Christine Co-hendy), fière ivrognesse qui plonge par provocation, par fureur sardonique dans ce qu'elle a haï, la religion dont elle se sert pour entretenir sa haine de l'autre, des autres.

Blessée, cachant ses blessures, elle est marquée par le masque gris de la Susn silencieuse (Sylvie Favre), fantôme aux yeux d'enfer qui traîne la tache noire de la mort sur toutes ces révoltes décapitées. Susn se suicide, son cadavre pèse lourd sur les épaules de l'homme. Il n'est pas plus fort qu'elle, mais lui, entre lui et les autres, il y a l'écriture...

C'est lui qui est désarmé face à l'insoumise Susn, aux cinq comédiennes réellement unies par un lien mystérieux, qui est ce que raconte la pièce. L'histoire est simple comme une tragédie, mais le visage du destin est très exactement celui de notre temps, de notre monde. Hans Peter Cloos se reconnaît dans la sauvagerie et les sarcasmes de Herbert Achternbusch, il fait vibrer la chaleur du texte contre le froid des images parfaites. Il est tout entier une masse de questions, de fureur, et il nous oblige à les reconnaître.

COLETTE GODARD.

* Théâtre de la Commune, Aubervilliers, 20 h 30.

MUSIQUE

« LE VAISSEAU FANTÔME » A NANCY

Un visage, un cri

Claude Régy et le décorateur Robert Platé avaient donné, il y a dix ans, à Angers, une interprétation échevelée du *Vaisseau fantôme*, débauche d'images visionnaires où tournoyaient des souvenirs d'Ossian, de Blake, de Gustave Doré, qui soulevaient avec une force incomparable le lyrisme onirique de Wagner.

Invités à nouveau par Jean-Albert Carrier, à Nancy cette fois, à monter la même œuvre, ils ont réuni dans nos plus beaux souvenirs cette réalisation splendide, remplacée par un spectacle statique qui atteint, par moments seulement, une grande beauté.

Le décor unique, plus maniable, certes, mais moins fabuleux, oppose une falaise abrupte à la proue démesurée du vaisseau fantôme ; il suffira d'y superposer un toit, des poutres noires et une fenêtre à petits carreaux pour l'austère maison de Daland au deuxième acte ; d'admirables éclairages de Geneviève Sourbiou à la manière de Delacroix et le mouvement des vagues de la mer baignent ces décors de magie surréelle.

Après un premier acte emmuyé où les matelots en complet veston chantent groupés au bord de la scène, cependant que Daland sur son rocher et le Hollandais, juché dans une alvéole de son navire, dialoguent interminablement, les fleuves en noir, sans rouets, massés dans l'ombre, servent de repoussoir à Senta dans la lumière, en robe rose fraise et tablier blanc, qui chante sa ballade, les yeux fixés dans la salle sur un portrait imaginaire.

Toute l'action se trouve alors concentrée sur le visage de cette fille robuste, un peu lourde, à la voix dure, comme arrachée à la pierre, souvent peu juste, prenante cependant (Lisbeth Balslev, titulaire du rôle à Bayreuth). Mais le rêve douloureux, l'émotion, la volonté indomptable gagnant sur l'effroi, les larmes qui perlent au coin des yeux peu à peu nous investissent et nous gagnent, jusqu'à ce cri, moment prodigieux de théâtre, où Senta sent la présence du Hollandais derrière elle, comme si l'intensité de son chant l'avait fait surgir.

Elle ne le regarde pas, elle chante sur le côté, et tout l'admirable duo sera soutenu par cette tension des corps quasi immobiles, des regards perdus dans l'immensité du mystère qui réunit ces deux êtres malgré la distance. Un instant seulement, elle tournera sur elle-même, comme pour reprendre contact avec la réalité et revenir à son vertige intérieurement assumé.

De saisissantes images marqueront encore le dernier acte, telle cette pantomime prémonitrice où le double de Senta, une jeune fille blonde, s'avance sur la passerelle du vaisseau fantôme pour sauver un vampire aux doigts crochus (Régy évoque Nosferatu et le film de Murnau), avant que, par un jeu de scène trop voyant, la vraie Senta vienne reconnaître.

La cantatrice espagnole Victoria de Los Angeles, souffrante, annule le récital qu'elle devait donner à la Salle Gaveau le 22 janvier. Les places seront remboursées aux gâchettes.

Joindre le Hollandais sur une épave : couchés tous deux pour l'éternité, leurs mains alors se rejoignent.

Un spectacle aux suggestions assez riches donc, mais d'une homogénéité contestable, interprété honorablement par Donald McIntyre, Hollandais impressionnant mais à la limite du mélodrame, le Daland quelque peu stèle de William Wildermann, un bon Erik (Dennis Bailey) et un excellent pilote (Ian Caley), avec des chœurs pleins de conviction et l'Orchestre de Nancy fort bien préparé, sous la direction fougueuse et précise de Gabriel Chmura.

JACQUES LONCHAMPT.

* Dernière représentation ce jeudi 21 janvier (20 h 30).

Deux disparitions

La chanteuse brésilienne Elis Regina

Elis Regina, l'une des plus grandes interprètes de la musique populaire au Brésil, est morte le mardi 19 janvier à São-Paulo. Elle était âgée de trente-six ans. Les raisons de son décès n'ont pas été précisées.

[Née en 1945, Elis Regina commence à chanter à onze ans et signe son premier contrat trois ans après. Dans les années 60, elle contribue à lancer la bossa-nova.

On la voyait assez régulièrement en Europe depuis 1968 ; elle était venue notamment à l'Olympia.]

LE PEINTRE MEXICAIN JUAN O'GORMAN

Le peintre fresquiste et architecte mexicain Juan O'Gorman est mort mardi 18 janvier à Mexico. Il était âgé de soixante-quinze ans. La fresque de la bibliothèque de l'université de Mexico, qui retrace l'histoire de la culture mexicaine, reste son grand œuvre, en dimension et en inspiration, sur un mode narratif et légendaire.

[Né en 1905 à Mexico, Juan O'Gorman poursuit la tradition des peintres muralistes - révolutionnaires comme Siqueiros, Rivera, Orozco. Il fait des études d'architecture et de peinture fresquiste, mais c'est son art des murs qui l'importe autour des années 40, alors que le Mexique construit d'importants équipements publics.

Il est l'auteur de deux grandes fresques, en 1941 : une en hommage à Cuauhtémoc, héros de la résistance aux Espagnols au seizième siècle, et l'autre à la Bibliothèque de Patzcuaro sur les Indes tarasques. C'est en 1950 qu'il réalise la célèbre fresque de la bibliothèque de l'université, après avoir participé à l'élaboration de ses plans. Il y donne le meilleur de lui-même dans une œuvre qui mêle peinture et minuscules de couleurs incrustées librement à la manière de Gaudí, l'un de ses inspirateurs ; de même, en architecture, il se disait disciple de Le Corbusier.

Il travaillait à deux grandes fresques au moment où la mort l'a surpris, l'une pour le Musée national de l'histoire, l'autre pour le château de Chapultepec, à Mexico. - J.M.]

En v.o. : BIARRITZ-U.G.C. ODÉON-VENDÔME OPÉRA

NOMMÉ AUX CÉSARS

LE FAUSSAIRE

FILM DE VOÛKER SCHLÖNDORFF

AVEC BRUNO GANZ, HANNA SCHYLLA ET JEAN CARMET

CONNAISSANCE DU MONDE

Séances FLENER : Mer. 25 janv., 18 h 15 - Jeudi 26 et vend. 29 janv., 20 h 30

PÉROU AU SOLEIL DES INCAS

Mett et Jacques Cornet Vestiges précolombiens

Plus de 1000 ans de l'histoire du Pérou - La vallée sacrée des fils du soleil - Pêta du Corps Christ - Machu Picchu, cité perdue des Incas - Les Indiens de l'Altiplano et de la Titiaca - La Noël amazone - Chacabuco d'or du Maître de Dico

BOBINO

à partir du 26 janvier

1ère PARTIE : ILLAPU

Mercedes SOSA

2ème PARTIE : LE FEU

UN JOUR DU FEU

ER DE LA TERRE

OSTINER

NANTERRE AMANDIERS LOCATION : 721.18.81

LA CHAMBRE D'ECHO

PARCOURS-SPECTACLE réalisé par Henry HOURCADE texte : Marianne ALPHANT

Décors : Didier STEPHANT "Tu entres dans le livre comme dans une chambre"

PETIT MONTPARNASSE

Le Théâtre Les Trois Coups - Lausanne

LES ARCHIVISTES

de DENARD LECHE

avec PHILIPPE LEMARE - DOMINGOS SEMEDO

et GIANCARLO SPERANZA

Mise en scène DOMINGOS SEMEDO

Une satire de notre temps... Une joyeuse férocité !

TROIS SOIRÉES « CINÉASTES ET MUSICIENS »

MARDI 24 JANVIER

KURT WEILL

PABST

ou L'OPERA DE QUAT'SOUS

MERCREDI 27 JANVIER

PROKOFIEV

EISENSTEIN

ALEXANDRE NEVSKI

JEUDI 28 JANVIER

MILHAUD

MALRAUX

ou L'ESPOIR

A 20 H 30 AU CENTRE CULTUREL SUÉDOIS

11, rue Foyot, Paris (3^e)

Prix des places : 10 F

Location sur place - Une demi-heure avant les séances

Les projections seront suivies d'une discussion avec les invités de l'A.C.I.C : Mme Madeleine MILHAUD, MM. Alain LACOMBE et Lionel RICHARD, et d'autres participants éventuels

ASSOCIATION POUR LA COLLABORATION DES INTERPRÈTES ET DES COMPOSITEURS

SPECTACLES

théâtres

LES SPECTACLES NOUVEAUX

PROTEGE, Bastien, (278-46-42), 21 h.
SPAGNETTI BOLOGNESE, Saint-Denis, théâtre Gérard-Philipp (243-00-59), 20 h 30.
L'OLIVE, Artistic-Archives (355-57-00), 20 h 30.
LA PATTEMOULLE, Michodière (742-95-22), 20 h 30.
UN JETÉ ET DEUX BOULES, Comédiens (277-41-40), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30 : Les Caprices de Marianne, L'Épreuve.
Châtelet (727-81-15), 20 h 30 : Britannicus ; suite Océan, 20 h 30 : Le Songe d'une nuit d'été ; Grand foyer, 18 h 15 : Savetier avec M. Saint-Hamand.
Odéon (325-70-32), 20 h 30 : Le Palais de justice.
Peix Otéon (325-70-32), 18 h 30 : Dorel et moi ; 21 h 30 : Le Nerveux de Rampeau.
TEP (797-96-06), 20 h 30 : Le Grand Maître Circus (de Bourgeois gentilhomme).
Petit TEP (797-96-06), 20 h 30 : Marionnettes Richard Bradeau.
Centre Pompidou (277-12-33) - Théâtre, 20 h 30 : El Joplin olympique.
Carré (311-11-11), 20 h 30 : Le jeune ballet classique.
Théâtre de la Ville (274-22-77), 18 h 30 : Bonze Art Trio, 20 h 30 : Quel qu'on fume, on casse.
Théâtre musical de Paris (261-19-83), 20 h 30 : Ballet-théâtre français (Hommage à Diaghilev).

Les autres salles

Antoine (208-77-11), 20 h 30 : Potiche.
Atelier (506-49-24), 21 h : Le Némrod.
Bouffes-du-Nord (239-34-50), 20 h 30 : La Tragedie de Carmine.
Bouffes Parisiens (296-07-03), 21 h : Diable d'homme.
Cartoucherie, Épis de Bois (808-39-74), 20 h 30 : Éric contre la Commune ; Théâtre du Soleil (374-24-09), 18 h 30 : Richard II ; Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h 30 : L'Étranger dans la maison.
Cité internationale (589-38-69), Galerie, 20 h 30 : La Religieuse ; Grand Théâtre, 20 h 30 : La Divine Comédie ; Renner, 20 h 30 : Ce titre, tu en as vu.
Comédie Comarini (274-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'église.
Comédie des Champs-Élysées (720-08-24), 20 h 45 : Le Jardin d'Épouse.
Comédie Indienne (321-22-22), 20 h 30 : Servante amoureuse.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h 30 : Le Chantier d'opéra.
Danville (261-63-14), 21 h : La vie est trop courte.
Deux Portes (361-49-92), 20 h 30 : Les Fausse Confidences.
Espace Miroir (271-01-99), le Miroir-Opéra ; 22 h 30 : Miroir et Paillasse.
Fondation Debut de la Mémorie (241-82-16), 20 h 30 : Vie et mort du roi Louis.
Fontaine (874-74-40), 20 h 30 : Les Trois Jeanne.
Gallé Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : Ce fait mal quand je touche ; 22 h : En ce que les fous jouent-ils.
Grand Hall Montparnasse (233-80-78), Dialogues d'immigrés.
Hochetier (326-38-99), 20 h 30 : Le Causseur chavre ; 21 h 15 : La Loge.
La Bragère (874-76-99), 21 h : Le Divan.
Lacourrière (544-57-34), Théâtre Noir, 18 h 30 : Yerma ; 20 h 30 : Amadeus ; 22 h 15 : Elle lui ditait des p'tits.
Théâtre Rouge, 18 h 30 : Des Quichotes ; 20 h 30 : Milton ; 22 h 15 : Le Combat de la Mouche ; Petite salle, 18 h 30 : Paroles françaises.
Madeline (265-07-09), 20 h 45 : Du vent dans les branches de sauternes.
Maison des Amateurs (366-42-17), 20 h 30 : Artichaut.
Marie Samat (509-17-80), 20 h 30 : L'île des chèvres ; 22 h 15 : Pourquoi la robe d'Anne se vent pas redécouvrir ?
Marigny, salle Gabriel (225-20-74), 21 h : Le Garçon d'appartement.
Maillard (265-00-00), 18 h 30 : Le Grain de sable ; 21 h : Jacques et son maître.
Michel (265-35-02), 21 h 15 : On offre au lit.
Montparnasse (320-89-00), 20 h 30 : Truismes ; petite salle (322-77-30), 20 h 30 : Les Archivistes.
Océan (874-42-52), 20 h 30 : Orions.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h 45 : Paire France.
Petit Forum (297-53-47), 20 h 30 : Toute honne bon.
Plein-Champ (320-00-06), 20 h 45 : Frère et Sœur.
Requette (805-71-51), Petite salle, 20 h 30 : Il était trois fois.
Saint-Georges (878-43-77), 20 h 45 : Le Chantier.
Studio des Champs-Élysées (723-35-10), 20 h 45 : Le Coeur sur la main.
Théâtre d'Édgar (322-11-02), 20 h 30 : Vampire au pennant ; 22 h : Nons on fait ou nous dit de faire ; 23 h 15 : Vingt ans raison.
Théâtre en route (387-88-14), 20 h 30 : MÉ-mé-lonnan.
Théâtre de l'Épicerie (271-51-00), 20 h : Écrivains I.
Théâtre du Mirail (278-03-53), 20 h 30 : Henri IV.
Théâtre Noir (797-85-15), 20 h 30 : Les Joies de la vie ; Pardon Monsieur.
Théâtre du Parvis (635-08-90), 20 h 30 : Scoups le vent sur le lard.
Théâtre Préfaut (203-02-55), 20 h 30 : Le Grand Bilan II, 21 h : Aïme.
Théâtre des Quatre-Coups
 (633-01-21), 20 h 30 : Christophe Colomb.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h 30 : L'Amour de l'amour ; petite salle, 20 h 30 : De toutes les couleurs ; Maison internationale du théâtre, 18 h 30 : Saint Simon le voyeur.
Théâtre 18 (226-47-47), 22 h : Caspari.
Tricou-Bernard (232-06-40), 21 h : Une heure à tuer.
Variétés (323-09-92), 20 h 30 : Chéri.

Le music-hall

Bobino (322-74-94), 20 h 45 : P. Font et P. Val ; Rino-Fouchain.
Espace Galé (327-45-04), 20 h 15 : M. Boin ; 22 h : G. Pierson chante G. Coué.
Fontaine (874-74-40), 22 h : G. Coué.
Gymnase (246-79-79), 21 h : le Grand Orchestre du Splendid.

Lacourrière (544-57-34), 21 h : Mirolo Morco.
Olympia (742-25-49), 21 h : Renaud.
Optim Nôtre (296-42-56), 20 h 30 : Les Les show.
Palais des Glaces (607-49-93), grande salle 20 h 30 : Les Étoiles.
Palais des Sports (828-40-90), 20 h 30 : France Gall.
Paradise (261-42-53), 20 h 45 : Alex Métyer.
La Tante (566-44-23), 20 h 45 : Philippe Berthaut ; 22 h 30 : B. Ruiz.
Théâtre de la Plume (250-15-65), 20 h 30 : Ensemble Karman.
Trocadero de Buenos Aires (260-44-41), 21 h : R. Caldarilla, Jacinta.

Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. L. Mautz (Dorel, Beethoven).
Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. K. Masur, sol. H. Sanyang (Bach, Dvorak, Szymanowski).
Salle Cortot, 21 h : E. Malina (Beethoven, Mozarsky).
Salle Carliot, 21 h : E. Popovici (Haydn, Mozarsky).
Église réformée d'Antony, 20 h 45 : P. Delstuz, F. Ducasse (Haendel, Blavet, Stumitz).

Jazz, pop, rock, folk

ABC (723-61-27), 20 h 30 : Triptyque Orchestra.
Caveau de la Huchette (326-63-05), 21 h 30 : R. Franc.
Claque d'Officer (503-47-59), 21 h : Jacques Higelin.
Dreher (328-48-44), Memphis Slim.
Domino (584-73-00), 20 h 30 : Cl. François Colet.
L'Écluse (542-71-16), 20 h 30 : Parloca.
Footing (271-33-41), 22 h 30 : Trio R. Utregger.
Jeune Unité (776-44-26), 21 h 30 : E. Wilkins.
New Morning (523-51-41), 21 h : Eddie Moore Quartet.
Petit Journal (326-38-59), 21 h : Funky Jazz.
Petit Opéra (236-01-36), 21 h : D. Pitaru, P. Anthier, D. Lemerle, E. Derrien.
Rouge-Franco (106-18-30), 20 h 30 : D. Cobbi, F. Cohen ; grand auditorium, 20 h 30 : M. Solal, J. Lewis.
Slow Club (233-84-30), 21 h 30 : C. Luter.
Vieille Herbe (321-33-01), 20 h : P. Denia.

En région parisienne

Asnières-Villiers, Théâtre de la Commune (833-16-16), 20 h 30 : Sun.
Boulogne, T.B.B. (603-60-44), 20 h 30 : Théâtre Raquin.
Clichy-AJC (270-03-18), 20 h 30 : Le Bel Indifférent ; la Paix chez soi ; le Fantôme de Marseille.
Massy, Centre P. Baillet (920-57-04), 21 h : le Four scier.
Nanterre, Théâtre des Amateurs (721-18-81), 21 h : la Chambre d'écho.
Sartrouville, Théâtre (914-32-68), 21 h : Le Violent, CAL (976-23-75), 21 h Boris Supravina.
Vincennes, Théâtre D. Sorano (374-73-74), 21 h : Sept pièces de Courteline.

Cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
 (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
 15 h : le Grand Avocat, de W. Wyler ; 19 h : Hommage à George Cukor : David Copperfield ; 21 h 30 : Retrospective S. Imamura : Coclone et coccinos.

REAUROURG (278-35-57)

La cinémathèque française projette dans la petite salle du Musée du cinéma, au palais de Chaillot, jusqu'à la fin de la grève du personnel de nettoyage, les films suivants :
 15 h : le Voyage au Congo, de M. Allégret ; 17 h : Dix ans du forum de Berlin : Des journées entières dans les arbres, de M. Duras ; 19 h : Ophélie, de C. Chabrol.

Les exclusivités

ALLEMAGNE MERE BLAFARDE (All., v.o.), Mami, 2 (278-47-86).
ALL STARS FESTIVAL (A.), Vidéo-stone, 6 (325-60-34).
AMERICAN POP (A., v.o.), Impérial, 2 (325-70-17) ; Ambassade, 8 (354-07-76) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Parassiens, 14 (329-83-11).
L'AMOUR DES FEMMES (Suis.), Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18) ; Olympia-Balzac, 8 (561-10-60) ; 14-Juillet-Bastille, 11 (357-90-41).
ARTHUR (A., v.o.), U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; Magic-Convention, 15 (828-20-44) ; V.F., Caméo, 9 (246-66-44) ; Biennu Montparnasse, 15 (544-25-02).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE FÉRIÈRE (A., v.o.), Saint-Michel, 6 (326-70-17) ; Ambassade, 6 (359-19-08) ; George-V, 8 (562-41-46) ; V.F., Parassiens, 14 (742-56-31) ; Parassiens, 14 (329-83-11) ; Parassiens, 14 (329-83-11).
BLUE SUÈDE SHOES (Ang., v.o.), Forum, 11 (297-53-74) ; Élysée-Lincoln, 6 (359-36-14) ; Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41) ; Parassiens, 14 (329-83-11).
CARMEN JONES (A., v.o.), George-V, 8 (562-41-46).
LA CHEVRE (Fr.), Gaumont les Halles, 1 (297-49-70) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Hautesenille, 6 (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6 (544-14-27) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-35-43) ; Athènes, 12 (343-00-63) ; Favette, 13 (331-56-86) ; Biennu Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (828-20-44) ; Marat, 16 (651-09-75) ; Parassiens, 14 (742-56-31) ; Gaumont Gambetta, 20 (736-10-96).
CONDORMAN (A., v.o.), Napoléon, 17 (380-41-46).
CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (It., v.o.), Forum, 1 (297-53-74) ; Cité Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Studio

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées)
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jedi 21 janvier 1982

La danse

American Center (321-42-20), 21 h : M. Morin.
CISP (343-19-01), 20 h 45 : Création Danse.
Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30 : L'Ensemble de Pékin.
Théâtre 18 (226-47-47), 20 h : Lolita.

Les comédies musicales

Foré Saint-Martin (607-37-53), 20 h 30 : Violettes impériales.

Les cafés-théâtres

Am Béc (296-29-35), 20 h 15 : Tolu Bant ; 21 h 30 : le Président ; 22 h 45 : Des bigoudis à l'intérieur de la tête.
Boues Montparnasse (897-15-04), 20 h 15 : Arrah - MC 2 ; 21 h 30 : Les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'océan ; 23 h 15 : Jeanne Ribochon arrive ; 21 h 30 : Qui a tué Benny Grande ?
Café d'Edgar (322-11-02), 1. 20 h 30 : Téma, voilà deux bouillottes ; 21 h 45 : Mangousses d'homme ; 23 h 15 : Demain, j'arrive le soir ; 21 h 45 : C'est ça que ça change.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h 15 : Qu'est-ce qu'il y a dedans ? ; 22 h 15 : Le Chœur d'été.
Comédiens (277-41-40), 22 h 30 : Sur les traces de D. Reinhardt.
Champs-Élysées (272-01-73), 20 h 30 : le Petit Prince.
Le Petit Casino (278-36-50), 1. 21 h : Douby, be good ; 22 h 15 : T'es pas une vraie bannane ?
Point Virgule (378-67-03), 20 h 15 : Ca sales ; 21 h 30 : Du roman sur les bords ; 22 h 30 : les Chocottes.
La Soignée (278-27-54), 18 h 30 : le Mur vert ; 21 h 30 : C. Régulier.
Splendid Saint-Martin (208-21-93), 20 h 30 : Papy fait de la résistance.
Le Théâtre (887-33-83), 19 h : C. Epil ; 20 h 30 : 14-Juillet ; 21 h 30 : 14-Juillet ; 22 h 30 : 14-Juillet ; 23 h 30 : 14-Juillet ; 24 h 30 : 14-Juillet ; 25 h 30 : 14-Juillet ; 26 h 30 : 14-Juillet ; 27 h 30 : 14-Juillet ; 28 h 30 : 14-Juillet ; 29 h 30 : 14-Juillet ; 30 h 30 : 14-Juillet ; 31 h 30 : 14-Juillet ; 32 h 30 : 14-Juillet ; 33 h 30 : 14-Juillet ; 34 h 30 : 14-Juillet ; 35 h 30 : 14-Juillet ; 36 h 30 : 14-Juillet ; 37 h 30 : 14-Juillet ; 38 h 30 : 14-Juillet ; 39 h 30 : 14-Juillet ; 40 h 30 : 14-Juillet ; 41 h 30 : 14-Juillet ; 42 h 30 : 14-Juillet ; 43 h 30 : 14-Juillet ; 44 h 30 : 14-Juillet ; 45 h 30 : 14-Juillet ; 46 h 30 : 14-Juillet ; 47 h 30 : 14-Juillet ; 48 h 30 : 14-Juillet ; 49 h 30 : 14-Juillet ; 50 h 30 : 14-Juillet ; 51 h 30 : 14-Juillet ; 52 h 30 : 14-Juillet ; 53 h 30 : 14-Juillet ; 54 h 30 : 14-Juillet ; 55 h 30 : 14-Juillet ; 56 h 30 : 14-Juillet ; 57 h 30 : 14-Juillet ; 58 h 30 : 14-Juillet ; 59 h 30 : 14-Juillet ; 60 h 30 : 14-Juillet ; 61 h 30 : 14-Juillet ; 62 h 30 : 14-Juillet ; 63 h 30 : 14-Juillet ; 64 h 30 : 14-Juillet ; 65 h 30 : 14-Juillet ; 66 h 30 : 14-Juillet ; 67 h 30 : 14-Juillet ; 68 h 30 : 14-Juillet ; 69 h 30 : 14-Juillet ; 70 h 30 : 14-Juillet ; 71 h 30 : 14-Juillet ; 72 h 30 : 14-Juillet ; 73 h 30 : 14-Juillet ; 74 h 30 : 14-Juillet ; 75 h 30 : 14-Juillet ; 76 h 30 : 14-Juillet ; 77 h 30 : 14-Juillet ; 78 h 30 : 14-Juillet ; 79 h 30 : 14-Juillet ; 80 h 30 : 14-Juillet ; 81 h 30 : 14-Juillet ; 82 h 30 : 14-Juillet ; 83 h 30 : 14-Juillet ; 84 h 30 : 14-Juillet ; 85 h 30 : 14-Juillet ; 86 h 30 : 14-Juillet ; 87 h 30 : 14-Juillet ; 88 h 30 : 14-Juillet ; 89 h 30 : 14-Juillet ; 90 h 30 : 14-Juillet ; 91 h 30 : 14-Juillet ; 92 h 30 : 14-Juillet ; 93 h 30 : 14-Juillet ; 94 h 30 : 14-Juillet ; 95 h 30 : 14-Juillet ; 96 h 30 : 14-Juillet ; 97 h 30 : 14-Juillet ; 98 h 30 : 14-Juillet ; 99 h 30 : 14-Juillet ; 100 h 30 : 14-Juillet ; 101 h 30 : 14-Juillet ; 102 h 30 : 14-Juillet ; 103 h 30 : 14-Juillet ; 104 h 30 : 14-Juillet ; 105 h 30 : 14-Juillet ; 106 h 30 : 14-Juillet ; 107 h 30 : 14-Juillet ; 108 h 30 : 14-Juillet ; 109 h 30 : 14-Juillet ; 110 h 30 : 14-Juillet ; 111 h 30 : 14-Juillet ; 112 h 30 : 14-Juillet ; 113 h 30 : 14-Juillet ; 114 h 30 : 14-Juillet ; 115 h 30 : 14-Juillet ; 116 h 30 : 14-Juillet ; 117 h 30 : 14-Juillet ; 118 h 30 : 14-Juillet ; 119 h 30 : 14-Juillet ; 120 h 30 : 14-Juillet ; 121 h 30 : 14-Juillet ; 122 h 30 : 14-Juillet ; 123 h 30 : 14-Juillet ; 124 h 30 : 14-Juillet ; 125 h 30 : 14-Juillet ; 126 h 30 : 14-Juillet ; 127 h 30 : 14-Juillet ; 128 h 30 : 14-Juillet ; 129 h 30 : 14-Juillet ; 130 h 30 : 14-Juillet ; 131 h 30 : 14-Juillet ; 132 h 30 : 14-Juillet ; 133 h 30 : 14-Juillet ; 134 h 30 : 14-Juillet ; 135 h 30 : 14-Juillet ; 136 h 30 : 14-Juillet ; 137 h 30 : 14-Juillet ; 138 h 30 : 14-Juillet ; 139 h 30 : 14-Juillet ; 140 h 30 : 14-Juillet ; 141 h 30 : 14-Juillet ; 142 h 30 : 14-Juillet ; 143 h 30 : 14-Juillet ; 144 h 30 : 14-Juillet ; 145 h 30 : 14-Juillet ; 146 h 30 : 14-Juillet ; 147 h 30 : 14-Juillet ; 148 h 30 : 14-Juillet ; 149 h 30 : 14-Juillet ; 150 h 30 : 14-Juillet ; 151 h 30 : 14-Juillet ; 152 h 30 : 14-Juillet ; 153 h 30 : 14-Juillet ; 154 h 30 : 14-Juillet ; 155 h 30 : 14-Juillet ; 156 h 30 : 14-Juillet ; 157 h 30 : 14-Juillet ; 158 h 30 : 14-Juillet ; 159 h 30 : 14-Juillet ; 160 h 30 : 14-Juillet ; 161 h 30 : 14-Juillet ; 162 h 30 : 14-Juillet ; 163 h 30 : 14-Juillet ; 164 h 30 : 14-Juillet ; 165 h 30 : 14-Juillet ; 166 h 30 : 14-Juillet ; 167 h 30 : 14-Juillet ; 168 h 30 : 14-Juillet ; 169 h 30 : 14-Juillet ; 170 h 30 : 14-Juillet ; 171 h 30 : 14-Juillet ; 172 h 30 : 14-Juillet ; 173 h 30 : 14-Juillet ; 174 h 30 : 14-Juillet ; 175 h 30 : 14-Juillet ; 176 h 30 : 14-Juillet ; 177 h 30 : 14-Juillet ; 178 h 30 : 14-Juillet ; 179 h 30 : 14-Juillet ; 180 h 30 : 14-Juillet ; 181 h 30 : 14-Juillet ; 182 h 30 : 14-Juillet ; 183 h 30 : 14-Juillet ; 184 h 30 : 14-Juillet ; 185 h 30 : 14-Juillet ; 186 h 30 : 14-Juillet ; 187 h 30 : 14-Juillet ; 188 h 30 : 14-Juillet ; 189 h 30 : 14-Juillet ; 190 h 30 : 14-Juillet ; 191 h 30 : 14-Juillet ; 192 h 30 : 14-Juillet ; 193 h 30 : 14-Juillet ; 194 h 30 : 14-Juillet ; 195 h 30 : 14-Juillet ; 196 h 30 : 14-Juillet ; 197 h 30 : 14-Juillet ; 198 h 30 : 14-Juillet ; 199 h 30 : 14-Juillet ; 200 h 30 : 14-Juillet ; 201 h 30 : 14-Juillet ; 202 h 30 : 14-Juillet ; 203 h 30 : 14-Juillet ; 204 h 30 : 14-Juillet ; 205 h 30 : 14-Juillet ; 206 h 30 : 14-Juillet ; 207 h 30 : 14-Juillet ; 208 h 30 : 14-Juillet ; 209 h 30 : 14-Juillet ; 210 h 30 : 14-Juillet ; 211 h 30 : 14-Juillet ; 212 h 30 : 14-Juillet ; 213 h 30 : 14-Juillet ; 214 h 30 : 14-Juillet ; 215 h 30 : 14-Juillet ; 216 h 30 : 14-Juillet ; 217 h 30 : 14-Juillet ; 218 h 30 : 14-Juillet ; 219 h 30 : 14-Juillet ; 220 h 30 : 14-Juillet ; 221 h 30 : 14-Juillet ; 222 h 30 : 14-Juillet ; 223 h 30 : 14-Juillet ; 224 h 30 : 14-Juillet ; 225 h 30 : 14-Juillet ; 226 h 30 : 14-Juillet ; 227 h 30 : 14-Juillet ; 228 h 30 : 14-Juillet ; 229 h 30 : 14-Juillet ; 230 h 30 : 14-Juillet ; 231 h 30 : 14-Juillet ; 232 h 30 : 14-Juillet ; 233 h 30 : 14-Juillet ; 234 h 30 : 14-Juillet ; 235 h 30 : 14-Juillet ; 236 h 30 : 14-Juillet ; 237 h 30 : 14-Juillet ; 238 h 30 : 14-Juillet ; 239 h 30 : 14-Juillet ; 240 h 30 : 14-Juillet ; 241 h 30 : 14-Juillet ; 242 h 30 : 14-Juillet ; 243 h 30 : 14-Juillet ; 244 h 30 : 14-Juillet ; 245 h 30 : 14-Juillet ; 246 h 30 : 14-Juillet ; 247 h 30 : 14-Juillet ; 248 h 30 : 14-Juillet ; 249 h 30 : 14-Juillet ; 250 h 30 : 14-Juillet ; 251 h 30 : 14-Juillet ; 252 h 30 : 14-Juillet ; 253 h 30 : 14-Juillet ; 254 h 30 : 14-Juillet ; 255 h 30 : 14-Juillet ; 256 h 30 : 14-Juillet ; 257 h 30 : 14-Juillet ; 258 h 30 : 14-Juillet ; 259 h 30 : 14-Juillet ; 260 h 30 : 14-Juillet ; 261 h 30 : 14-Juillet ; 262 h 30 : 14-Juillet ; 263 h 30 : 14-Juillet ; 264 h 30 : 14-Juillet ; 265 h 30 : 14-Juillet ; 266 h 30 : 14-Juillet ; 267 h 30 : 14-Juillet ; 268 h 30 : 14-Juillet ; 269 h 30 : 14-Juillet ; 270 h 30 : 14-Juillet ; 271 h 30 : 14-Juillet ; 272 h 30 : 14-Juillet ; 273 h 30 : 14-Juillet ; 274 h 30 : 14-Juillet ; 275 h 30 : 14-Juillet ; 276 h 30 : 14-Juillet ; 277 h 30 : 14-Juillet ; 278 h 30 : 14-Juillet ; 279 h 30 : 14-Juillet ; 280 h 30 : 14-Juillet ; 281 h 30 : 14-Juillet ; 282 h 30 : 14-Juillet ; 283 h 30 : 14-Juillet ; 284 h 30 : 14-Juillet ; 285 h 30 : 14-Juillet ; 286 h 30 : 14-Juillet ; 287 h 30 : 14-Juillet ; 288 h 30 : 14-Juillet ; 289 h 30 : 14-Juillet ; 290 h 30 : 14-Juillet ; 291 h 30 : 14-Juillet ; 292 h 30 : 14-Juillet ; 293 h 30 : 14-Juillet ; 294 h 30 : 14-Juillet ; 295 h 30 : 14-Juillet ; 296 h 30 : 14-Juillet ; 297 h 30 : 14-Juillet ; 298 h 30 : 14-Juillet ; 299 h 30 : 14-Juillet ; 300 h 30 : 14-Juillet ; 301 h 30 : 14-Juillet ; 302 h 30 : 14-Juillet ; 303 h 30 : 14-Juillet ; 304 h 30 : 14-Juillet ; 305 h 30 : 14-Juillet ; 306 h 30 : 14-Juillet ; 307 h 30 : 14-Juillet ; 308 h 30 : 14-Juillet ; 309 h 30 : 14-Juillet ; 310 h 30 : 14-Juillet ; 311 h 30 : 14-Juillet ; 312 h 30 : 14-Juillet ; 313 h 30 : 14-Juillet ; 314 h 30 : 14-Juillet ; 315 h 30 : 14-Juillet ; 316 h 30 : 14-Juillet ; 317 h 30 : 14-Juillet ; 318 h 30 : 14

RADIO-TÉLÉVISION

Les décrets d'application de la loi sur les radios privées sont publiés

Les radios libres sont désormais légales et prennent le nom de « radios locales privées ». Le Journal officiel du 21 janvier 1982 les fait entrer dans le cadre juridique français en publiant, le même jour, le décret d'application de la loi du 9 novembre 1981 portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion, le décret de nomination des membres de la commission chargée d'instruire les demandes de dérogation (plus communément appelée « Commission de répartition des fréquences ») et le cahier des charges généraux. Un cahier des charges particuliers incombant à chaque radio sera annexé aux arrêtés de dérogation, et prendra ainsi en considération les situations démographiques et géographiques particulières aux différentes régions.

Les principales dispositions du décret

Article premier. — Les dérogations au monopole d'Etat de la radiodiffusion (...) sont accordées pour une durée de trois ans au plus, renouvelable (...) par le ministre chargé de la communication et le ministre chargé de la tutelle de l'établissement public et de diffusion (...).

Art. 2. — La demande de dérogation est présentée au nom du conseil d'administration par le président de l'association.

La demande précise les noms des personnes désignées comme responsables de l'activité de radiodiffusion et, le cas échéant, comme mandataires de l'association.

Art. 3. — Le dossier produit à l'appui de la demande doit comprendre :

1° Un budget prévisionnel d'exploitation et un budget prévisionnel d'investissement (...) accompagnés de tous les documents justifiant de l'origine et du montant des ressources.

2° Les renseignements concernant l'objet principal des émissions et les dispositions générales présidant à la composition du programme propre à la station ;

3° Les renseignements relatifs au lieu d'implantation et aux caractéristiques techniques de l'installation, notamment en ce qui concerne l'émission et l'antenne.

Art. 4. — Les demandes de dérogation (...) sont adressées (...) au ministre chargé de la communication.

Ce dernier saisit la commission (de « répartition des fréquences ») dans un délai d'un mois (...).

L'article 5 précise la composition de la commission chargée d'accorder les dérogations, dont la validité des réunions est ensuite définie par l'article 6.

Art. 7. — Il est statué sur la demande de dérogation dans les six mois qui suivent la réception du dossier complet par le ministre chargé de la communication. Au terme de ce délai, la demande est réputée rejetée s'il n'y a pas été explicitement statué (1).

Art. 8. — Un cahier des charges généraux est établi par décret. Un cahier des charges particuliers est annexé à l'arrêté de dérogation. Il est dressé ainsi que la liste des personnes mentionnées à l'article 2 de l'article 2 ci-dessus à la préfecture du département où l'émission est implantée.

Art. 9. — La valeur (maximale

Ces décrets étaient attendus impatiemment par l'ensemble des radios libres, même si celles-ci peuvent, pour la plupart, émettre librement depuis l'automne dernier, et si les textes publiés n'apportent que bien peu d'éléments nouveaux (le Monde du 24 décembre). Outre les 500 watts (au-dessus desquels la diffusion des émissions doit être assurée par T.D.F.), on trouve surtout une confirmation, sinon un renforcement, des orientations définies par la loi, notamment en ce qui concerne l'interdiction de la publicité et les sanctions frappant les infractions en ce domaine.

M. Georges Fillard, ministre de la communication, devait installer, le jeudi 21 janvier à 16 heures, la commission qui doit immédiatement se mettre au travail et commencer d'examiner les très nombreux dossiers de demande de dérogation qui arrivent chaque jour au ministère.

tées (et après mise en demeure de s'y conformer dans les huit jours, la dérogation peut être révoquée).

Art. 12. — Toute personne qui aura directement ou indirectement financé, élaboré, diffusé ou fait diffuser par une station autorisée un message publicitaire, en violation des dispositions de l'article 3-6 ajouté à la loi du 3 juillet 1972 susvisée par la loi n° 81-994 du 9 novembre 1981, sera punie des peines prévues pour les contrevenances de la cinquième classe.

En cas de récidive, les peines encourues seront portées au double (2).

Le cahier des charges généraux

Le cahier des charges généraux définit d'abord les obligations des radios relatives à la mise en service. Il est précisé (article premier) que les procédures préalables à cette mise en service et à l'exploitation des stations, nécessitées par les accords internationaux, sont effectuées par T.D.F. La diffusion doit ensuite intervenir dans les deux mois qui suivent la date d'effet de la dérogation (art. 2). Enfin, T.D.F. doit être prévenue de la mise en service de l'émission quinze jours au moins auparavant.

Les obligations relatives au programme sont très légères : annonce « autant que possible tous les quarts d'heure » du nom de la station et de sa fréquence d'émission (art. 4) ; la « diffusion répétitive de programmes enregistrés » et la « retransmission simultanée en direct de programmes d'une autre station » sont interdites (art. 5) ; 80 % du programme doit être « propre » à la station, et les programmes doivent avoir une durée d'au moins vingt-quatre heures (art. 6).

Les obligations techniques : « L'installation d'émission doit être conforme aux normes générales définies comme suit par le comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.) :

La stabilité en fréquence doit être meilleure que + 2 kilohertz ;

Les niveaux de puissance maximaux tolérés des rayonnements sont, mesurés à la sortie de l'émission, sont :

Pour les émetteurs d'une puissance nominale supérieure à 25 watts, 60 décibels au-dessus de la puissance de l'émission et sans dépasser 1 milliwatt ;

Pour les émetteurs d'une puissance nominale inférieure ou égale à 25 watts, 40 décibels au-dessus de la puissance de l'émission et sans dépasser 25 microwatts.

L'excursion maximale de fréquence est fixée à + 75 kilohertz. La caractéristique de prédistorsion doit être identique à la courbe admittance-fréquence d'un circuit résonnant en parallèle ayant une constante de temps de 30 microsecondes. (art. 7.)

L'article 8 précise le contenu de la convention passée par une station avec T.D.F. lorsque celle-ci est chargée de la diffusion. Les articles 9 et 10 définissent les conditions du contrôle des stations. Enfin, l'article 11 fait obligation aux radios de faire parvenir dans les quatre mois suivant la clôture de chaque exercice annuel, leurs documents comptables à la commission.

Les membres de la commission

M. André Holleaux, conseiller d'Etat, président ; M. Philippe Bisara, maître des requêtes au Conseil d'Etat (suppléant).

En tant que représentants de l'Assemblée nationale :

M. Bernard Schreiner (P.S., Yvelines) ; M. Georges Hage (P.C., Nord).

En tant que représentants du Sénat :

M. Charles Pasqua (R.P.R.) et M. Edouard Bonnefou (C.D.S.) (suppléant) ; M. Jean-Marie Rausch (C.D.S.) et M. Michel Mironet (U.R.E.I.) (suppléant).

En tant que représentants de la presse écrite nationale et régionale :

M. Jean-Pierre Coudurier et M. Jean-Claude Gatteau (suppléant) ; M. Claude Durieux (suppléant).

M. Philippe Dominique (suppléant) ; M. Roger Bouzinau (suppléant) ; M. Dominique Pretet (suppléant).

En tant que représentants des demandeurs et titulaires de dérogation :

M. Henri de Bodinat (A.L.O.) et M. Paul Sigonneau (A.L.O.) (suppléant) ; M. Yves Ducarroz (F.N.R.L.) et M. Sylvain Ricci (F.N.R.L.) (suppléant) ; M. Daniel Populus (F.N.R.T.L.) et M. Patrick Faure (suppléant) ; M. Jean-Louis Bessis (avocat) et M. Sylvain Anichini (suppléant) ; M. Philippe Carlier (coordination régionale du Nord des radios libres) et M. Francis Fourcade (Fédération des radios occitanes) (suppléant).

Au titre du représentant du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation :

M. Pierre Briand et M. Michel Castaigne (suppléant).

Au titre du représentant du ministère chargé de la communication :

M. Pierre Girard et M. Jean-Louis Roussin (suppléant).

Au titre du représentant du ministre chargé des P.T.T. :

M. Henri Berthod et M. Claude Delaize (suppléant).

Au titre du représentant de la société nationale de radiodiffusion :

Mme Corinne Fabre et M. Albert Aycard (suppléant).

Au titre des représentants d'associations culturelles et d'éducation populaire :

M. Jean-Louis Rollet (Ligue française de l'éducation et de l'éducation permanente) et M. Marcel Dauvergne (Instituteur) (suppléant) ; M. Jean-Pierre Grandazzi (Fédération Léo-Lagrange) et Mme Denise Karminski (Fédération Léo-Lagrange) (suppléante) ; M. Claude Paquin (Fédération française de la Maison des jeunes et de la culture) et M. Philippe Bordier (F.F.M.J.C.) (suppléant).

Un perfectionniste

Dire que vingt ans après se pensait dans la cour de la prison de Jérusalem, c'est à peine si on se rappelle à qui ressemblait Adolph Eichmann, un virtuose pourtant, un génie — non, le mot n'est pas trop fort — du crime organisé, méthodique, du génocide mis en fiches, en courbes, en organigrammes, celui qui déclarait encore en 1957 : « Cinq mille morts, c'est une catastrophe, cinq millions, c'est une statistique. »

Dès qu'on a revu mercredi soir sur A 2, au fil des actualités de l'époque, ce visage bête barré de lunettes, profondément ridé, ce sourire entre parenthèses, ce front déformé de vieillesse déprimée, perché dans une cage de verre, une espèce de bloc transluide, on s'est immédiatement reconnu, bien sûr, tout nous est revenu dans une grande bouffée d'honneur paralysant et pétrifié. C'était donc ce l'ange exterminateur, le monstre sanguinaire, ce personnage fol, ce petit fonctionnaire ? Il avait l'air, nous disait Alain Decaux — formidable émission, bravo ! — il faisait penser à un comptable effrayé de demander une augmentation. Et notre ami Jean-Marc Théoloyre, qui assistait au procès, me le confirmait : dès qu'un chiffre sur-

passait dans la fange nauséabonde, sanglante, bourbeuse des dépositions — si l'on évoquait par exemple des pyramides de deux mille cadavres voués au feu, — il fourrageait dans ses papiers, il compulsait ses notes, il recitait dans ses comptes, je trouve deux mille deux cents corps par tas. Hallucinant !

On nous a raconté la façon dont il a été retrouvé en Argentine, grâce à un renseignement, ça on l'ignorait, fourni par le ministre-président de Hesse en Allemagne fédérale. C'est lui qui a prévenu les services secrets israéliens : Eichmann habitait 4261 rue Chacabuco, à Buenos-Aires, avec sa femme et ses enfants. Isser Harel, leur chef à l'époque, nous a raconté cette longue traque. Elle a d'ailleurs failli être abandonnée : l'adresse indiquée était si minable, la grosse dame blonde entrevue dans la cour paraissait si misérable, si négligée, que l'agent, croyant à une fausse piste, avait fait demi-tour !

Cet enlèvement, il a fini par avoir lieu, on y a pratiquement assisté, on est allé sur place, on a tout vu, tout compris, c'était passionnant. Et, à y bien réfléchir, d'une déconcertante facilité. Ce

qui m'a frappé, c'est ce hurlement de bête sauvage poussé par Eichmann, alias Klement, Ricardo Klement, quand le commando israélien lui a sauté dessus dans le chemin de terre mal délimité qui menait à la bloquer où il s'était réfugié. Et puis plus rien. Soumission totale, disciplinée, d'un SS habitué, empressé, à obéir aux ordres de ses supérieurs hiérarchiques. C'est là-dessus d'ailleurs qu'il avait son système de défense. Peu de jours avant son exécution — on a rétabli pour lui, pour lui seul, la peine de mort en Israël, — il le répétait encore à des journalistes français venus le voir dans sa cellule : je ne suis qu'un exécutant.

Que de modestie, une vraie blouette, pour quelqu'un qui a inventé et mis sur pied avec les succès que l'on sait la « solution finale ». Sur ce plan, il n'était pas content de lui, notez, pas du tout. Il avait évalué à dix millions trois cent mille le nombre de juifs à exterminer et il en avait laissé échapper près de la moitié, les plus roublards, les plus coûteux, un vrai désastre, il avait mal fait son boulot. Un perfectionniste, je vous le dis...

CLAUDE SARRAUTE.

Jeudi 21 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 35 Téléfilm : La tendresse. De S. Quayenne. Avec M. Robinson, J. Parent, P. Andrieu, M. Michel. La belle rencontre d'une vieille dame de la haute bourgeoisie et d'une étudiante d'origine juive. Elles vivront ensemble, s'aimeront, traverseront les épreuves de la vie, la vie rejettant le visage de la plus âgée et ridant le visage de la plus jeune.

22 h 20 Document : Au-delà de l'histoire. L'homme après le froid, une émission de la télévision suisse. Les glaciers du Rhône II : à la recherche d'un monde sans.

23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Magazine : Affaire vous concernant. De J. Seguy et Y. Bousquet.

Le conseil des délinquants. Réal. : C. Gaignaire. L'équipe d'automne 2 a suivi, pendant deux jours, trente-cinq délinquants de quatorze à dix-huit ans à travers les Etats-Unis.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Emission d'A. de Caunes, réal. : D. Kent.

Vendredi 22 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.

13 h 30 Les visiteurs du jour.

13 h 30 Journal.

13 h 35 Emissions régionales.

14 h 05 Emissions pédagogiques.

Les difficultés linguistiques des enfants de travailleurs immigrés.

14 h 15 C'est à vous.

14 h 25 Un, rue Séisme.

14 h 45 Quotidiennement votre.

15 h 05 Les paris de TF 1.

15 h 05 A la une.

15 h 20 Emissions régionales.

15 h 45 Vous pouvez compter sur nous.

20 h 35 Au théâtre ce soir : La Double inconstance. De Marivaux, mise en scène J.-L. Boutté, réal. J.-R. Cadot. Avec J.-P. Roudot, P. Kéral, F. Seigner, D. Constant.

23 h 50 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h 05 Passez donc me voir.

12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.

12 h 45 Journal.

13 h 05 Emissions régionales.

13 h 45 Série : Les amours des années grises.

14 h Aujourd'hui la vie.

14 h 15 Série : La famille Adams. John Adams en désaccord avec Thomas Jefferson. La guerre éclate en Europe.

16 h 05 Magazine : Un temps pour tout. Une émission de M. Cam et A. Valentini.

Les touristes et propriétaires.

16 h 50 Série documentaire : Les chemins de la vie. Les enfants du kibboutz.

Quelques résultats économiques, politiques et éducatifs des kibboutzim en Israël trente ans après leur fondation ?

17 h 50 Récré A2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 10 D'accord... pas d'accord (I.R.C.).

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Les gens d'ici.

20 h Journal.

20 h 35 Série : Les nouvelles brigades du Tigre. Made in U.S.A. réal. V. Vica.

21 h 35 Apostrophes.

E. Azor (Panama Al Brown), A. Boquet (L'Enfant que tu étais), J. Roth (Yvel), J. Sampron (L'Algérie), H. Tropea (Le Pain de l'étranger).

22 h 55 Journal.

23 h 05 Ciné-club (cycle Wim Wenders) : Faux Mouvement. Film allemand de Wim Wenders (1974-1975), avec R. Vogler, H. Schygulla, M. Hoppe, P. Kera, H.-C. Blech, I. Dancy, N. Nalazny (v.a. sous-titré).

Un jeune homme qui veut devenir romancier entreprend un voyage à travers l'Allemagne (de l'Ouest). En cours de route, divers personnages se joignent à lui. Le roman de Goethe, Les années d'apprentissage de Wilhelm Meister, transposé, de nos jours, par Peter Handke. Sous la forme d'un récit poétique, Wim Wenders a réalisé, d'une façon rigoureuse, un film d'urgence — traitant la crise d'identité, l'équilibre instable de la nouvelle génération allemande, en République fédérale.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

18 h 30 Pour les jeunes.

Les Wobblers : Vive le volley ; Des livres pour nous ; Souris, rats et rats.

18 h 55 Tribune libre.

La Fédération de l'éducation nationale (FEN).

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31.

Croc la magie.

20 h 30 Le nouveau vendredi : Kidnapping légal, les enfants déchirés.

Une émission de R. Pieri. Reportage : J.-M. Perle. Plus d'un million d'enfants sont enlevés, chaque année, par l'un de leurs parents divorcés, le motif étant alors vers les pays du Maghreb, où la police est impuissante pour les retrouver. Le recours aux détectives privés est souvent nécessaire. Un excellent reportage.

21 h 30 Divertissement : Bishore ! Billeghagné ! ou le cinquième mousquetaire. Une émission de R. Trépo et P. Neri.

Un divertissement : une version musicale « écrite » par le cinquième mousquetaire à partir des versions de Paul Féval, Roger Nivier et Alexandre Dumas.

22 h 20 Journal.

22 h 45 Magazine : Thalassa.

En direct du Salon nautique à Paris.

FRANCE-CULTURE

9 h 7. Manifeste des arts de spectacle.

11 h 2. Rendez-vous avec le ballet : L'Europe d'aujourd'hui (Béart, Kylian, Pin Bousch).

12 h 5. Agnès : Laura del Vaso, avec C.-H. Roquet.

13 h 45. Poèmes, avec J. Poggi.

13 h 50. Musiques extra-européennes : La calédonne africaine.

14 h. Sans : A Saint-Lazare.

14 h 5. Un livre, des voix : « Et je pleure », de J. Prete.

14 h 47. Les locataires de l'histoire : Gilles de Gouberville.

15 h 50. Contact.

16 h. Poésies de la musique : La danse.

18 h 30. Follies : Le hasard sur le toit, d'après J. Giono.

19 h 25. Jazz à l'ancienne.

19 h 30. Les grandes avenues de la science moderne : L'atome nucléaire.

20 h. Rencontre avec les écrivains, par R. Rigoutard.

21 h 30. Black and Blue : Blog de Ray Charles.

22 h 30. Notes musicales : Riquas de turbulence.

FRANCE-MUSIQUE

9 h 2. Le matin des musiciens : Les symphonies non vocales de G. Mahler.

12 h. Epiphanies : Œuvres de Franck.

14 h 35. Jazz d'été : Œuvres de Legat, Salmenhara, Vivaldi et Arnold.

Prélude aux églises d'Orphée : Œuvre de Martin.

14 h 30. Les enfants d'Orphée.

OFFRES D'EMPLOI	tarif	tarif TTC
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAL	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	tarif	tarif TTC
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

TÉLÉINFORMATIQUE ET BASES DE DONNÉES

Le Groupe SUGOS - Département Conseil et Réalisations - accroît rapidement ses interventions sur de grands projets faisant appel aux techniques de la Téléinformatique et des bases de données. Il souhaite, dans ce cadre, renforcer ses équipes de conception et de mise en œuvre, et recrute plusieurs informaticiens pour des postes d'ingénieurs d'études et de Chefs de Projet. Une expérience minimum de 2 ans est nécessaire, ainsi que des connaissances pratiques d'un ou plusieurs des matériels logiciels ou méthodes suivants :

CHIB 64, Mini 6, IDS - TDS - DTF - TPS - SOCRATE - MERISE - PAC 700.

Les projets sur lesquels ils interviendront les mettront en contact avec un environnement de haut niveau technique. Ils leur permettront d'aborder des problèmes nouveaux et diversifiés et d'évoluer vers de larges responsabilités dans le Groupe SUGOS. Les postes sont basés en Région Parisienne.

Merci d'adresser une candidature accompagnée d'un CV détaillé à Marie-Josée DEVAY

SUGOS-DCR

26, rue des Pavillons - 92800 Puteaux.



emploi international
tel. département à Orléans

OMPI

(Genève, Suisse)
L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (une agence spécialisée des Nations Unies) annonce la vacance d'emploi suivante :

CHEF DE LA SECTION DU DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Attributions principales : travaux juridiques touchant aux conventions internationales et aux législations nationales concernant la propriété industrielle ; secrétariat ou représentation dans des réunions. Qualifications requises : diplôme universitaire et vaste expérience du droit et de l'administration de la propriété industrielle. Langues : français et anglais au minimum.

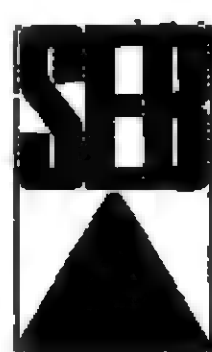
Conditions d'emploi : celles du régime des Nations Unies (niveau P. 5) ; salaire non soumis à l'impôt.

Pour détails et formulaire s'adresser par écrit (en se référant à n° 515) à la Section du Personnel de l'OMPI, 34, chemin des Colombettes, 1211 Genève 20, Suisse.

Le formulaire officiel de demande d'emploi devra parvenir à l'OMPI avant le 23 mars 1982.



emploi régional



recherche pour sa
DIRECTION MARKETING

CHEF DE PRODUITS

130/150.000

Nous souhaitons confier à un diplômé Grande Ecole de Commerce, ayant 3 à 4 ans d'expérience marketing des biens de grande consommation, UNE GAMME DE NOS PRODUITS.

RATTACHE AU DIRECTEUR MARKETING : ce poste a pour mission de recueillir, d'analyser les éléments marketing de la gamme de produits dont il a la charge afin d'en réaliser la synthèse pour :

- établir les prévisions de vente à 1 an et 3 ans,
- déterminer la stratégie marketing et publicitaire adaptée à chaque produit,
- mettre en œuvre cette stratégie en animant et coordonnant les actions des différents services concernés.

- Poste à pourvoir à 35 km de Dijon.

Adresser votre CV, manuscrit complet, avec photo et rémunération actuelle à S.A. SEB - Direction du Personnel - 21260 SELONGEY qui traitera confidentiellement votre candidature.

GROUPES INGENIERUS CONSEIL
recherche

REC-ESSEC-ESC

(ou équivalent)

Désireux d'obtenir vers l'extérieur d'une profession libérale dans les domaines du conseil aux entreprises.

Formation assurée par nos soins. Première implantation à Troyes.

Ad. C.V., photo, n° 18485, 1/2 enveloppe, JEAN REGNIER, PUBLICITE, 36, rue de l'Arrière, Paris-9, qui transmettra.

Village familial de VACANCES
Charente-Maritime
recherche

personnel dynamique et compétent. Exp. d'équipe nécessaire pour postes à pourvoir en avril 1982 :

- ECONOMISTE
- CHEF DE CUISINE
- ANIMATEUR RESPONSABLE
- SECRETAIRE COMPTABLE
- RESPONSABLE DE SALLE
- RESPONSABLE DE BAR

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à n° 7623, le Monde Pub., services Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

EUROMESSAGES
Agence de Publicité
appartenant au groupe PIERRE LICHOU
recherche un

JEUNE DIPLOME

ESC (ESCAE)

débutant ou 1 à 2 ans d'expérience qui occupera pendant 2 ans des fonctions commerciales opérationnelles avant d'évoluer vers un poste de Chef de Groupe et de directeur de clientèle. Rôles possibles pour un candidat motivé et ayant le goût du terrain. Veuillez adresser votre C.V., photo, lettre manuscrite à M. HUNZINGER, VALENS CONSEIL, BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02 qui effectuera cette sélection avec toute la discrétion requise.

chef de projet D'UNE IMPORTANTE APPLICATION TRANSACTIONNELLE DE GESTION

Ingénieur diplômé, 4 à 5 ans d'expérience en informatique de gestion Temps Réel, vous avez déjà encadré une petite équipe de réalisation. Vous êtes prêt maintenant à prendre en charge l'ensemble d'un projet depuis l'analyse fonctionnelle jusqu'à la mise en route. Connaissance souhaitée matériel CII HB DPS 7 sous TDS. Salaire motivant, enrichissement technique et évolution assurée pour candidat de valeur.

Adresser candidature manuscrite avec C.V. sous référence 8756 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Jeune export manager

CONSTRUCTEUR DE MATERIEL TP ET BATIMENT réalisant la plus grande partie de son C.A. à l'exportation, offre dans le cadre de son expansion, un poste d'Ingénieur Commercial disposant d'une expérience vente matériel TP ou produits industriels, pour participer ou développer d'une entreprise en s'intégrant dans une équipe commerciale.

Ce cadre de bon niveau, jeune, dynamique, aimant les voyages et parlant anglais sera l'assistant du Directeur Commercial et spécialement chargé des ventes à la Grande Exportation.

Lieu de travail : Paris.

Ecrire sous réf. EO 241 CM

4 rue Massenet 75016 Paris

erap

SOCIETE DE COMMUNICATION
recherche

multicartes

HAUT NIVEAU

Paris, Lille, Nancy, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Rennes.

Très motivés :

- Chefs d'Entreprise,
- Directeurs et Chefs de Personnel.

Travail facile.

Rémunération motivante.

Adressez curriculum vitae manuscrit et photo à J. BONNARD, 121, rue du Ronel, 75016 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSEILS JURIDIQUES
recherche pour son siège à LEVALLOIS

JURISTE

Formation universitaire niveau D.E.A. ou D.E.S.S. Droit privé.

Poste d'étude nécessitant goût recherche mais également sens applications concrètes.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à M. SACROT Les Hauts de Villiers - 2bis, rue de Villiers 92309 LEVALLOIS-PERRET

PUBLISCOPE CONSEIL
recherche

UNE CHEF DE PUBLICITE

Une expérience en Agence est nécessaire.

Ecrivez en résumé votre carrière sous référence 94 A1 à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui lui transmettra)

Le Centre d'Informations Financières recherche

FUTURS CADRES COMMERCIAUX

- dynamisme et enthousiasme,
- goût du contact, haut niveau,
- très bonne présentation,
- sens des responsabilités.
Pour R.V. 663-30-00 P. 210.

CE GULF AIR

Recherche pour son service

VENTE PASSAGE

UN INSPECTEUR DES VENTES

CONDITIONS :

- Nationalité française.
- Age 30 ans environ.
- Expérience Cae aérienne service passage niveau distribution et langues anglaise exigées.

Envoyer d'urgence C.V. en anglais avec photo, 8, boulevard de la République, 75001 PARIS.

EXCELL. STENO-DACTYLO pour rédaction journal de province, quartier Opéra. Bonne culture générale souhaitée. Fin mensuelle et jusqu'à 19 h 30. S. n° 7676 le Monde Pub. services ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INFITE COMPAGNIE D'ASSURANCES
recherche pour son service PRODUCTION INCENDIE-RISQUES DIVERS

RÉDACTEUR (TRICE)

niveau BAC.

Ad. C.V. manusc., ph. n° 21643, 41, rue de Valenciennes, 75014 Paris, qui transmettra.

ÉDITEUR MÉDICAL ET SCIENTIFIQUE PARIS (19)
recherche

RESPONSABLE D'ÉDITION

(Editing, proofreading, relations d'auteurs, relations techniques, etc.)

Formation académique médicale ou biologique souhaitée. Bonne connaissance de l'anglais. Env. C.V. man., photo et prét. sous n° 118067 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

RECHERCHE - URGENT ANIMATEURS (TRICES)
pr. sec. enf. et adoléc., ex. sol. exp. Enc. C.V., M.J.C. 14, r. des Ecoles, 92210 ST-CLLOUD.

Société Services recherche

INGÉNIEURS INFORMATIENS

- Exp. 1 à 2 ans ou débutant.

- Fortiori, calcul scientifique.

- Dispositifs très récemment B.I.O. 53, rue Fondary, Paris-19 - 877-55-98.

SOCIÉTÉ IMPORTATION (19)
recherche URGENT

COMPTABLE STOCKISTE

EXPÉRIMENTÉ (E) sur ordinateur IC.

Ad. C.V., photo, prétentions ACTUAL, 55, rue de la Tour, 75016 PARIS.

MEMBRES branche AUTO - MOTO - ROCKET
recherche

JEUNE SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Libre de suite.

Téléphone : 233-58-55.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE (200 personnes)
PARIS Gare de Lyon, recherche

Jeune INGÉNIEUR

Diplômé (ENSAM - ENSI)

Débutant ou 4 à 5 ans d'expérience.

Intéressé par l'ingénierie, l'étude et l'implantation d'usines chimiques et parachimiques.

En appui de l'ingénieur d'Affaires Responsable de contrats :

INGÉNIEUR débutant

Diplômé GRANDES ÉCOLES CENTRALE - MINES

POUR :

- participation à la gestion des contrats, coordination des équipes techniques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à n° 21.214 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMAC. DE RÉPUTATION MONDIALE
recherche pour sa DIVISION « DIAGNOSTICS »

2 TECHICO-COMMERCIAUX

1) Secteur Ouest France

2) Secteur Paris Ouest

Avoir une formation ST-BTS. Avoir des notions de biologie, et spécialité dans la vente de produits ou mat. de laboratoire, pour assurer la promotion technique auprès de ses clients.

Stage de formation assuré, véhicule fourni.

Adresser C.V. détaillé sur : Laboratoire, WELLCOME S.A., Direction du Personnel, 21, rue Nationale, 75001 PARIS CEDEX 13.

Agence Immobilière
recherche Négociateur H. ou F. sérieux et responsable, prêt à travailler. Tél. : 522-23-10.

CEESI

Organisation Interministérielle

ADJOINT (E) DIRECTEUR PROGRAMME

Service public et information téléphonique de l'administration. Les Parisiens.

Informations, Séminaires, conférences, documentaires, Anglais apprécié.

Adresser lettre manuscrite, C.V., Secrétaire Général C.R.A., 21, rue Nationale, 75001 Paris Cedex 12.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

J.F. 27 ans. - Maîtrise de psychologie industrielle. Stages + expérience en entreprise, recherche, conseil méthodologique, recrutement en cabinet et en société de services en informatique. Grande disponibilité.

RECHERCHE : situation dans toutes sociétés désirant renforcer son service du personnel ; recrutement, gestion des carrières, organisation, Paris, R.P. ou province. (Section BCO/JCB 153.)

J.H. 36 ans. - Etudes supérieures (maîtrise en lettres) et technologiques (filologie, relations publiques). Expérience journalistique. Anglais courant. Très bonne connaissance artistique et culturelle. Dynamique. Sens du contact.

RECHERCHE : poste analyse et revue de presse, chargé des relations internes et externes dans entreprise, administration, groupe d'édition. (Section BCO/JCB 154.)

CADRE COMMERCIAL - Homme de terrain et de contact. Expérimenté. 46 ans. Toujours « dans le coup », moral d'acier, offre à son employeur, son énergie, son commercial, son expérience approfondie ; atouts irremplaçables. (Section BCO/JV 155.)

J.F. 37 ans. - Formation supérieure universitaire + stages C.P.J. secrétaire de rédaction et maquette (Italie courant). 10 ans d'expérience professionnelle de secrétaire secteurs divers et 3 ans en tant que rédacteur presse secrétaire de rédaction dans un mensuel.

RECHERCHE : situation dans toutes sociétés (presse, édition...) désirant étoffer service ou créer département analyse de presse (Paris R.P.). (Section BCO/JCB 156.)

S'adresser à : **ANPE**

AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche 75438 PARIS CEDEX 09 Tél. : 280.61.46 poste 71.

VRAI ADJOINT POUR GRAND P.D.G.

38 ans, apportant :

- Une formation supérieure complète (droit, Sc. Pol.).
- Une expérience de directeur P.M.E. > 50 personnes.
- Une connaissance pluridisciplinaire, gestion des affaires, commercial, publicités, marketing, client, français et internationaux, marchés étrangers.
- Un esprit de synthèse, créateur et volontariste.
- Angl. > espagn. Connaissance allemand > italien.

Cherche : Situation d'adjoint à P.D.G. ou D.G. ou poste de directeur dans P.M.E. ou grande société française ou internationale. Ec. s/n° 6.223 le Monde Pub. services ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR FINANCIER
Paris/Banque Sud. Ec. s/n° 5.230 le Monde Pub. services ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Désirateur-Matériau, T.C.E. 35 ans, 10 ans d'expérience construction industrielle (matériau d'œuvre complète) cherche emploi Afrique francophone. Ec. à M. Jean-Michel SUTET, 2, rue Jean-Mermoz, 17840 VALX-SUR-MER.

H. 24 ans, Technicien solé, électromécanicien, ch. place région lyonnaise. Exp. matériel Bosch. SEL VELOC. Préf. tra + indus. Ec. M. Proust, Rue Grobon, 01700 MONTMIL.

J.F. 28 ans parfaitement bilingue licencié anglais, 4 ans U.S.A., secrétaire, exp. cherche poste secrétaire direct. ou équivalent à respons. Ec. sous le n° 10 31.260 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VILLEGIATURE
ST-CYPRIEN-PLACE (Roussillon). Grand choix d'appartements, location saisonnière. S'adr. : WATER-IMMOBILIER LES ONDINES à 86750 ST-CYPRIEN-PLACE Tél. (05) 50-79-22/21-02-75.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Cause double emploi, vende 84 FG rallongé, année 7/80, 46.000 km, état parfait, 14.500 TTC. Tél. 436-85-36. Crédit possible.

Vende véhicule dir., DATSUN CHERY, mod 82-6 CV, 5 vit., bleu métal, 9.400 km, très options, Prix neuf 41.780 F, vendu 36.500 F. Tél. 405-70-48.

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

UNE ANNÉE DIFFICILE POUR AIR FRANCE

- 380 millions de francs de déficit en 1981
- Arrêt des Concorde sur Rio et Caracas

Air France n'a pas échappé à la crise du transport aérien international en 1981, mais « la compagnie s'en tire au moins mal », estime son président, M. Pierre Giraudet, au cours de la conférence de presse tenue le 20 janvier. Le déficit de la compagnie aérienne nationale attendu pour 1981 est de 380 millions de francs, ce qui représente 2 % de son chiffre d'affaires. En 1980, la compagnie avait réalisé un bénéfice de 10 millions de francs. Elle a dégage une marge brute d'autofinancement de 650 millions de francs en 1981, mais l'augmentation de 21,5 % de ses recettes n'a pas suffi à couvrir la hausse de 23,5 % de ses coûts.

Selon M. Giraudet, le déficit de la compagnie s'explique par les déséquilibres survenus l'an dernier sur les marchés des changes et les marchés financiers, notamment par la forte hausse du dollar et l'augmentation des taxes d'atterrissage. En outre, la compagnie a subi les contre-coups des événements du Proche-Orient, de la progression des salaires et des prix en France, qui a été supérieure à celle des tarifs. Air France, enfin, a dû faire face sur de nombreux marchés aux surenchères de certaines compagnies offrant des tarifs sans rapport avec les coûts d'exploitation.

La compagnie a toutefois connu un fort taux de développement de son trafic l'an dernier : + 5,8 % pour le trafic passagers sur les vols subsoniques et + 5,1 % pour le trafic fret. Air France se situe ainsi au deuxième rang mondial pour le transport du fret, derrière la Japan Airlines. La progression de l'offre des sièges ayant été limitée (+ 1 %), le coefficient d'occupation des appareils a augmenté de trois points et a été de 64,6 %. Niveau très satisfaisant.

Sur le réseau européen, le déficit d'exploitation, qui avait atteint 100 millions de francs en 1980, a été réduit de moitié en 1981. Le coefficient d'occupation des vols a aug-

menté et les perspectives dans cette région sont maintenant plus favorables avec la mise en service à venir des douze Boeing 737 que la compagnie a été autorisée à acquérir. Sur l'Amérique du Nord, la compagnie a pu dégager un bénéfice de 35 millions de francs avec une amélioration du coefficient de l'occupation de ses appareils.

Pour 1982, Air France prévoit un programme de développement modéré (+ 3,4 % pour le transport des passagers et + 7,3 % pour le transport du fret). Enfin, dans le cadre d'un contrat d'entreprise en cours de négociation avec le gouvernement, la compagnie envisage d'embaucher quatre mille personnes en 1982 et en 1983 (trois mille deux cents au sol et huit cents navigants), ce qui, compte tenu des remplacements, correspond à deux mille six cents créations d'emplois.

Comme nous l'avons laissé entendre, à partir du 1^{er} avril Air France ne desservira plus Rio-de-Janeiro et Caracas en Concorde, mettant ainsi fin à l'exploitation fortement déficitaire du superphonique sur ces lignes. Selon M. Gilbert Pérol, directeur général de la compagnie, le déficit de l'exploitation de Concorde en 1981 s'est élevé à 170 millions de francs, dont 100 millions pour l'Amérique du Sud et 70 millions pour l'Amérique du Nord, auxquels s'ajoutent 195 millions de francs d'amortissements financiers. Pour la compagnie nationale, qui ne prend en charge que 10 % de ces déficits, l'exploitation de Concorde, l'an dernier, a représenté un débours de 16,5 millions de francs.

L'exploitation des Concorde d'Air France sera donc « recentrée » sur l'Atlantique nord avec onze vols par semaine sur New-York, deux vols prolongés sur Washington et deux autres sur Mexico. La réduction de l'utilisation de la flotte Concorde (sept appareils) de la compagnie sur les lignes d'Amérique du Nord amènera Air France à revoir avec l'Etat le compte d'exploitation de superphonique en 1982, a encore indiqué le directeur général, et, déjà, la compagnie a interrompu la formation de nouvelles équipes de Concorde.

FACE AUX PRÉTENTIONS DE LA S.N.C.F.

Les routiers rappellent leurs difficultés et leurs possibilités

Les organisations professionnelles des transporteurs routiers ont vivement réagi aux propos tenus par les dirigeants de la S.N.C.F. lors de ceux-ci ont présenté le bilan de la Société nationale pour 1981 (le Monde du 13 janvier).

La Fédération nationale des transporteurs routiers (F.N.T.R.) fait, notamment, les remarques suivantes :

« Du seul point de vue de la fiscalité, les transporteurs routiers n'ont cessé de voir leurs charges augmenter, ne serait-ce que du fait du poids exorbitant de la taxe professionnelle. En outre, s'il est vrai que la fiscalité spécifique sur les carburants a diminué de 23,1 %, les recettes de T.V.A. frappant le gazole représentent une majoration de 41,2 % que les entreprises françaises, contrairement à leurs homologues étrangères, ne sont pas autorisées à déduire.

« A propos de la consommation énergétique, il est abusif d'affirmer que d'une manière générale la route consommerait deux à trois fois plus que le rail : de récentes études ont fait apparaître que dans des cas très nombreux la consommation est similaire.

« Quant aux conditions de travail dans le transport routier, elles sont souvent exagérément critiquées, alors que les contrôles, sur route et

dans l'entreprise, de l'administration attestent que les durées hebdomadaires de conduite sont respectées. Les difficultés qui persistent tiennent à la spécificité du secteur et résident dans les temps d'attente et de mise à disposition. Mais la profession est engagée, dans le cadre de l'effort national pour l'emploi, dans un processus de progrès social qui est indéfectible.

L'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers (Unosra) note pour sa part :

« Sur le plan de la desserte, le rail ne dispose que de quatre mille points de vente ouverts au trafic de marchandises, alors que la route dessert chacune des trente-six communes de France. Ainsi, en tout état de cause, tout trafic ferroviaire, à l'exception des relations d'embranchement particulières, doit faire appel, pour les parcours initiaux et terminaux, à la route. Toute tentative d'égalisation des conditions de concurrence entre deux modes de transport ne doit pas se limiter à vouloir transporter, au nom d'un équilibre utopique, des modes d'exploitation utopiques par une technique sans tenir compte de la spécificité de l'autre technique. En effet, égalisation ne signifie pas identité, et nous pensons qu'il est enfin temps de sortir de ce faux débat.

FAITS ET PROJETS

CONTRE LES CRUES DE LA GARONNE

M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, a inauguré à Toulouse, mercredi 20 janvier, un système automatique d'annonce des crues, unique en Europe, qui fonctionnera tout à fait dès 1983. Ce réseau de télémesures, installé sur les rives du bassin de la Garonne, fournira à un ordinateur central, grâce à douze relais hertziens, les renseignements recueillis par cent vingt stations. Actuellement, cinq stations sont en service.

D'autre part, un syndicat mixte d'aménagement de la Garonne deviendra, dès le printemps prochain, le maître d'œuvre des travaux de prévention des inondations : les conseils régionaux de Midi-Pyrénées et d'Aquitaine, les conseils généraux de la Gironde, de Tarn-et-Garonne, de Lot-et-Garonne et de Haute-Garonne font partie de ce syndicat. — (Corresp.)

« Six rivières sous contrat. — Des contrats passés entre le ministère de l'environnement et les départements concernés vont être signés pour améliorer la qualité de six rivières. Il s'agit du Loiret (Loiret), de la Bebre (Allier), de la Sédelle (Creuse), de l'Echez (Hautes-Pyrénées), de la Thur (Haut-Rhin) et de l'Armançon (Yonne). Au terme de ces contrats, auxquels sont associés les élus, les associations de protection, les pêcheurs et les services de l'Etat, les rivières doivent être nettoyées et aménagées de manière à retrouver leur qualité d'antan.

« Pays-Bas : un tribunal international de l'eau. — Onze organisations néerlandaises de défense de l'environnement ont décidé de créer un « tribunal international de l'eau ». Elles sont appuyées par soixante-cinq associations européennes de défense de l'environnement. Le tribunal aura pour tâche de stimuler la recherche sur les pollutions, de diffuser les informations recueillies, de constater les infractions aux législations nationales et internationales et de préparer des actes d'accusation contre les pollueurs. Sa première réunion aura lieu dans un an. — (A.F.P.)

LES PROGRÈS DE L'ANNUAIRE ÉLECTRONIQUE

Une expérience d'annuaire électronique, couplée avec plusieurs banques de données régionales, sera menée en Picardie au cours du premier semestre de l'année prochaine pour tous les usagers du téléphone qui en feront la demande, annonce le ministère des P.T.T.

Près de dix mille terminaux de petit format branchés sur le réseau téléphonique comprenant un écran de visualisation et un clavier de commande équipent les volontaires parmi les quatre cent mille abonnés de la région.

Outre le service de l'annuaire, ces abonnés pourront consulter des banques de données mises au point en particulier par le conseil régional, le quotidien le Courrier picard et, probablement, la Chambre d'agriculture d'Amiens.

L'expérience en Ile-et-Vilaine, qui porte sur le seul annuaire électronique, sera généralisée au cours de cette année à tous ceux qui en feront la demande, précise encore le ministère.

DES INVESTISSEMENTS AMÉRICAINS POUR LAKER ?

Les sociétés américaines de construction aéronautique McDonnell Douglas et General Electric vont investir 5 millions de livres dans la compagnie de charters britannique Laker Airways, affirme le 20 janvier le quotidien britannique Financial Times.

Cet investissement intervient alors que la société de Sir Freddie Laker, l'inventeur du « train du ciel », connaît de sérieuses difficultés financières. Il pourra, éventuellement, se traduire plus tard, indique encore le quotidien britannique, par une prise de participation de l'ordre de 10 à 20 % des deux sociétés américaines dans le capital de Laker Airways.

Le constructeur McDonnell Douglas a déjà vendu dix DC-10 (dont le moteur est produit par General Electric) à Laker Airways.

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt

RUE DE POITOU
Cds cuisine, living, 3 chambres.
2 bains, étage élevé, asc.
Plein SUD. Tél. : 272-40-15.

MARSAI-REPUBLIQUE
SACRIFIÉ 245.000
LIVING + CHAMBRE
REFAIT NEUF. POITRONS
CARACTÈRE - 325-75-42.

Rue Maréchal Lyautey aménagé
Gd studio. Px : 245.000 F.
Plein SUD 42-48 - 766-48-40.

BOUL. SAINT-GERMAIN
bel apt. angle, 183 m²,
bon plan, 2 chbres serv.,
possibilité professionnelle.
GARBI - 567-22-88.

PORT-ROYAL, 3^e arrdt, 3 P.
73 m², 870.000 F. Trousseau, UR.
MARNIER 222-93-55.

JARDIN PLANTES
Contr. Gd LUXE en cours
« LE POULVEAU »
du 2 au 6 P. et DUPLEX
du vendredi au lundi 11 à 19 h
1 et 3, RUE POLYVAUX
Renseignements : 267-37-37.

MAUBERT, grande cuisine
bel immeuble, 6 P., 2 bains.
TRANSIL - 325-10-56.

SAINT-GERMAIN
PLEIN CIEL, ASC.
140 m², solé, 364-95-10.

BOUL. RUE DE SÈNE
Grand studio 4^e étage, clim.,
travaux à prévoir.
SANTANDREA 260-67-36/38.

RUE BONAPARTE
sup. récept. + 1 chbre, grande
hauteur au plafond - 328-95-08.

7^e arrdt
AVENUE DE SAXE
Immeuble bon standing, 6 P.,
145 m² à chambre de service
au r.-d.-ch. 1.500.000 F.
Exclusivité LGM 268-58-44.

8^e arrdt
PARC MONCEAU
Studio 30 m², confort, parking.
SANTANDREA 260-67-36/38.

12^e arrdt
AVENUE DALMÉSIL
Imm. Pierre de T., 3^e ét., 96 m²,
5 P. entré, cuis., bain, verrière.
Px : 760.000 F. - 825-48-08.

14^e arrdt

PLANTES - BRUNO - 384-95-10
VILLA 180 m² + 80 m²
JARDIN 100 m².

MAINE-MONTPARNASSE
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
entièrement rénové.
STUDIO Jardin, 385.000 F.
2 P. à partir 450.000 F.
FINITIONS PERSONNALISÉES.
522-96-20 / 288-84-74.

15^e arrdt
RUE DE LA CONVENTION
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

CROIX-NIVERT
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
entièrement rénové dans l'im.
en cours de réhabilitation.
FINITIONS DE QUALITÉ.
Téléphone : 522-96-20.

BOULVAARD
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

BOULVAARD
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

17^e arrdt
RUE DE LA CONVENTION
2^e étage, 3 pièces, confort, asc.,
service, 670.000 F. vendredi 15 h
à 17 h ou 280-45-14, matin.

FRONT DE SÈNE
30^e étage, panoramique
duplex, 5 pièces, 120 m²,
SANTANDREA 260-67-36/38.

VAUGRARD, 3^e étage, 50 m²,
2 terrasses, 8^e étage, ascenseurs,
vue tout Paris, 225-59-50.

SQUARE VIOLET
220 m² - 1.100.000 F.
Loft à aménager, 587-33-34.

16^e arrdt
PORTE D'AUTEL
137 m², magnifique duplex,
50 m² terrasse.
10^e et 17^e étages.
GARBI 567-22-88.

MUETTE Beau 4 P., vue d'aboli,
cuisine, solé, 1.350.000 F.
783-95-08 ou 645-54-59.

PARCAY, Dans immeuble pierre
de taille, cuisine 32 m², entrée,
penderie, salle de bain, w.-c.,
cuisine équipée, parterre d'été,
360.000 F. Tél. 567-36-00, ap. 20 h.

18^e arrdt
Près THÉÂTRE ATTELIER
3 P., 68 m², tout confort, solé,
rénové neuf - 550-34-00.

MONTMARTRE rénové neuf
3 P., 65 m², 475.000 F.
24, R. TROIS-FRÈRES, Vendredi
soir 15 h à 18 h. 550-34-00.

19^e arrdt

RUE DE MEAUX (Plein SUD)
Dans immeuble rénové
12 studios ou 2 P.
de 12 m² à 40 m² livrés.
9 studios ou 2 P.
de 16 m² à 26 m² livrés.
Livraison immédiate.
Après 19 heures, 750-21-45.

78-Yvelines
BOUGIVAL PET. MAISON
ANCIENNE
4 P., Bon état, 500.000 F.
Hls. 955-72-77, voir 955-87-85.

CHAVILLE 5^e GARE dans bel
imm. grand apt 103 m² +
belle, séjour 30 m², 3 chbres,
garage, cave, 650.000 F.
Agence ROYALE 950-14-50.

VERSAILLES SAINT-LOUIS
5^e RER dans bel imm. pierre de t.
apt 95 m², 5 P., 3 chbres, sans
vis-à-vis, ascens., clim., cave,
garage, 735.000 F. à débattre.
Agence ROYALE 950-14-50.

BOUGIVAL PET. MAISON
ANCIENNE
4 P., Bon état, 500.000 F.
Hls. 955-72-77, voir 955-87-85.

BOUGIVAL PET. MAISON
ANCIENNE
4 P., Bon état, 500.000 F.
Hls. 955-72-77, voir 955-87-85.

BOUGIVAL PET. MAISON
ANCIENNE
4 P., Bon état, 500.000 F.
Hls. 955-72-77, voir 955-87-85.

BOUGIVAL PET. MAISON
ANCIENNE
4 P., Bon état, 500.000 F.
Hls. 955-72-77, voir 955-87-85.

BOUGIVAL PET. MAISON
ANCIENNE
4 P., Bon état, 500.000 F.
Hls. 955-72-77, voir 955-87-85.

BOUGIVAL PET. MAISON
ANCIENNE
4 P., Bon état, 500.000 F.
Hls. 955-72-77, voir 955-87-85.

BOUGIVAL PET. MAISON
ANCIENNE
4 P., Bon état, 500.000 F.
Hls. 955-72-77, voir 955-87-85.

BOUGIVAL PET. MAISON
ANCIENNE
4 P., Bon état, 500.000 F.
Hls. 955-72-77, voir 955-87-85.

BOUGIVAL PET. MAISON
ANCIENNE
4 P., Bon état, 500.000 F.
Hls. 955-72-77, voir 955-87-85.

BOUGIVAL PET. MAISON
ANCIENNE
4 P., Bon état, 500.000 F.
Hls. 955-72-77, voir 955-87-85.

BOUGIVAL PET. MAISON
ANCIENNE
4 P., Bon état, 500.000 F.
Hls. 955-72-77, voir 955-87-85.

CHATEAU VINCENNES

Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

CHATEAU VINCENNES
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

CHATEAU VINCENNES
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

CHATEAU VINCENNES
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

CHATEAU VINCENNES
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

CHATEAU VINCENNES
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

CHATEAU VINCENNES
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

CHATEAU VINCENNES
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

CHATEAU VINCENNES
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

CHATEAU VINCENNES
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

CHATEAU VINCENNES
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

CHATEAU VINCENNES
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

CHATEAU VINCENNES
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

CHATEAU VINCENNES
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

CHATEAU VINCENNES
Plein SUD, 4 P., 2 chbres, clim.,
asc., 4 P., confort, 840.000 F.
SERVICE - Tél. : 577-98-85.

locations non meublées demandes

Paris
Urgent - St Germain au Montparnasse
cherche une chambre à Paris.
Maximum 500 F.
Période : mi-janvier-mars.
S. r. s. 8237 le Monde Pub.
Service ANNONCES LOGES,
8, rue des Italiens, 75006 Paris.
470.000 F. Tél. 348-95-27.

LA VARENNE très résidentiel
Imm. pierre de taille apt. 3 P.
tout confort, bds.
Prix 730.000 F. - 883-03-62.

SAINT-MANDÉ-BOIS. Bon imm.
dble liv. + chbre et cft. s/rue et
jardin. Chauffage, ind. 78 m²,
550.000 F. Tél. 278-77-43.

Province
AVIGNON, appart. meublé, 90 m²
dans hôtel partic. XVII^e siècle.
Tél. (05) 82-61-46 après 20 h.

RARE
SAINT-GERMAIN - VARI
A 50 MÈTRES DE LA MER
STUDIOS A AMÉNAGER
A PARTIR DE 110.000 F.
Tél. (16-94) 96-43-13.

appartements achats
Pour clients sérieux, PAIE
COMPTANT, APPTS 2 chbres, asc.,
et IMMEUBLE A Paris 15^e et P.
JEAN FÉLIX, 56, av. de la
Motte-Picquet, 15^e, 588-00-78.

RECHERCHE 2 à 4 pièces.
Bon quartier. Prix comptant cher
résine. Tél. : 873-23-55.

Pert. achète prêt à part. maison
ou appartement 3-4 pièces confort,
rénové Toulouse, Nîmes, Le Clusot.
Tél. : (16-11) 857-42-89.

locations non meublées offres
92 SAINT-CLOUD
Dans résidence standing (1978)
105 m² hab. + 20 m² balcon,
séjour 40 m² + 2 ch. + 1 s. de
bain + 1 s. d'entr. cuis., off., gar.
Après 19 h, 750-21-45.

Saint-Cloud propriétaire vend
4 pièces, cuis., s. de bain, loge-
ment, gar. Soléil, clim., jard.,
vue exceptionnelle sur tout Paris.
Samedi et dimanche, 15 h à 18 h,
37, rue du Val-d'Or, 9^e étage.

SECAUX METRO
très bel, 118 m² rénové, soléil, bds.
+ nat. eau, asc. Jard., terr.,
P. 840.000 F. (16) 588-00-78.
P. 100.000 F. Tél. : 980-44-56.

95 ENJOINT 20 minutes Paris.
APPARTEMENT 3 pièces, 70 m²,
Tél. : 859-37-21 pour visite.

maisons individuelles
RUEIL CENTRE
particulier vend maison d'habitation
190 m² hab., dépendances,
garage, petit jardin.
Conviendrait prof. libérale.
Téléphone : 781-03-45.

19^e RUE LEPIC
très bel local 130 m² avec
utilitaire 300 m² à la m².
Tél. 329-03-08.

fonds de commerce

A vendre librairie générale
équipée zones pédonnaires
500.000 F. stock 530-38-40.

Haut-Marnais, vue fonds BAR-
HOTEL-RESTAURANT en S.A.
2 H.N. classées MICHELIN - KLE-
BER, 17^e arrdt. Loyer mens.
1800 ouverts, très belle installation.
vue panoramique except.
jardin. Investissement 15.000 F.
4.400 F. C.A. très import. Bon
clientèle. Appart. privé. Prix très
raisonnable. 25-54-49 apt. 20 h.

M^{me} SIMON, LA VALX INVIGOS.
Tél. (8) 323-30-18, le matin.

A vendre Maréchal pharmacie.
Tél. (91) 54-78-50. Immeuble
Pauze, 35, r. Brestol, Marseille.

A VENDRE, dans le canton de
Tours, cimetière, affaire sérieuse, C.A.
cuisine 650.000 F. C.A. cuisine
200.000 F. en progression.
Murs et fonds : 700.000 F.
Tél. (47) 25-54-49 apt. 20 h.

PLACE VENDÔME
Bout. + s/sol, accès direct.
Canton centre-ville.

Le Monde

régions

Bretagne

DEUX GRANDES CONSULTATIONS

ÉNERGIE : la revanche de Plogoff

Après l'adoption par l'Assemblée nationale en octobre 1981 d'un plan énergétique national, M. Edmond Hervé, ministre chargé de l'énergie, a tenté de concilier cette option et la politique de régionalisation.

Au cours du mois de décembre dernier il a, par une série de lettres aux présidents des conseils régionaux et aux préfets, défini le cadre et les modalités de cette opération. Dans l'esprit du gouvernement, les assemblées régionales devaient, dans les semaines qui viennent, élaborer des plans énergétiques particuliers recensant, au

minimum, les besoins et les ressources locales. Ce serait l'occasion d'insister sur les économies d'énergie et les énergies nouvelles, pour le développement desquelles les régions peuvent beaucoup.

On attend aussi des assemblées régionales des actions dans le domaine de l'information et de la formation. Elle devraient enfin mettre en place des agences régionales de l'énergie. Le premier de ces débats a eu lieu le 19 janvier à Rennes - ville dont M. Edmond Hervé est maire - devant le conseil régional de Bretagne.

Réunis en session extraordinaire les soixante-dix-huit conseillers régionaux bretons n'ont consacré que quatre heures à leurs problèmes énergétiques. En réalité, comme nous le rapporte Christian Tual, notre correspondant à Rennes, le débat a tourné court pour des raisons politiques. Par deux fois, en 1975 et en 1978, le conseil régional, où les élus R.P.R., C.D.S., P.R. et centriste dé-

tiennent la majorité avec quarante-sept représentants, s'étaient prononcés pour la construction d'une centrale nucléaire à Plogoff (Finistère). La décision du président de la République d'abandonner définitivement ce projet n'a évidemment pas plu.

Aussi les conseillers de l'ancienne majorité ont-ils profité de la session pour prendre une petite revanche. Ils ont d'abord écouté le rapport présenté par M. Michel de Bennetot,

conseiller R.P.R. du Finistère, qui préconisait la construction d'une centrale à charbon sans exclusion du recours au nucléaire et à l'utilisation de l'énergie marée-motrice. M. de Bennetot proposait la création d'un groupe de travail chargé de préparer un plan énergétique régional.

Après discussion un amendement fut soudain présenté par seize conseillers de l'ancienne majorité et adopté par trente-six voix pour, vingt-quatre contre et deux abstentions. Cet amendement aux allures de contre-rapport rappelle les choix antérieurs du conseil, « s'étonne des décisions du pouvoir central sans aucune consultation régionale », demande que les opérations « pilotes » dans le domaine des énergies renouvelables soient entreprises et financées par l'État et « attend avec impatience que le gouvernement propose la création d'une centrale nucléaire en Bretagne ».

La session extraordinaire s'est achevée ainsi sans que le rapport de M. de Bennetot soit adopté, sans qu'on parle d'une agence régionale de l'énergie et sans qu'il soit question de formation ou d'information dans le domaine de l'énergie. Comme le disait M. Jean-Yves Le Drian, député socialiste du Morbihan : « Il y a dans cette assemblée un parfum de revanche de Plogoff ».

ENVIRONNEMENT : des associations embarrassées

« Que peut être, selon vous, une politique régionale de l'environnement ? » Les représentants de trois mille associations vont être interrogés sur ce sujet pendant trois mois, à travers toute la France. La question leur est posée par le ministre de l'environnement, M. Michel Crépeau, qui a décidé de faire parler « la base » en organisant ce qu'il appelle « des états régionaux de l'environnement ».

La procédure est libérale. Dans chacune des vingt-deux régions, on a laissé à un collectif d'associations le soin de lancer les invitations. Comités de défense, groupes d'écologistes, associations de consommateurs, chasseurs, pêcheurs, foyers ruraux, associations familiales, syndicats, sont conviés, par le truchement de leurs délégués, à débattre du sujet en séance publique au cours du mois de janvier. Les fonctionnaires, y compris le

préfet, resteront à l'écart de ces assemblées, dont certaines risquent de tourner au happening.

Qu'importe : l'essentiel est que le mouvement associatif s'exprime librement. Qu'il mette en commun et sur la table toutes les idées qu'il peut secréter sur la régionalisation de la politique d'environnement.

Pour l'y aider, il est prévu qu'après la séance inaugurale des réunions seront organisées au cours du mois de février, par département et par thème. Ces groupes de travail remettront leurs décisions au collectif qui, pour le 15 avril, rédigera une synthèse régionale. Ces synthèses, rassemblées au ministère de l'environnement, seront reprises dans un Livre blanc national qui sera envoyé aux parlementaires. C'est sans doute à partir de ce document que M. Michel Crépeau préparera la « charte de l'environnement » qu'il compte présenter vers le milieu de l'année.

De notre envoyée spéciale

Cette première assemblée générale aura permis de constater l'évolution de la notion d'environnement. Celle-ci recouvre des préoccupations diverses. A Lorient, les associations de défense du patrimoine ou de tel ou tel site voisinaient avec le groupe de travail éolien, l'association pour l'élaboration d'un urbanisme concerté, les comités anti-nucléaires... En outre, bon nombre de militants ont signalé des ouvertures de débats que la charte nationale s'adresserait moins au ministre de l'environnement, dont ils jugent les compétences « trop étroites », qu'aux ministères de l'agriculture, de l'énergie, de l'économie...

Les débats en commission ont montré la difficulté d'adopter des positions nettes et tranchées. Ainsi, sur l'énergie, deux affirmations figurent dans le Livre blanc. Les associations régionales s'opposent à la construction de centrales nucléaires en Bretagne et affirment plus généralement leur conviction anti-nucléaire. Mais, au moment où l'emploi est la préoccupation première, les associations ont voulu démentir que la défense de l'emploi et celle de l'environnement ne sont pas incompatibles. « Les chefs d'entreprise, les élus, ne se préoccupent que du court terme, ont affirmé ces militants. Or refuser de mettre en

cause par exemple une usine qui pollue une rivière au nom de l'emploi, c'est empêcher la création d'une entreprise qui aurait pu s'installer un peu plus loin sur cette même rivière : c'est aussi provoquer la fermeture dans... cinq, dix ou quinze ans des hôtels situés à proximité... Nous ne devons pas, sous prétexte de protéger les emplois d'aujourd'hui, mettre en cause les emplois de demain ».

L'expérience américaine a prouvé que la défense de l'environnement pouvait être aussi créatrice d'emplois. Autre préoccupation : la décentralisation et ses conséquences. La réforme en cours transférera les pouvoirs régionaux de l'administration aux élus, et « cause-ci prenant rarement en compte la notion d'environnement, plus soucieux de protéger l'emploi à court terme que le cadre de vie... Cependant, si les élus ne sont pas sensibles à nos arguments, ils ne peuvent négocier leur opinion publique », ont fait remarquer plusieurs membres d'associations.

Celles-ci refusent d'ailleurs de jouer plus longtemps le rôle de « pompiers de l'environnement » et souhaitent participer, a priori, aux prises de décision, sans attendre l'inductible conflit qui les amène ensuite à intervenir. Mais il faut pour cela qu'elles transforment leurs structures, deviennent plus administratives, au risque de perdre certains de leurs militants.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

CF BUREAU FRANÇAIS DE VACANCES
1, rue Pasteur, 75008 PARIS
Tel. 265.20.13

LANGUAGES BRING PEOPLE TOGETHER!

TESTEZ VOTRE ANGLAIS AVEC NOUS!

EVALUEZ VOTRE NIVEAU D'ANGLAIS AVEC LE QUIZ EN 50 QUESTIONS QUE VOUS PROPOSE

L'adulte, l'adolescent, l'enfant... tous peuvent participer à ce test. Répondez à 50 questions et vous saurez votre niveau d'anglais. Le résultat vous sera communiqué par courrier.

Le service est gratuit et sans engagement. Vous recevrez votre résultat par courrier.

Remplissez et envoyez à :

Bureau Français de Vacances
1, rue Pasteur, 75008 PARIS
Boîte postale 100 100 100

NOM _____

Prénom _____


Adresse _____

Cité postal _____

GALERIES LAFAYETTE

QUINZAINE DES SPORTS D'HIVER

DU 8 AU 23 JANVIER



FEMME

Gilet matelassé polyamide, garnissage polyester... 95 F... 65 F

Anorak polyamide, garnissage 70 % duvet d'oie, 30 % plume... 490 F... 295 F

Ensemble anorak et salopette polyamide, garnissage polyester... 490 F... 275 F

ENFANT

Anorak 50 % polyester, 50 % coton, garnissage polyamide 6/8 ans. 295 F... 200 F

HOMME

Gilet uni polyamide, garnissage 70 % duvet d'oie, 30 % plume... 250 F... 195 F

Anorak polyamide, garnissage 70 % duvet d'oie, 30 % plume... 400 F... 295 F

Anorak bicolore, 65 % polyester, 35 % coton, garnissage polyester... 450 F... 350 F

Ensemble anorak bicolore et salopette unie polyamide, garnissage polyester... 450 F... 350 F

Galerias Lafayette

du jeudi 21 au samedi 23 janvier

smalto

SOLDE



44, RUE FRANÇOIS-1^{er}
5, PLACE VICTOR-HUGO
A MARSEILLE
38, RUE ST-FERREOL
A STRASBOURG
22, PLACE KLEBER
SOLDES POUR ELLES
A MARSEILLE, STRASBOURG ET PLACE VICTOR-HUGO

CELIBATAIRES SAUTEZ-VOUS DANS UN TRAIN AU HASARD ?

Non, bien sûr. Alors pourquoi laisser le hasard décider seul de votre avenir amoureux ?

Il existe aujourd'hui un moyen sérieux de rencontrer pour la vie, à partir d'une véritable étude psychologique, la personne répondant réellement à votre attente et à votre personnalité.

Moderne et scientifique, la méthode ION a 30 années de succès.

Ion International
Institut de Psychologie fondé en 1950 PARIS - BRUXELLES - GENEVE

GRATUIT : Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".

M. Mlle _____

Prénom _____

Age _____

Adresse _____

ION FRANCE (M 80) 94, rue Saint-Luc, 75005 PARIS - Tel. 526.70.45

ION BELGIQUE (M 80) 31, Avenue Democrite, 11400 TONLON - Tel. 52.25.25

ION ALPES (M 80) 35, avenue Rochefort, 69003 LYON - Tel. 524.25.44

ION SUISSE (M 80) 7, du Marché aux Herbes 105 BP 21-1000 BRUXELLES - Tel. 511.74.30

ION SUISSE (M 80) 10, 1, Pâquis CP 265 1211 GENEVE 11 - Tel. 222.21.75.01

Je t'aime

SOCIAL

A L'OCCASION DE LA RÉUNION DE SON COMITÉ CONFÉDÉRAL

La C.G.T. confirme un certain durcissement à l'égard de la politique économique du gouvernement

C'est à une très large majorité que le comité confédéral national de la C.G.T. a adopté, le mercredi 20 janvier, une résolution sur les positions du bureau et de la commission politique et économique en France, à l'annulation de la loi de finances 1982. Le C.C.N. a approuvé l'entrée de trois nouveaux membres au bureau confédéral.

L'élection au bureau confédéral de trois membres, en remplacement de trois démissionnaires (Mmes Buhl-Lambert, Christiane Gilles et M. Jean-Louis Moynot), a eu lieu, comme l'a déclaré M. Séguin, « dans le respect des statuts et aussi de l'équité des candidatures qui caractérisent la composition du bureau ». En effet, les trois démissionnaires, dont deux communistes et un chrétien — lui-même communiste — ont été remplacés par deux communistes et un chrétien. L'équilibre des « sensibilités » est donc respecté, mais l'équilibre des forces qui, ces dernières années, se traduisait au sein du bureau, par une discussion sinon une opposition entre défenseurs de la fermeté et critiques minoritaires, soit sur les positions internationales, soit sur l'attitude électorale face au pouvoir, est rompu. Fidèle à la tradition, il est vrai, la C.G.T. se redonne un bureau homogène.

Sur les divergences au sein de la C.G.T., MM. Séguin et Krasucki ont mis les points sur les « i ». Ils ont fait une nette distinction entre les cégétistes qui, sur certains sujets ponctuels — comme la Pologne, les exportations, les dérogations, des différences, des nuances — et ceux qui, au contraire, à l'extérieur ou à l'intérieur, une attitude et une fractionnalité. Au C.C.N. de mercredi 20 janvier, des responsables ont, à nouveau, exprimé leurs divergences avec la direction nationale sur sa position à l'égard de la Pologne, nombre d'entre eux ont protesté contre les interprétations tendant à les présenter comme opposants à la direction nationale sur sa position à l'égard de la Pologne, nombre d'entre eux ont protesté contre les interprétations tendant à les présenter comme opposants à la direction nationale sur sa position à l'égard de la Pologne.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

CRISE CHEZ ELASTELLE (HAUTE-LOIRE)

Les salariés demandent l'aide du gouvernement

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Depuis octobre 1981, les deux cent cinquante salariés d'Elastelle, usine textile implantée au Puy (Haute-Loire), sont sur le quai-à-vie. Ils veulent conserver leur emploi, ils entendent également, par diverses actions, maintenir au Puy une activité industrielle que le repliement d'un groupe multinational met en cause.

Elastelle est la seule entreprise française qui fabrique du tissu élastique en grande largeur. Créée en 1880 par la famille Fontenille pour produire des travaux de dentelle, l'usine a été rachetée en 1976 par le groupe Gold Zack Quelle, avec des capitaux essentiellement allemands, qui a modernisé les installations. En 1977, quatre cent quarante personnes y étaient employées.

Le 21 octobre 1981, la société est mise en liquidation, et la

société a fait allusion, à nouveau, à « des pressions externes sur la C.G.T. », auxquelles concourent des « formations politiques ». M. Krasucki n'a pas voulu aller le P.S., mais au C.C.N. des syndicats ont critiqué ce parti (1). Quant à l'attitude plus ferme des cégétistes vis-à-vis du pouvoir et aux critiques adressées — dans le rapport de M. Gensous adopté à la commission exécutive du 6 janvier — contre l'ordonnance sur la durée du travail, certains projets de M. Auroux sur les droits des travailleurs, et surtout l'absence de réforme de la Sécurité sociale, elles ont été largement approuvées. Seules trois fédérations (marine marchande, finances et officiers mécaniciens) ont voté contre la résolution approuvant le rapport; deux fédérations (marines et spectacle) se sont abstenues (2).

Le courant très majoritaire de la fermeté reste donc très solide. M. Séguin a d'ailleurs déclaré devant la presse que la C.G.T. attendait du nouveau pouvoir des mesures plus énergiques : « Le gouvernement ferait bien d'adopter une attitude plus positive, plus consciente de ce qui peut se passer dans l'esprit des travail-

LES TROIS NOUVEAUX MEMBRES DU BUREAU CONFÉDÉRAL

Mme JACQUELINE LEONARD, trente-sept ans, qui a commencé à travailler comme employée chez Poulain, a adhéré à la C.G.T. en 1962. Elle entre au bureau de la commission départementale de l'Oise en 1972. Au quarantième congrès en 1979, à Grenoble, elle est élue membre de la commission exécutive confédérale. En 1980, elle devient secrétaire général de l'union départementale de l'Oise. Mme Leonard est membre du P.C.

M. GÉRARD ALÉZARD, quarante-cinq ans, technicien supérieur puis ingénieur, entre, en 1981, au laboratoire des ponts et chaussées et adhère à la C.G.T. En 1982, il devient responsable du Syndicat national des laboratoires des ponts et chaussées et secrétaire de l'union locale de Paris 15. En 1986, il entre au secrétariat de l'union départementale de Paris, comme représentant des cadres. En 1987, il devient mem-

Bénéficiant à 2500 ouvriers postés

La cinquième équipe (33 h 36 min de travail par semaine) est instituée chez B.S.N.-Emballage

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

Un important accord, instituant la cinquième équipe pour les travailleurs postés en continu, a été signé, mercredi 20 janvier, entre la direction de Boussole-Souchon-Neuveville (B.S.N.-Emballage) et l'ensemble des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.O.

AFFAIRES

Les rumeurs de dépôt de bilan de la S.C.O.P.D.-Manufrance provoquent de vives réactions de la direction et de la C.G.T.

De notre correspondant régional

Saint-Etienne. — Les déclarations de M. Pierre Briquet — conseiller municipal de Saint-Etienne, ancien M.R.G. en délicatesse avec la majorité de l'union de la gauche — relatives à la situation de la Société coopérative de production et de distribution (S.C.O.P.D.) Manufrance ont provoqué de vives réactions de la part des dirigeants de la coopérative et des syndicats C.G.T. et U.G.I.C.T.-C.G.T. Alors que l'été estimait « inévitable sous peine de banqueroute » le dépôt de bilan de la société née le 30 décembre 1980, le président du directoire, M. Paul Chaumont, a émis ces déclarations « sans fondement ». Quant aux syndicats C.G.T. de l'entreprise, ils se sont indignés de l'importance accordée à cette déclaration dans la presse, notamment radiotélévisée.

« Ce n'est pas un petit plaisir qui balance des savonnettes avant les élections cantonales qui va nous impressionner », a déclaré M. Christian Georges, secrétaire général de la C.G.T.-Manufrance et « personnage » des crises de la firme.

Evocant les informations d'Antenne 2 le 19 janvier, la C.G.T. estime « en droit de demander réparation et d'attaquer en diffamation les personnes qui ont diffusé des propos aussi graves sur les ondes nationales ».

M. Chaumont n'écarter pas, pour sa part, une démarche judiciaire dirigée cette fois contre M. Briquet dont il a évoqué le « but de nuire évident ». M. Chaumont a affirmé qu'il n'était question « ni de faillite ni de dépôt de bilan ».

Cependant, on en saura plus le 26 février, date choisie comme butoir au ministère de l'économie et des finances pour présenter un montage financier et un plan industriel cohérent. On disposera alors des éléments permettant d'évaluer les chances de développement de Manufrance.

C. R.

Grâce au soutien de l'Etat

LE GROUPE PROUVOST INTENSIFIE SES EFFORTS D'INVESTISSEMENT

Prouvost S.A., l'un des principaux groupes du secteur textile (19 300 salariés et 5,8 milliards de francs de chiffre d'affaires) a obtenu, en 1981, un prêt participatif de 100 millions de francs du CODIS (Comité d'orientation et de développement des industries stratégiques) sur titre des investissements de 1981, qui sont estimés à 200 millions de francs. Selon la direction, qui fête le 20 janvier à Cambrai le vingt-cinquième anniversaire de sa filiale Rodier, les pouvoirs publics auraient accepté de lui accorder une nouvelle aide pour soutenir les investissements prévus pour 1982 et 1983, dont le montant (400 millions de francs) représente un effort très net du groupe par rapport à la période précédente (100 à 120 millions de francs par an en moyenne). Les investissements de 1981 ont été destinés à l'usine de Rodier, la principale filiale du groupe. La Laiterie de Roubaix, spécialisée dans la filature et la confection.

ÉTRANGER

LE COCOM VA RÉVISER SES MÉTHODES

La réunion du Cocom (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations vers les pays de l'Est) s'est terminée, mercredi soir 20 janvier, à Paris. L'issue de la réunion de travaux a été houleuse. Cette réunion qui coïncidait avec une session, à Moscou, du comité exécutif du Cocom, a permis aux représentants des quinze pays de l'alliance atlantique — sauf l'Islande — et du Japon de faire le point du fonctionnement d'un organisme créé en 1950 au moment de la guerre froide, et que les Etats-Unis souhaitent réactiver, compte tenu des événements d'Afghanistan et de Pologne.

Selon un texte publié à l'issue de la réunion, « l'objet était l'examen en commun, après plus de trente ans d'existence du Comité, des moyens d'assurer l'adaptation de ses méthodes à l'évolution de la situation, notamment dans le domaine des technologies à importance stratégique. A cet égard, le Comité s'est mis d'accord à l'unanimité. En tout état de cause, les listes des produits interdits à l'exportation doivent être révisées en 1982, la dernière révision, qui a eu lieu tous les trois ans, devant intervenir en 1979. En outre, l'adoption du principe d'une mise à jour du Cocom ne fait que masquer les divergences qui demeurent sur l'attitude économique à adopter vis-à-vis de l'Union soviétique.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURT REB 1982		GR 1982		WEEK 1982		GR 1982	
	1st	2nd	1st	2nd	1st	2nd	1st	2nd
1st	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
2nd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
3rd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
4th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
5th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
6th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
7th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
8th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
9th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
10th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
11th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
12th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
13th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
14th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
15th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
16th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
17th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
18th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
19th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
20th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
21st	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
22nd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
23rd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
24th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
25th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
26th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
27th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
28th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
29th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
30th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
31st	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
32nd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
33rd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
34th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
35th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
36th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
37th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
38th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
39th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
40th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
41st	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
42nd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
43rd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
44th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
45th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
46th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
47th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
48th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
49th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
50th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
51st	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
52nd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
53rd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
54th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
55th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
56th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
57th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
58th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
59th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
60th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
61st	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
62nd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
63rd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
64th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
65th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
66th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
67th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
68th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
69th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
70th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
71st	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
72nd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
73rd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
74th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
75th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
76th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
77th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
78th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
79th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
80th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
81st	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
82nd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
83rd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
84th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
85th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
86th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
87th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
88th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
89th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
90th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
91st	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
92nd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
93rd	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
94th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
95th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
96th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
97th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
98th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
99th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1
100th	5,584	5,584	1	1	1	1	1	1



Au moment où la promulgation de la loi de nationalisation risque de mettre fin sans délai aux pouvoirs des conseils d'administration des sociétés nationalisables, M. Philippe Thomas, Président de Pechiney Ugine Kuhlmann, a présenté l'exposé ci-dessous à son Conseil d'Administration, qui l'a approuvé unanimement.

L'ambition de cet exposé n'est pas seulement de répondre à certains partis sans des nationalisations qui ont prétendu donner un avis sur la gestion des groupes nationalisables sans avoir pris le temps de l'étudier : ils l'ont condamnée sans jugement, du haut de leur infaillibilité doctrinale.

L'ambition est surtout d'éclairer la route des futurs dirigeants du Groupe PUK en dégageant à leur intention, de l'expérience vécue pendant une décennie particulièrement difficile, un enseignement qui soit utilisable au cours des prochaines années.

La première partie indiquera comment ont été atteints les objectifs que s'étaient assignés, en 1972, Pechiney et Ugine Kuhlmann en décidant de fusionner.

La mutation de l'économie mondiale qui s'est produite quelques années plus tard a soumis le nouveau Groupe à une épreuve sévère : la seconde partie montrera quel a été l'effort d'adaptation de PUK aux conditions nouvelles de la concurrence internationale.

La troisième partie sera consacrée à l'approvisionnement du Groupe en énergie électrique compétitive : ce problème n'a cessé d'être et devrait rester, après la nationalisation de PUK, un souci majeur pour les responsables.

Enfin, l'accent sera mis, pour conclure, sur les traits marquants de la politique sociale qui a été mise en œuvre et mérite d'être poursuivie avec confiance.

1) Les objectifs de la fusion

a) En rassemblant dans une gestion unique les activités industrielles que Pechiney et Ugine Kuhlmann exerçaient dans des domaines communs ou connexes, la fusion visait à donner au nouveau Groupe, dans ces domaines, la dimension des principaux concurrents étrangers.

Certes, la dimension n'est pas une panacée. Mais, dans le cas des industries lourdes fabriquant des produits standardisés de diffusion mondiale, c'est une nécessité pour lutter à armes égales avec les principaux concurrents, qui sont actifs sur tous les marchés.

C'est ainsi que PUK est devenu, au plan mondial, le 3^e producteur pour l'aluminium, le 3^e aussi pour les ferro-alliages et le second pour les produits carbonés et graphités.

C'est ainsi également que, pour la filière de l'uranium, qui va du minerai jusqu'au combustible nucléaire, PUK a réuni dans sa main un ensemble de technologies complémentaires qui lui permettent d'apporter une contribution importante au fonctionnement des centrales nucléaires.

Il convient de mentionner aussi le leadership mondial exercé par la filiale américaine Howmet Turbine Components Corporation dans le domaine des ailettes de turbine pour réacteurs d'avion.

Au total, le Groupe PUK détient une position stratégique de premier plan dans des activités représentant plus de la moitié de son chiffre d'affaires.

b) La fusion avait aussi un objectif de déploiement international.

D'une part, PUK a renforcé progressivement sa position industrielle à l'étranger qui, depuis la création du Groupe, a été la source d'environ les deux tiers de son bénéfice brut consolidé bien qu'elle n'ait participé que pour un quart au chiffre d'affaires correspondant.

Aux Etats-Unis, une OPA, réalisée en 1975, a porté à 100 % la participation du Groupe au capital de la Société Howmet dans laquelle Pechiney avait pris pied en 1962. Depuis cette date, cette Société, qui est la première entreprise industrielle française aux Etats-Unis, s'est considérablement valorisée. Sa valeur actuelle, supérieure à 5 milliards de francs, représente un triplement des mises successives (réactualisées en francs 1981) faites par Pechiney puis par Pechiney Ugine Kuhlmann en acquisitions d'actions Howmet.

Dans la zone Asie-Pacifique, le Groupe a pris, en 1979, une initiative importante en décidant d'installer en Australie, en association avec des producteurs australiens et européens, une usine d'aluminium bénéficiant de conditions très favorables pour son approvisionnement en énergie électrique et en alumine. Il se prépare à de nouveaux développements dans cette région du monde, appelée à une expansion rapide au cours de la prochaine décennie.

D'autre part, le Groupe a beaucoup travaillé à accroître sa participation au commerce international. La mise sur pied et le renforcement progressif d'un réseau de vente très étendu ont permis aux filiales françaises d'augmenter la proportion de leurs produits vendus à l'exportation. Cette proportion a été accrue régulièrement d'année en année, passant de 28 % en 1973 à 42 % en 1981 : actuellement, dans nos usines françaises, 2 ouvriers sur 5 travaillent pour l'exportation. Il doit être possible d'améliorer encore cette performance en poursuivant méthodiquement l'action menée sur ce plan depuis 10 ans.

Les exportations de produits ont été complétées par des exportations de technologie qui ont eu des retombées très favorables pour l'industrie française. Les contrats d'assistance technique conclus pour la création d'usines à l'étranger utilisant les procédés du Groupe ont en effet permis aux constructeurs français de biens d'équipement de réaliser un courant d'exportation d'environ 1 milliard de francs 1981 par an, induit par les ventes de matière grise de PUK.

2) Adaptation aux nouvelles conditions de la concurrence internationale

Dès la quatrième année de son existence, en 1975, le Groupe a été frappé par la crise économique mondiale qui a sévi avec une intensité

particulière dans les industries lourdes où s'exercent la plupart des activités de PUK.

Plus qu'une phase cyclique, cette crise est apparue comme l'amorce d'une mutation importante de l'économie mondiale. Cette mutation est caractérisée par un ralentissement de la croissance et, pour les industries de base consommant des quantités importantes d'énergie et de matières premières, par un bouleversement des équilibres concurrentiels qui s'étaient établis antérieurement. Ces industries, dont les prix de vente sont sujets à des variations conjoncturelles très amples, peuvent être gravement déstabilisées par des excédents de la capacité mondiale, ce qui est le cas actuellement pour la sidérurgie.

Devant une telle situation, la Direction Générale a élaboré une stratégie de mouvement visant à développer les points forts du Groupe, à consolider par des modernisations et des gains de productivité les activités moins compétitives et à se dégager des secteurs en difficultés dont le redressement semblait devoir exiger beaucoup plus de temps et d'argent à l'intérieur du Groupe que dans un cadre extérieur plus propice.

Les actions entreprises dans cet esprit sont trop nombreuses pour être décrites même sommairement. On peut cependant donner la mesure de l'effort réalisé par quelques chiffres globaux : de 1972 à 1981, les gains de productivité des filiales françaises ont été de 30 %, cependant que les désinvestissements ordonnés se sont montés à 3,7 milliards et ont financé environ 25 % des investissements totaux du Groupe.

Ces désinvestissements ont porté sur un grand nombre d'opérations d'importance unitaire limitée, principalement dans le domaine des engrais, de la pétrochimie, des réfractaires, des câbles électriques et de la seconde transformation des métaux.

Il était nécessaire d'opérer des désinvestissements ou des rapprochements plus massifs portant globalement sur la Branche Chimie et sur la Branche Aciers Spéciaux. Dans tous les pays européens, les grandes entreprises chimiques et sidérurgiques sont, depuis plusieurs années, dans une situation de surcapacité qui nécessite un effort considérable de rationalisation industrielle. Or, les activités du Groupe, dans ces deux domaines, ne peuvent être rationalisées que par synergie avec les activités complémentaires et plus vastes d'autres groupes français ou étrangers.

D'innombrables échanges d'informations techniques avec les différents partenaires possibles, des visites réciproques d'usines, des pourparlers ont été menés avec persévérance pendant plusieurs années. Malheureusement, dans le cas de la chimie comme dans celui des aciers spéciaux, ces efforts ont buté sur un blocage administratif. Dans les

deux cas, le Gouvernement a pris une position purement négative, consistant à écarter les partenaires possibles de PUK, français ou étrangers, qui ne lui convenaient pas, sans exercer une action positive sur les partenaires qui auraient eu sa préférence.

Dans ces deux secteurs, PUK a été ainsi condamné à camper sur ses positions, ce qui était à l'opposé de sa stratégie de mouvement et a pesé lourdement sur ses résultats. C'est ainsi que l'exercice 1981 va se solder par une perte consolidée d'environ 1 750 millions de francs. Cette perte est due sans doute à une conjoncture mondiale exceptionnellement défavorable qui a touché simultanément tous les secteurs d'activité du Groupe. Mais elle provient presque entièrement des activités chimiques et sidérurgiques que PUK a été contraint de conserver.

Cependant, le problème des aciers spéciaux pourrait être résolu prochainement. Sacilor s'étant décidé, après une hésitation de deux ans et demi, à prendre le contrôle d'Ugine Aciers avant la nationalisation.

En ce qui concerne la chimie, PUK avait signé en janvier 1981, avec un groupe étranger, un projet d'association qui ouvrirait des perspectives favorables et qui a été immédiatement soumis au Gouvernement.

Depuis un an le dossier est au point mort. L'Administration ne prenant position ni pour autoriser le projet d'accord, ni pour le rejeter, ni pour faire prévaloir une solution de rachat. Ainsi se prolongent bien inutilement les graves inconvénients d'une hémorragie financière continue et d'un ajournement, très démotivante pour le personnel, des décisions industrielles engageant l'avenir de Produits Chimiques Ugine Kuhlmann.

Il n'y a pas actuellement pour PUK de nécessité plus pressante que de connaître les orientations de politique industrielle que le Gouvernement a l'intention de prendre après la nationalisation pour restructurer et rationaliser l'industrie chimique du secteur public.

3) Problème de l'approvisionnement en énergie électrique compétitive

L'énergie électrique est la matière première essentielle de la plupart des fabrications de PUK et représente une fraction substantielle des prix de revient (plus de 25 % pour l'aluminium, environ 20 % pour les ferro-alliages, 45 % pour le chlore et le soude). La compétitivité de ces fabrications dépend donc largement de celle de l'énergie électrique mise en œuvre.

Cette considération a joué un rôle fondamental pour le choix des implantations industrielles du Groupe à l'étranger. Dans le cas de l'aluminium, le Groupe a conclu en différents pays des contrats d'énergie donnant en moyenne un prix du kWh inférieur de 35 à 40 % au

prix supporté par la filiale française Aluminium Pechiney.

Il en résulte que, tandis que les filiales étrangères produisant de l'aluminium sont toutes prospères, Aluminium Pechiney a des usines déficitaires et n'autofinance ses travaux de modernisation que par le produit de ses ventes de technologie à l'étranger. Somme toute, les profits d'Aluminium Pechiney ont été progressivement appropriés par l'Etat qui, sans attendre la nationalisation, a imposé depuis des années aux usines françaises d'aluminium un prix d'énergie électrique largement supérieur au niveau pratiqué dans les pays voisins pour cette industrie. On peut déduire d'une expertise comptable, confiée à une société fiduciaire par les producteurs européens d'aluminium, qu'en 1980, les pays partenaires de la France dans la Communauté Européenne ont consenti aux producteurs d'aluminium un prix du kWh inférieur en moyenne de 30 % au prix payé en France par Aluminium Pechiney.

Or la France, grâce à son programme de centrales nucléaires, bénéficie pour son approvisionnement en énergie électrique d'un avantage de prix de revient, qui va être de plus en plus marqué. Il est paradoxal que les industries fortes consommatrices d'énergie électrique, comme l'aluminium, soient traitées beaucoup moins favorablement dans ce pays que dans les pays voisins qui n'ont pas fait le même choix en faveur de l'énergie nucléaire.

Il devient urgent que le Gouvernement mette fin à ce paradoxe et tiennent compte de la concurrence internationale pour accorder un prix de kWh réaliste aux industries françaises dont l'énergie électrique est la véritable matière première. C'est seulement à cette condition que PUK pourra éviter de mettre en œuvre un plan de régression de ses usines françaises fortes consommatrices d'électricité.

Pour maintenir et développer la position mondiale de premier plan qu'il a acquise dans le domaine de l'aluminium, le Groupe PUK devra à l'avenir fonder son action, comme Pechiney et Ugine Kuhlmann avaient su le faire dans le passé, sur la combinaison de deux avantages :

— d'une part, une supériorité technologique entretenue par un effort continu de recherches et par la création de nouvelles usines dans le monde entier, pour le compte tiers,

— d'autre part, la prise au bon moment d'options énergétiques à long terme, souvent en avant-garde du marché.

C'est ainsi qu'entre les deux guerres mondiales, le Groupe a construit de grands barrages dans les Alpes et les Pyrénées, comme ceux d'Aussois, de Bissorta et du Chambon. Après la Libération, il a saisi les opportunités qui se sont présentées successivement au Cameroun, en Grèce et aux Etats-Unis, où de grands équipements hydrauliques avaient été construits en avance sur la

consommation locale d'électricité. En France, après la découverte de Lacq, il a été le premier Groupe à s'installer à proximité immédiate du gisement pour une utilisation importante de gaz naturel. Il vient de miser fortement sur le charbon australien. Les centrales nucléaires d'EDF devraient maintenant apporter leur contribution à la compétitivité internationale de l'industrie française de l'aluminium.

Pour conclure cet exposé, il convient d'évoquer deux traits marquants de la politique sociale de PUK : la solidarité qui a joué entre les différentes filiales du Groupe et le soin apporté à donner à ses membres le meilleur développement personnel.

En termes financiers, la solidarité s'est traduite par des transferts très importants allant des filiales étrangères vers les filiales françaises. C'est grâce à la prospérité des filiales américaines, espagnoles, néerlandaises et grecques qu'Ugine Aciers et Produits Chimiques Ugine Kuhlmann ont pu, malgré des pertes très lourdes, financer les travaux de modernisation qui étaient indispensables pour restaurer leur rentabilité et pour préserver à moyen et long terme l'emploi de leur personnel.

Mais, en termes d'emploi, la solidarité a également joué avec un effet plus immédiat. Les filiales ayant des besoins d'embauche ont tenu compte, pour le choix des personnes à embaucher, et parfois même pour la localisation d'ateliers nouveaux, des besoins de reclassement pouvant exister dans d'autres filiales. Ainsi, depuis 1975, les licenciements ont pu être limités, en moyenne annuelle, à moins de 0,4 % des effectifs des établissements français, et cela malgré les graves difficultés conjoncturelles rencontrées depuis cette date.

D'autre part, le Groupe s'est efforcé d'orienter sa politique de formation et de mutations en fonction des besoins de développement de ses membres et d'offrir à chacun un champ suffisant pour exercer son esprit d'initiative et pour satisfaire son désir de participation. Certes, les progrès réalisés dans cette direction sont encore éloignés des objectifs que le Groupe se donne pour accomplir pleinement sa vocation. Mais, dans un tel domaine, s'il convient d'agir avec détermination et persévérance, il faut se garder d'une excessive impatience.

L'expérience des dix dernières années montre qu'une proportion nettement croissante des hommes qui composent le Groupe contribue effectivement à le mettre en mouvement pour réagir devant les problèmes qui se présentent, opportunités à saisir ou difficultés à surmonter. Cette évolution, incontestablement favorable pour le Groupe, a permis à ses membres de découvrir progressivement leur entreprise comme un lieu d'expression, de création et de solidarité.

Philippe Thomas

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. DE VARSOVIE A ANKARA : « La Turquie des professeurs », par Maurice Le Lannou ; « La quasi-Solidarité », par Raymond Jean ; « Une similitude structurelle », par Iskender Güllalp.

ÉTRANGER

3-4. EUROPE
— POLOGNE : l'épiscopat attire l'attention du général Jaruzelski sur la situation critique du pays.
— U.R.S.S. : mort du général Tsvigou, numéro deux de K.G.B.
— ESPAGNE : la police a découvert un arsenal de 5 tonnes d'armes près de Bilbao.
5. DIPLOMATIE
— Le Parlement européen a élu cinq nouveaux vice-présidents.
6. ASIE
— 5. PROCHE-ORIENT
— Une interview d'un conseiller de M. Arafat.
7. AFRIQUE
— Une importante mission commerciale américaine séjourne à Rabat.

POLITIQUE

6-7. LA RÉVISION DE LA LOI DE NATIONALISATION :
— Mise au point, avancement et pari.
— La recours à l'impôt semble définitivement écarté.
8. Adoption du projet sur le statut de la Corse à l'Assemblée nationale.
— La préparation du congrès du P.C.F.

SOCIÉTÉ

8. PRESSE
9. Le rapport de la commission Belorgey sur les orientations nouvelles de la police.
10. SPORTS : la quatrième rallye Paris-Dakar : une aventure très controversée.
— EDUCATION.
— SCIENCES.

LE MONDE DES LIVRES

11. Les romans de Sartre dans la Pléiade.
12. AU FIL DES LECTURES.
— LA VIE LITTÉRAIRE.
— FIGURES DE L'ISLAM.

CULTURE

18. CINÉMA : la semaine de « Positif ».
— THÉÂTRE : « Sans », à Aubervilliers.
— VU : « Une perfectionniste », par Claude Sarroute.

ÉQUIPEMENT

22. TRANSPORTS : une année difficile pour Air France.

RÉGIONS

23. BRETAGNE : deux grandes consultations.
— ÉNERGIE : la revanche de Plogoff.
— ENVIRONNEMENT : des associations embarrassées.

ÉCONOMIE

24. SOCIAL : le durcissement de la C.G.T. à l'égard de la politique de gouvernement.
25. AFFAIRES.
26. AGRICULTURE.

RADIO-TELEVISION (20)
INFORMATIONS
SERVICES (16)
P.T.T. : la réglementation de la C.B. ; Loterie nationale ; Ariégeois et Loto ; Météorologie et état de la neige ; Mots croisés.
Carnet (10) ; Annonces classées (21-22) ; Programmes spectacle (19) ; Bourse (27).

Remaniement au ministère de l'agriculture

M. Jean-François Larger devient directeur de cabinet de Mme Cresson

Mme Cresson a annoncé mercredi 20 janvier un remaniement de son cabinet. M. Jean-François Larger, conseiller référendaire à la Cour des comptes, devient directeur de cabinet en remplacement de M. Lucien Meadel, qui sera chargé d'une mission temporaire à Matignon. M. Patrick Pichon, conseiller à la Cour des comptes, devient conseiller technique pour les questions budgétaires. Il remplace M. François Lamasson, qui devient chargé de mission dans le cabinet de M. Mauroy, où il suivra le dossier agricole.

Enfin, M. Jean-Philippe Atger, trente et un ans, journaliste, sera chargé des relations avec la presse. Il succède à Mme Dominique Danicourt. M. Atger travaillait à Combat puis pour le référendaire Jorjani. L'ancien et la Société générale de presse. Il fut également producteur d'émissions documentaires sur la troisième chaîne de l'O.R.T.F. puis à Antenne 2 et à l'INA.

Le remaniement du cabinet de Mme Cresson était attendu depuis plusieurs mois. D'autres départs et

d'autres arrivées devaient être confirmées, plusieurs membres du cabinet accusés devant prendre la direction des offices assure à l'ordre, et le nouveau directeur agent théoriquement le pouvoir de choisir ses collaborateurs.

Depuis mai, les collaborateurs directs de Mme Cresson n'ont pas chômé, déjouant à la fois le pouvoir et les crises successives des productions agricoles, puis le dossier majeur de la conférence annuelle. L'insuccès de l'action du ministère auprès de l'opinion paysanne appelait des changements. La structure biéphale adoptée à l'origine pour ce cabinet, M. Meadel étant placé en situation de copilotage à côté de M. Francis Ranc, n'a pas permis une action toujours cohérente. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il ne faudrait pas que, avec les nominations à venir, on retrouve une structure identique à la précédente.

M. Jean-François Larger, cinquante ans, XNA, entré à la Cour des comptes en 1961, fut secrétaire général adjoint du conseil supérieur de la sécurité sociale, conseiller technique au cabinet de M. Jean-Marcel Jeanneney au ministère des affaires sociales en 1968-1969 ; mis à la disposition du Bureau international du travail à Genève de 1969 à 1970 ; nommé conseiller référendaire en mai 1980, M. Larger est, par ailleurs, membre du bureau C.F.D.T. de la Cour des comptes. Il venait d'être chargé par le gouvernement d'une mission destinée à corser « les trons de la protection sociale ».

M. DANIEL JANICOT EST NOMMÉ DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE L'UNION CENTRALE DES ARTS DÉCORATIFS

M. Daniel Janicot a été nommé délégué général de l'Union centrale des arts décoratifs, en remplacement de M. Claude Mollet.

(Maître des requêtes au Conseil d'Etat et secrétaire général adjoint du Conseil d'Etat, M. Janicot est né le 20 mai 1914 à Neuilly-sur-Seine. Ancien élève de l'ENA (promotion Léon Blum), rapporteur général de la commission d'écritures administratives, il est administrateur de la Bibliothèque publique de la ville de Paris depuis 1978 et vice-président de la Bibliothèque nationale depuis juillet 1980. Il fut rapporteur général de la mission de réflexion sur le développement du thermalisme en France en 1980.)

Au conseil des ministres

M. CHRISTIAN BROSSIER, DIRECTEUR DES PORTS ET DE LA NAVIGATION MARITIMES.
M. JEAN-PAUL PROUST, DIRECTEUR DES PÊCHES.

Sur proposition du ministre de la mer, M. Louis Le Pen, M. Christian Brossier, ingénieur en chef des ports et chaudières, a été nommé directeur des ports et de la navigation maritimes en remplacement de M. Paul Ollivier. D'autre part, M. Jean-Paul Proust, sous-préfet est nommé directeur des pêches en remplacement de M. Brossier.

(Né le 25 décembre 1923 à Paris, M. Christian Brossier est ancien élève de l'École polytechnique et ingénieur en chef des ports et chaudières de 1952 à 1968. Il a occupé des postes au Commissariat à l'énergie atomique puis à la direction des ports maritimes et des voies navigables (1968-1976). Il était directeur des pêches au secrétariat général de la marine marchande puis au ministère de la mer depuis 1978 et il était considéré à ce titre comme la cheville ouvrière pour toutes les discussions sur la politique européenne des pêches, dont un est content elle est difficile à mettre au point à cause de l'attitude des Britanniques.)

(Né le 3 mars 1940 à Vaux, dans la Sarthe, M. Jean-Paul Proust est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. En 1966, il est nommé administrateur civil au ministère de l'Intérieur puis sous-préfet et de 1967 à 1972, il est directeur du cabinet du préfet du Val-d'Oise. Il occupe ensuite des fonctions à la direction des collectivités locales puis est nommé secrétaire général de la Région en 1976. Il revient au ministère de l'Intérieur en 1978, et est nommé administrateur civil sous-préfet de Lorient depuis 1977.)

M. Philippe Laudat directeur général de l'INSERM donne sa démission

M. Philippe Laudat, directeur général de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), a adressé, lundi 11 janvier, une lettre de démission à ses deux ministres, le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, et le ministre de la Santé, M. Jean-Pierre Chevènement. Ne recevant aucune réponse, il s'est décidé à rendre sa lettre publique dans la soirée du 20 janvier.

Cette démission définitive pour ce qui le concerne, a été accueillie avec surprise par le ministère de la Santé, « qui ne l'avait ni souhaitée ni suscitée ».

Dans sa lettre, M. Laudat écrit notamment : « Pendant trois années, je pense avoir accompli ce qui m'était assigné avec honnêteté et loyauté. J'espère que ces trois années de collaboration avec la recherche et de la technologie, de profondes réformes de structures, de procédures, vont désormais être évaluées et mises en application dans les divers organismes de recherche. Il ne sera pas conforme à mon éthique personnelle de continuer à occuper une fonction que je considère comme épuisée, au mépris parfois de sa conviction profonde, les réformes proposées par vos prédécesseurs, appliquées sans succès, me paraissent différentes. »

M. Jacques Latrielle, directeur du cabinet de M. Ralite, nous a déclaré que « la démission de M. Laudat n'a été ni souhaitée ni même suscitée directement ou indirectement ». « Nous avions demandé à M. Laudat de tenir compte de la politique nouvelle définie à la suite des assises et du colloque de la santé et c'est tout ». Le ministère de la Santé n'a pu donc enregistrer avec surprise et regret ce départ, et cela d'autant plus que la coopération avec l'INSERM, son directeur avait été bonne depuis mai dernier.

« Je crains que le type de politique des structures, des procédures, des méthodes, des hommes et des financements, il estime, en effet, qu'il importe de choisir les thèmes de recherche les plus importants, les plus innovants, les plus stimulants, et de consacrer, à leur égard, des efforts exceptionnels. C'est dans cet esprit qu'il avait conduit les travaux de la commission de la recherche, les recherches opportunistes » soumis au jugement de comités scientifiques internationaux. Le fait que les membres des comités scientifiques de l'INSERM aient critiqué cette méthode et aient exigé, en juillet dernier, que ces programmes leur soient également soumis, lui inspire des craintes sur la nécessaire objectivité qui doit présider à la répartition des fonds. Il redoute, en somme, que l'on s'écarte vers un saupiquetage des crédits et que les médecins en reçoivent à l'avenir autant que les meilleurs.

Cet argument est fondé, aux yeux de M. Laudat, sur les perspectives qu'ouvrent, après le colloque sur la recherche, les structures nouvelles des instances administratives et des comités scientifiques de l'INSERM. La large participation des usagers ou des personnels administratifs, techniques ou ingénieurs, à la décision, lui fait craindre qu'elle s'inspire à l'avenir, pour les répartition de crédits, de considérations plus politiques que scientifiques.

Le professeur Latrielle pense que la présence, dans les commissions, de personnes extérieures, usagers ou professionnels, à la décision, qui ne sont pas directement intéressées, pourrait moraliser des pratiques trop fréquentes d'autodistribution des fonds et y apporter plus de clarté et de transparence. Il n'en exclut pas, pour autant, la possibilité de solliciter l'avis d'experts étrangers pour des programmes concrets, précis, lancés sur des thèmes d'intérêt national.

Académie française ÉLECTION AU FAUTEUR DE RENÉ CLAIR

C'est ce jeudi 21 janvier, dans l'après-midi, que l'Académie française se réunira pour élire son successeur à René Clair, décédé le 14 mars 1981. Cinq candidats sont en présence : Mme Katia Granoff, directrice de galeries de peinture ; le professeur Jean Hamburger, déjà membre de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine ; MM. Roger Ilor, romancier ; Pierre Molin, romancier également ; et Gérard Mourgue, responsable des éditions littéraires à Radio France. Il serait hasardeux de faire des pronostics sur l'issue du scrutin qui s'annonce serré, au moins entre le professeur Hamburger et M. Pierre Molin.

Ces « actions concertées » ne diffèrent pas de celles conçues par M. Laudat que par leur limitation en nombre, leur durée plus longue pour que leurs participants s'y attachent réellement, leur caractère pluridisciplinaire associant aux fondamentalistes des spécialistes de différentes disciplines pour intégrer à ces recherches une dimension politique (au sens de politique de la santé) et d'intérêt public.

Il est, à l'évidence, entre ces deux positions multiples convergences. Aux doutes qu'émet le professeur Laudat sur la possibilité de moraliser les modes de financement de la recherche, de profanes Latrielle répondent qu'il n'est pas interdit de rêver ni de penser que le rêve est devenu réalité. Il ajoute que, jamais auparavant, la recherche n'aura bénéficié d'un intérêt national et de crédits aussi importants.

Les divergences paraissent, en effet, minimes, mais le malaise éprouvé par M. Laudat, sans doute, des sources profondes. Directeur scientifique de l'INSERM depuis 1975, puis nommé directeur général le 12 février 1979 au départ du professeur Burg, le professeur Laudat tient sa démission pour définitive et n'a « aucun point de retour ». Or, plus cher, se libère conclut-il, mais on peut choisir son moment.

En somme, convaincu, à tort ou à raison, que son éthique de la recherche scientifique ne lui permettrait pas d'assumer les nouvelles structures de la nouvelle politique mise en place, il préfère se retirer. Même si les faits devaient dans l'avenir intriquer ses craintes.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

M. Dassault rachète une partie de l'imprimerie Georges Lang

Le tribunal de commerce de Paris a réuni en audience privée, le mercredi 17 janvier, au sujet de l'achat de l'imprimerie Georges Lang, en liquidation de biens, les futurs partenaires de la société en voie de création : M. Marcel Dassault pour le SCEDM (Société centrale d'études Marcel Dassault), Sabatier, président de la SNEP (Société nationale des entreprises de presse) et Temkine, président de l'IDFI (Institut de développement industriel). Il a été annoncé la constitution, pour une période transitoire, d'une S.A.E.L. au capital de 18 millions de francs, répartis de la façon suivante : SCEDM : 5 millions ; SNEP : 4 millions ; IDFI : 4 millions ; l'hebdomadaire l'Express : 1 million ; l'hebdomadaire Qui ? : 1 million ; 720 000 francs.

L'activité de l'imprimerie sera confiée à une société, à l'autre (1), l'acquisition des installations se faisant progressivement, compte tenu des droits de préemption, l'achat et la reprise de l'imprimerie se feront, pour les acquéreurs, à hauteur de 3 millions de francs. Le F.D.E.S. (Fonds de développement écono-

LES MINISTRES OCCIDENTAUX DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES METTENT LA POLOGNE ET L'U.R.S.S. EN ACCUSATION À LA CONFÉRENCE DE MADRID.

Le secrétaire d'Etat américain, M. Alexander Haig, et dix-sept ministres occidentaux des affaires étrangères — dont M. Claude Cheysson — participeront, le 9 février à Madrid, à la reprise de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. À cette occasion, ils dénonceront la situation en Pologne et la responsabilité de l'U.R.S.S. dans cette crise. Les pays de l'Est, en revanche, ne seront pas représentés à un haut niveau.

Peu après la proclamation de l'état de guerre en Pologne, les États-Unis avaient proposé la convocation d'une réunion extraordinaire de la conférence de Madrid. La France, elle, avait proposé aux Occidentaux d'adopter une interprétation « offensive » des accords d'Helsinki. Ces finalités, cette idée qui a été retenue, étant entendu que, pour donner plus d'éclat à la dénonciation de la violation des accords d'Helsinki, les ministres des affaires étrangères feraient eux-mêmes le voyage de Madrid.

Deux mille personnes environ ont manifesté, mercredi 20 janvier, à Paris, entre la porte Saint-Denis et l'Opéra, contre l'occupation soviétique en Afghanistan, à l'appel du Mouvement de soutien à la résistance du peuple afghan, de la C.F.D.T., de la FEN, du P.S., du M.R.G. et du F.O.

A Dijon Quarante-cinq salariés des « Dépêches » sont menacés de licenciement

De notre correspondant

Dijon. — Un plan de licenciements touchant quarante-cinq salariés de l'entreprise, qui est en liquidation, a été annoncé par la direction des « Dépêches » de Dijon. Un nombre de licenciements, qui ne sont pas directement intéressés, pourrait moraliser des pratiques trop fréquentes d'autodistribution des fonds et y apporter plus de clarté et de transparence. Il n'en exclut pas, pour autant, la possibilité de solliciter l'avis d'experts étrangers pour des programmes concrets, précis, lancés sur des thèmes d'intérêt national.

M. Roger Guillon, ce plan est rendu inévitable par la situation conjoncturelle de l'entreprise, qui se trouve à partir du 1er mars prochain devant une situation particulièrement délicate, situation provoquée par le retrait des salariés du Doubs de l'État républicain, imprimées sur les relatives des « Dépêches ». Toujours selon la direction, cette perte de contrat d'impression entraînera pour l'entreprise un manque à gagner d'environ 10 millions de francs pour l'année 1982.

M. Jean-Charles Lignel, propriétaire du Progrès, qui a racheté 91 % des actions des « Dépêches », a affirmé devant le conseil d'administration des Presses pro-

Le « Priz Dominique de la mise en scène » a été décerné ce lundi 18 janvier à Peter Evans pour la « Cendrille » et la « Tragédie de Carmen ». Il a obtenu, dès le premier tour, une forte majorité face à Patrice Chéreau, Ariane Mnouchkine, Jean-Claude Ponnelle, entre autres.

Le numéro du « Monde » daté 21 janvier 1982 a été tiré à 549 760 exemplaires.

Journée mondiale
des disparus
le 23 janvier

Le cent jours
M. Papandreou

L'épiscopat
met en garde
contre la pro
de l'état de

AT JOUR ET JOUR
Sagesse

le mur de l'



NICOLL
la tradition anglaise du vêtement
SOLDES
jusqu'au 30 janvier
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820
Magasin ouvert sans interruption de 10 h à 19 h. Le lundi de 14 h à 19 h.

crédit MP
la façon facile
d'acheter un
beau bijou
avec 10% comptant
Exemple : ce
solitaire blanc extra 0,60 ct.
vous l'emportez avec 1 650 F
le solde jusqu'à 24 mois dont
de 3 à 6 mois de crédit gratuit
après acceptation du dossier

MP
4, pl. de la Madeleine 260.31.44
86, rue de Rivoli
138, rue La Fayette
Catalogue couleur gratuit/demande

JACQUES HEIM
FOURRURES
Pelisses - Cuirs et peaux lissées
SOLDES
du 15 jour, au 15 février 1982
14, rue Saint-Denis, Paris (2^e)
12, rue Saint-Sauveur, Paris (2^e)